

FRONTIÈRES OUEST : LE CONSOMMATEUR PRIS EN OTAGE

P. 3

Le Quotidien

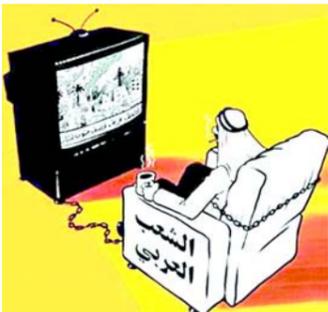
Edition Nationale d'Information D'ORAN

ACTUALITÉ VUE
AUTREMENT

P. 6 à 17

Y A-T-IL UNE OPPOSITION EN ALGÉRIE ?

PAR YAZID HADDAR *



- *Le peuple palestinien : un génocide juste ?*
MOURAD BENACHENHOU
- *Mehdi et les 7 banques*
RACHID BRAHMI
- *Pourquoi n'y a-t-il pas une politique arabe commune ?*
H. MILOUD AMEUR

- *Misère chez les uns, inconscience chez les autres !*
ABDELKADER KHELIL
- *Le dilemme de l'activisme algérien dans le Sabel-Maghreb*
TWFIK HAMEL
- *Un Algérien avec une nouvelle citoyenneté : la canadienne*
CHERIF AISSAT
- *Culture : un acte d'amour*
MOHIEDDINE AMIMOUR
- *La jeunesse algérienne entre un désir d'avenir et l'emploi informel*
H. M.

L'ALGÉRIE RETOURNE EN AFRIQUE

ABED CHAREF

- *All inclusive (suite)*
AKRAM BELKAÏD
- *L'aviation civile en Algérie: perspectives*
KAMEL KACHER
- *Décalages*
BOUCHAN HADJ-CHIKH
- *Imaginaire et réalités*
BELKACEM AHCENE-DJABALLAH
- *L'Europe en panne*
PAR PIERRE MORVILLE

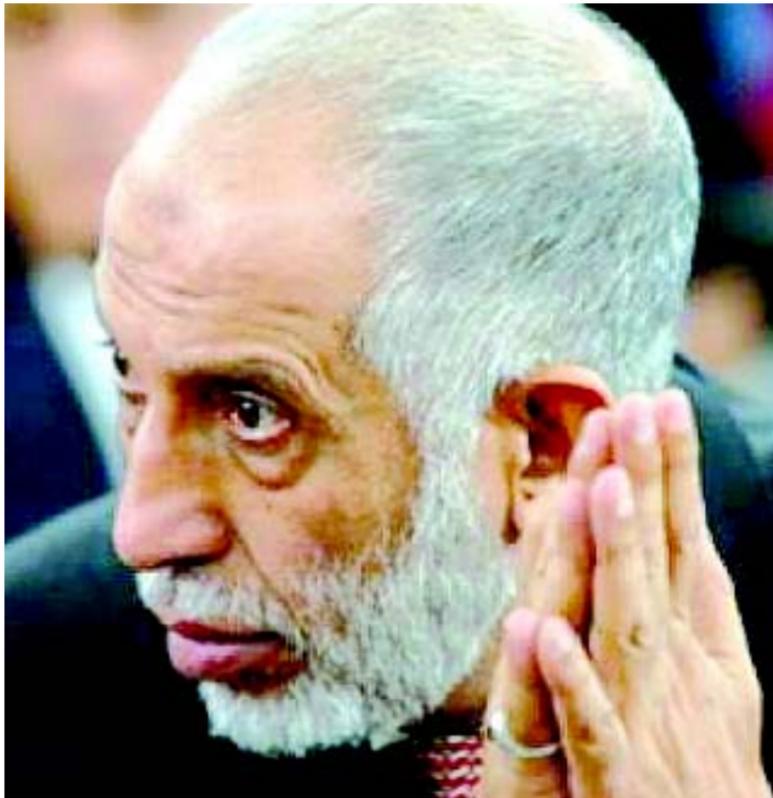
LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL, OUI C'EST POSSIBLE !

CHERIF ALI



Ph.: Rachid K.

Limogeage de Belkhadem Nouvelle donne au FLN



Abdelkrim Zerzouri

Quelques jours du premier anniversaire de l'installation de Amar Saadani, au poste de secrétaire général du FLN, la nouvelle donne de Belkhadem, relevé de ses fonctions, en qualité de ministre d'Etat, conseiller spécial à la présidence de la République, et écarté du parti avec interdiction de participation aux activités de ses structures, ne peut que réjouir ceux-là qui l'ont combattu avec âpreté, et qui ont fini par l'éloigner de la tête de la direction du parti, un certain 29 août 2013, à l'hôtel

Aurassi. « Sa mise en retraite politique par le président de la République ne peut être que bénéfique pour le parti », dira, sans ambages, M. Mazouzi, membre du Bureau politique et chargé de l'Organique du parti FLN. Joint, hier, au téléphone, notre interlocuteur précise qu'« on est tenu au FLN d'appliquer, scrupuleusement, les termes de la décision de Bouteflika, dans son volet qui incombe aux structures du parti ». Plus de doute, donc, Belkhadem est bien effacé du paysage politique, du moins où il naviguait naguère, il n'aura même plus droit à une carte de militant. Du coup, c'est toute la donne qui change de couleur, au sein du FLN, en pleine préparation du 10^{ème} congrès, dont la tenue est annoncée pour le premier trimestre, de l'année 2015. Les motivations de la décision du président de la République sont nombreuses, tout un registre de notes et de constats répertoriés sur le « cas Belkhadem », sont acceptées comme un fait indiscutable, mais si son effacement de l'horizon, sur le plan fonctionnel, est consommé sans laisser de traces, son influence au sein du FLN pourrait avoir des effets marquants sur la vie du parti.

Ex. secrétaire général, délogé de son poste avec seulement quelques voix en sa défaveur, Belkhadem est soutenu, ces dernières semaines, par des opposants à Amar Saadani, au sein l'équipe de Abderrahmane Belayat, notamment, qui l'ont même présenté comme leur candidat, au poste de secrétaire général du parti. Pour rappel, le 24 juin dernier, lors de la session du Comité central, Belkhadem qui a déjà rejoint (ou renforcé) les rangs de ceux qui revendiquent la tenue d'une session extraordinaire du Comité central et l'élec-

tion d'un nouveau secrétaire général, n'a pas été admis à entrer dans la salle, à cause disait-on, de la présence d'extras militants à ses côtés (ses gardes du corps). Et le climat des préparatifs du prochain congrès s'annonçait très complexe avec ces divisions dans les rangs qui font des ravages. Mais, aujourd'hui, tout change, à l'ombre de la volonté exprimée par le président de la République et président d'honneur du parti. Une aile, celle qui a penché pour Belkhadem ou pour laquelle a penché ce dernier, est automatiquement affaiblie par les retombées de cette décision. Ses cris et gesticulations ne feront plus d'adeptes, du moins. La volonté de Amar Saadani d'aller vers un congrès rassembleur va, ainsi, son bonhomme de chemin. Fini la récréation et la répudiation de Belkhadem devrait donner à penser aux détracteurs de l'actuel secrétaire général du parti. « Le 10^{ème} congrès sera celui des militants, des véritables militants, indique M. Mazouzi, et l'on aspire, à l'occasion, d'aller vers une démocratisation du parti. » Les contours du 10^{ème} congrès du FLN se dessinent à la faveur d'un nouveau recentrage des intérêts. Il n'y a plus qu'à répondre à l'appel de Abdelkrim Abada, et régler cette question de réintégration des redresseurs exclus, pour construire le puzzle de la reconfiguration du parti. Le chargé de l'Organique du FLN nous dira, dans ce sillage, que « Abada est un membre du Comité central, comme tout autre membre, et nous sommes satisfaits qu'il revienne à la raison, mais pour ce qui est de la réintégration des véritables militants du FLN qui ont été exclus, cela fait partie des préoccupations du secrétaire général du parti, qui a, dans son premier appel, tendu la main à tous les militants authentiques, sans exclusion ». A demi-mot, Mazouzi confirme les divisions nées au sein du Bureau politique, autour de cette question, du retour au bercail de Abdelkrim Abada. « Qu'il revienne à la raison, oui. Mais sans fanfares », laisse entendre Mazouzi. Ce dernier soutenait, d'ailleurs, lorsqu'on l'a interrogé à propos des effets du limogeage de Belkhadem, sur la vie du parti, que le FLN ne ressentira aucun malaise, « la « zaâma » n'existe pas au FLN », a-t-il insisté à dire. Affaire de discipline ou pas, rien n'empêche la guerre des positions au sein du FLN.

Nouveau plan d'investissement Le patronat veut être associé

Le programme quinquennal d'investissements publics 2015-2019 devra contribuer à la relance de nombreux secteurs productifs comme l'industrie et le tourisme ainsi qu'au développement social, ont indiqué des économistes et des responsables d'associations patronales. Interrogés par l'APS, ces experts et représentants du patronat estiment que ce nouveau programme, dont Bouteflika a chargé mardi le gouvernement d'en finaliser le projet, devra aussi être centré sur la poursuite des investissements dans les infrastructures parallèlement à la relance d'autres secteurs grands créateurs de richesses et d'emplois et qui sont à même de diversifier l'économie.

Lors du Conseil des ministres de mardi, M. Bouteflika, a chargé le gouvernement de finaliser le projet de programme quinquennal d'investissements publics 2015-2019, dont l'esquisse financière a été arrêtée à hauteur de 21.000 mds de DA (soit l'équivalent de 262,5 mds de dollars) pour le présenter au Conseil des ministres avant la fin de l'année. «La relance de l'économie productive devrait être au cœur des préoccupations du programme», souligne Mohamed Saïd Nait Abdelaiz, président de la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA). Il a ajouté que

le programme poursuivra les investissements déjà consentis dans les secteurs des infrastructures, de l'industrie, du tourisme et de l'agriculture. Selon lui, le gouvernement et les partenaires sociaux sont en accord sur les fondamentaux de l'économie de l'Algérie à travers le pacte économique et social et lors des discussions au cours des différentes triparties.

De son côté, Slim Othmani, président du Cercle de réflexion autour de l'entreprise (CARE), a affirmé que l'organisation a déjà formulé des propositions sur les enjeux de développement dans le pays auxquels le programme devrait s'intéresser y compris dans les infrastructures et le développement social. Mais pour que ce programme garde toutes les chances de réussite de son côté, le président de CARE pense que le patronat devrait être associé à son élaboration. Il a aussi insisté sur l'opportunité de ce dialogue et souligne que le manque de concertation sur les orientations économiques fait courir au pays un risque «d'aller dans des impasses». Quant à Mustapha Mékidèche, consultant en économie, il commence par constater que le programme va être l'objet de consultations avec les partenaires sociaux «même si le mode opératoire n'est pas encore défini». Il a noté que l'orientation du

programme sera axée sur la diversification de l'économie et que parmi ses priorités devrait figurer l'investissement dans l'agroalimentaire tout en appelant à la poursuite des investissements dans les grands travaux comme dans la construction des autoroutes et des barrages. Toutefois, il met en garde contre la répétition des erreurs commises lors de l'exécution des programmes précédents ce qui a abouti à des surcoûts et à des retards dans la réalisation.

Quant à Kamal Rézig, économiste et enseignant à l'université de Blida, il propose d'axer l'effort d'investissement à l'horizon 2019 sur le tourisme mais aussi l'industrie dans toutes filières comme l'agroalimentaire et la pharmacie.

L'économiste souligne que l'Etat a déjà investi énormément dans les infrastructures et les routes et que même si cet effort doit être poursuivi, il y a lieu de développer d'autres secteurs de pointe comme les nouvelles technologies de communication. Mais, selon Abdelhamid Mezaache, expert en économie, il faut s'attendre à ce que le plan quinquennal poursuive son orientation d'investissement dans trois gros secteurs que sont les infrastructures et les travaux publics, l'industrie ainsi que le développement social dans le domaine de la santé et de l'éducation.

ANALYSE

Kharroubi Habib

En affichant à l'occasion de l'ouverture de l'université d'été du Front du changement (FC) sa présence aux côtés de personnalités politiques les plus emblématiques du camp des opposants au régime et à Bouteflika, Abdelaziz Belkhadem s'est attiré les foudres présidentielles qui se sont traduites par son limogeage quasi immédiat et l'édiction d'un « oukase » en faisant un banni de l'intérieur du pouvoir.

L'on n'a pas cru un instant qu'en l'occurrence l'ancien chef du gouvernement et ex-secrétaire général du FLN s'est aventuré à se « commettre » aux côtés de ces personnalités que Bouteflika et son clan exècrent au plus haut point, sans se douter qu'il subirait pour cela la colère vengeresse du Palais d'El Mouradia. Il faut également exclure que Belkhadem était dans l'ignorance de la présence de ces personnalités « sulfureuses » à la cérémonie d'ouverture de l'université d'été du Front du changement, comme pourrait le faire croire la hâte qu'il a eu à quitter les lieux où elles se trouvaient. Belkhadem est tout sauf un « naïf » ignorant que le régime ne pardonne jamais à ceux qui se rendent coupables à son égard de « manquement » à l'allégeance absolue qu'il exige de son sérail. Cela étant, quelle « mouche » a donc piqué ce haut dignitaire du régime ?

L'explication pour nous est que le désormais ex-ministre d'Etat, conseiller spécial du président de la République se savait en sursis d'une mise à l'écart politique. La rumeur sur l'imminence de celle-ci a effectivement commencé à circuler durant la période estivale. Elle faisait état que Bouteflika excédé par les épanchements médiatiques de Belkhadem

Naïveté ou calcul de la part de Belkhadem?

ayant trait à leur connivence sur la façon de traiter la crise interne du FLN et son manque de respect à ses obligations de réserve dans l'exercice de sa fonction officielle, s'était décidé à le « débarquer » du gouvernement à l'occasion d'un remaniement prévu pour la rentrée politique.

Belkhadem n'étant pas sans être conscient que sa disgrâce qui pointait allait être irrémédiablement définitive parce que n'étant plus d'une utilité faisant pour Bouteflika une nécessité de le conserver au sein du pouvoir.

Aussi peut-on avancer l'hypothèse qu'il a précipité les choses avec pour calcul que la rupture entre Bouteflika et lui soit perçue comme venant de sa part. Et quoi de plus démonstratif à un défi lancé au chef de l'Etat que celui de s'afficher en tant que ministre d'Etat et son conseiller spécial aux côtés de ses plus rudes contempteurs. A ceux-ci il a donné à comprendre par son geste qu'il serait sensible à leurs revendications politiques et pas loin de rejoindre leur rang. D'ailleurs certains des adversaires de Bouteflika qui plaident pour la constitution contre lui d'un front d'opposition le plus large possible ont déjà déclaré qu'ils ne verraient pas d'un mauvais œil le ralliement à leur camp de Belkhadem.

Dans leurs considérations il y a celle que le basculement de l'ex-patron du FLN et ancien homme de confiance de Bouteflika aurait un effet d'entraînement sur le sérail du pouvoir et donnerait le signe que la remise en cause de Bouteflika et du régime est à l'œuvre y compris au sein de celui-ci. Alors il ne faudra pas s'étonner de voir bientôt Belkhadem en pourfendeur de son désormais ex-protecteur et en opposant à lui, voulant s'imposer comme l'un des leaders du courant anti-Bouteflika.

Tirage du N°6008
119.647 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

Imp. : Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Quargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.87.19.81 - Fax : 031.87.19.80

Pub
Tél. : 021. 64.96.44

Diffusion : Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - **Est:** S.O.D.I. **PRESSE - Sud:** TDS

Frontières ouest

Le consommateur pris en otage

Enfin les grossistes de la zone frontalière n'ont pas eu le soutien ferme de leurs collègues détaillants dans la grève qu'ils voulaient générale dans toutes les dairas situées dans la zone des douanes durant 3 jours.

Cheikh Guetbi

Si au 1^{er} jour plus de 60% (80% à Nedroma et Ghazaouet) des commerçants ont répondu à l'appel et exprimé leur solidarité, durant les 2 autres jours, la majorité des détaillants voire une bonne partie du collectif initiateur de cette grève, en l'occurrence les grossistes ont décroché. « Je ne vois pas pourquoi j'adhère à cette grève alors qu'il aurait fallu tout simplement aux quelques grossistes principaux concernés par cette mesure de décrocher quelques jours. Ainsi, les détaillants fermeront par eux-mêmes devant l'indisponibilité des marchandises », dira cet épiciériste qui affirme que cette grève n'a fait que booster davantage les prix des produits touchés par cette mesure et dans le sillage, même ceux qui ne le sont pas. Ce mouvement de grève qui s'est achevé mardi, par lequel les commerçants voulaient protester contre l'instauration du passavant pour la circulation des marchandises dans la zone terrestre des douanes (une bande d'environ 50 km par rapport à la frontière), s'il n'a donc pas eu l'effet escompté, a eu, par contre, des conséquences négatives sur les prix. En effet, si ces derniers ont connu ponctuellement, principalement durant le 1^{er} jour de la grève, une augmentation vertigineuse causée par la rareté, une marge complémentaire a été maintenue par les détaillants et est venue se greffer

aux prix d'avant la grève, déjà brûlants. Les prix sont encore plus élevés à Marsat Ben M'hidi, en plein chassé-croisé des estivants. Les conséquences sur le tourisme seront lourdes dans le futur. Ceci est prévisible par l'important nombre d'estivants qui ont écourté leur séjour à cause des prix qui ont dépassé l'entendement (bouteille d'eau à 100 DA, des boissons gazeuses à 180DA, du pain traditionnel à 150 DA...). Donc grève et passavant ont finalement laissé des séquelles. Des répercussions économiques fâcheuses pour le consommateur frontalier, sans que cela semble faire réagir le principal concerné, à savoir la Direction générale des douanes, initiatrice de la mesure et qui refuse jusqu'aujourd'hui de suspendre l'application du passavant décidé par le wali par intérim de Tlemcen. Pour le moment, la population frontalière subit sans réaction effective cette situation économique difficile mais non sans une certaine grogne. Quelques associations sont montées au créneau pour dénoncer cette dégradation dans les régions frontalières à la suite de l'application de ce système de visa des marchandises. Elles demandent aux pouvoirs publics de se tourner plutôt vers les causes qui rendent la frontière poreuse malgré les moyens colossaux mobilisés en matériel et en humain. Un retraité de Maghnia conclut: « le sac est troué d'en bas », façon de dire que le problème est ailleurs.

Ksentini prévoit «un recul des crimes et actes de violence à l'encontre des femmes et enfants»

Le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH) a affirmé, hier à Alger, que l'adoption du projet de loi relatif à la protection de l'enfant et l'examen du renforcement de la lutte contre les violences faites aux femmes constituent une «preuve irréfutable» de l'engagement du président, Abdelaziz Bouteflika, à promouvoir les droits de l'homme en Algérie. L'adoption par le Conseil des ministres, réuni mardi, du projet de loi relatif à la protection de l'enfant et l'examen du projet de loi portant amendement du code pénal à l'effet de renforcer la lutte contre la violence à l'égard des femmes constituent une «preuve irréfutable» de l'engagement du président, Abdelaziz Bouteflika, à consolider la promotion des droits de l'homme en Algérie en faveur de toutes les catégories de la société», a déclaré à l'APS M. Farouk Ksentini. Il a précisé que la protection de la «femme et de l'enfant contre toute forme de violence et la garantie de leurs droits constituent une protection de l'ensemble de la société algérienne», saluant ces deux projets qui, a-t-il dit, «figuraient parmi les revendications fondamentales des partis politiques, parlementaires, institutions de la société civile et juristes». Il a prévu également «un recul des crimes et actes de violence à l'encontre des femmes et enfants car ces deux textes viennent renforcer leur protection contre toute forme de violence», d'autant plus que la loi relative à la protection de l'enfant «précise le concept de l'enfant en danger, ce qui permettra de traiter les crimes en rapport avec la catégorie des mineurs». Le Conseil des ministres avait examiné et adopté un projet de loi relatif à la protection de l'enfant, qui vient «renforcer la protection de l'en-

fant, dont l'intérêt supérieur est placé au centre de toute décision judiciaire ou sociale le concernant», indique un communiqué du Conseil. Le projet de loi a précisé notamment la notion de l'enfant en danger, énonce son droit à une protection judiciaire et prévoit, dans le même sillage, la création d'un organe national pour la protection et la promotion de l'enfance, ainsi que l'institution d'une journée de l'enfant qui correspondra à la date de la promulgation du texte de loi en l'objet. Intervenant au cours du Conseil des ministres, Bouteflika a relevé qu'«en initiant ainsi le renforcement de sa législation protégeant la femme et l'enfant, notre pays démontre encore une fois son attachement au respect de la dignité humaine, qui est au centre de nos valeurs spirituelles et qui figure parmi les priorités du droit international contemporain».

Le Conseil des ministres a également examiné un projet de loi portant amendement du code pénal à l'effet de renforcer la lutte contre la violence à l'égard des femmes, qui énonce notamment des sanctions envers l'époux coupable de violence contre son conjoint ayant entraîné une incapacité temporaire, un handicap permanent ou une amputation. Le texte prévoit aussi «des sanctions contre l'abandon de l'épouse enceinte ou non. Il dispose également contre les pressions ou intimidations visant à priver l'épouse de ses biens». Le projet de loi énonce des «sanctions» à l'encontre de l'auteur d'agression «sexuelle» contre la femme. «Ces sanctions sont aggravées si le prévenu est un parent de la victime ou si celle-ci est mineure, handicapée ou enceinte», est-il précisé. Le projet dispose, en outre, contre les violences attentatoires à la dignité de la femme dans les lieux publics.

Le commandant de l'AFRICOM à Alger



Le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu hier, au siège du ministère de la Défense nationale, le général David Rodriguez, commandant de l'AFRICOM, qui effectuait une visite en Algérie, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. Les entretiens, qui ont eu lieu en présence de hauts cadres du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de l'ANP et de la délégation qui accompagne le responsable militaire américain, ont porté sur «l'état des relations de coopération militaire et les voies et moyens susceptibles de la consolider davantage, ainsi que les questions d'intérêt commun relatives au contexte sécuritaire dans la sous-région du Sahel et au voisinage pour une meilleure coordination des actions, notamment dans le domaine de l'échange du renseignement et des expériences dans la lutte contre le terrorisme», précise la même source.

Raina Raïkoum

Moncef Wafi

La bêtise tue tout comme la cigarette et l'incompétence. Les Américains, également, directement ou par procuration. Ebossé a été tué par un écervelé : un constat qui appelle à une plus profonde réflexion que celle de la Ligue nationale de football de Kerbadj qui a pondu une série de recommandations, aussi indigestes que le couffin du Ramadan, revisitée par un maire algérien. La mort de l'international camerounais restera une tragédie dans l'histoire du football boiteux, en Algérie, mais, malheureusement, elle n'est ni la première et certainement pas la dernière. Le football algérien est coutumier de cette violence vorace et les stades sont devenus, à force le réceptacle d'une frustration et d'un mal-vivre mortel. Les débordements, la chasse aux joueurs adverses, la mort dans les yeux et un couteau à la main, les batailles rangées, les émeutes à cause d'une relégation sont, aujourd'hui, le quotidien d'un sport alibi, jeté en pâture à des jeunes qui manquent, cruellement, de repères sociaux ou familiaux. Les gestionnaires du foot ont décidé de suspendre le championnat pour un mois. Est-ce la solution miracle au mal récurrent qui ronge le ciment de nos stades ? Un mois ou dix ans, le problème ne réside pas dans la durée mais, certainement, dans les autres décisions à prendre pour qu'un autre Ebossé ne meurt pas sur un terrain algérien. Cet

Les ballons de la violence

épisode macabre n'est pas le premier pour surprendre les gestionnaires et tout le monde avait conscience des dangers qui entouraient nos stades. On voyait venir un drame pareil rien n'a été fait en amont pour l'éviter. Fatalité ou incompétence, le choix ne s'impose même pas et le premier responsable de ces dérapages récurrents reste l'incompétence des gestionnaires du football, incapables de trouver une solution à cette violence des mots et des corps. On a laissé faire, à tous les niveaux, fermant les yeux et les dossiers ouverts parce qu'on a reçu l'ordre d'en haut ou parce que le coupable désigné est un ami de l'Algérie officielle. Où sont tous les rapports d'enquêtes demandés pour faire la lumière sur le champ de patates du 5 Juillet et sur la mort des deux supporters de l'USMA, morts pour avoir assisté à un match de foot ? Répondez M. Tahmi, puisque vous êtes le premier responsable d'un secteur moribond. Où en sont toutes ces enquêtes qu'on a ouvertes dans l'urgence pour faire sérieux ? Les Algériens veulent des réponses convaincantes et non des condamnations de façade habituelles. Les Algériens en ont marre de ces gestionnaires. Le foot focalise, à lui seul, tous les travers d'une société qu'on a rendue assistée pour rester indispensable. L'histoire retiendra la mort d'Ebossé, le nom de son meurtrier mais, paradoxalement, aucun responsable ne sera cité ni chahuté.

105 morts sur les routes en une semaine

Cent cinq personnes ont trouvé la mort et 1.382 autres ont été blessées dans 642 accidents de la route survenus à travers le territoire national durant la période allant du 19 au 25 août, a indiqué hier un bilan des services de la Gendarmerie nationale. Selon la même source, le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger avec 34 accidents, suivie de Médéa (30 accidents), Aïn Defla et Skikda (27 accidents chacune), contre 23 accidents pour Djelfa, Oran et Mila. Les principales causes de ces accidents sont l'excès de vitesse, les dépassements dangereux, la conduite à gauche, le non respect de la distance de sécurité, les manoeuvres dangereuses, le non respect des signalisations routières et l'insouciance des piétons, ajoute la même source.



NEW THINKING.
NEW POSSIBILITIES



**CET ÉTÉ,
C'EST CLIM EN MAIN POUR L'ACHAT
DE TOUTE HYUNDAI *i40****



*Une voiture achetée, un climatiseur **SAMSUNG** VIVACE offert.
OFFRE LIMITÉE SUR LOT DE 50 *i40*

MOBILART
Promotion Immobilière

COMPLEXE RESIDENTIEL APPARTEMENTS HAUT STANDING

DEVENEZ PROPRIETAIRE DANS LA PRESTIGIEUSE RESIDENCE
"BAHIA CENTER"

LA CNEP BANQUE PEUT VOUS AIDER A REALISER CE PROJET EN PARTICIPANT
A SON FINANCEMENT PRENDRE CONTACT AVEC LE SERVICE COMMERCIAL

PORTABLE: 0770 95 60 92 / 0661 20 20 07
FIXE: 041 67 42 18 / 041 67 42 26
EMAIL: MOBILART@MOBILART-DZ.COM



BAHIA CENTER
Appartements Haut Standing

En partenariat avec la



**Immigrants clandestins
L'Espagne accuse
le Maroc**

Yazid Alilat

L'Espagne submergé par un important afflux de Subsahariens. La presse espagnole avait indirectement incriminé le Maroc d'être derrière la plus importante vague d'immigration clandestine vers l'Espagne de ces 15 dernières années. En deux jours seulement, plus de 1200 Subsahariens à la recherche de l'Eldorado européen avaient fait le grand saut dont la plupart en pateras vers l'Espagne, à partir du territoire marocain. Journalistes et diplomates espagnols en ont le souffle coupé. Ignacio Cembrero, ancien journaliste d'El Pais, rapporte dans El Mundo un curieux événement, à la limite de l'incident diplomatique, entre le Maroc et l'Espagne. C'était le 7 août dernier, dans les eaux de l'enclave espagnole de Ceuta (Sebta pour les Marocains), près de la localité marocaine de M'diq, une cité balnéaire où les narcotrafiquants ont de luxueuses deleyres, avec des yachts de rêve. Une patrouille de la Guardia Civil avait arraisonné ce jour-là le yacht du roi du Maroc pour un contrôle de routine, croyant avoir affaire à des narcotrafiquants, car le yacht de Mohamed VI était accompagné par un navire moins grand et trois Jet-Ski. Durant l'opération, le roi, excédé par la présence de policiers espagnols sur son bateau, monte sur le pont et dévoile son identité. La patrouille de la Guardia Civil s'éclipse aussitôt. Le roi d'Espagne Felipe VI reçoit un coup de téléphone pas du tout amical du monarque marocain, en colère d'avoir été confondu avec des narcotrafiquants. L'incident, côté espagnol, a été réglé, selon le journal El Mundo qui rapporte qu'une délégation d'officiers de la Guardia Civil de Ceuta s'était ensuite rendue sur le yacht royal et présenté ses excuses au roi du Maroc. Cependant, pour le roi du Maroc, l'incident n'était pas clos. Entre le 11 et le 12 août derniers, quelque 1200 immigrants clandestins africains foncent sur des embarcations de fortune sur les côtes espagnoles. C'est ainsi que 900 personnes ont été secourues en mer par la Guardia Civil et ramenées vers le port de Tarifa, dans la région andalouse de Cadix. C'est un véritable raz de marée humaine qui déferlait sur les côtes espagnoles à bord de pateras. La vague d'immigration la plus importante jamais enregistrée à ce jour était celle de 2001 où les autorités espagnoles avaient recensé 850 personnes. Entre le 11 et le 12 août, soit cinq jours après le contrôle du yacht du roi du Maroc, 1200 personnes avaient atteint les côtes espagnoles. "Il ne pouvait pas y avoir plus de 900 personnes sans un relâchement des autorités. Il n'y a pas eu de surveillance selon les témoignages", raconte El Mundo. La

« Voz » relève de son côté que « la vague d'immigration est devenue un raz de marée sans précédent » et, « entre le lundi et le mardi 11 et 12 août, sont arrivés à Tarifa plus d'immigrés que dans tout le reste de l'année ». El Pais, le plus important quotidien d'Espagne, est plus direct : « La permissivité du Maroc facilite la plus grande vague de pateras de l'Histoire ». Selon l'agence européenne de surveillance des frontières, Frontex, « depuis lundi 11 août, la gendarmerie marocaine ne patrouille plus sur les côtes nord du pays et l'armée ne surveille plus sa zone maritime ». Pour El Mundo, « il est impossible qu'autant de bateaux puissent partir en un seul jour si Rabat ne l'a pas voulu ». Des ONG espagnoles affirment même que de telles expéditions en mer, dans le détroit de Gibraltar, entre le cap Spartel et les côtes andalouses, « n'étaient absolument pas clandestines et ont été relevées par divers témoins ». Des diplomates espagnols vont jusqu'à affirmer qu'il y a un lien étroit avec ce déferlement d'immigrants sans précédent depuis 2001 et l'incident du yacht royal arraisonné par la Guardia Civil. D'autant que, selon des observateurs, ce n'est pas la première fois que le Maroc agit de la sorte pour attaquer ses voisins. La guerre des stupéfiants déclarée à l'Algérie en est un exemple, selon des experts. Sinon comment expliquer la montée en puissance des quantités de drogue expédiées en Algérie depuis au moins 2010 ? De quelques tonnes, les saisies de drogue en provenance du Maroc, plus grand producteur mondial de résine de cannabis (Kif) selon l'ONU, sont passées à plus de 100 tonnes. Durant les six derniers mois de 2014, les différents services de sécurité ont réussi à récupérer près de 100 tonnes de résine de cannabis. Le bilan des saisies est de 95.592 kg de résine durant les six premiers mois de 2014 contre 70.202 kg durant la même période en 2013, en hausse de 36%. Difficile, avec l'épisode du yacht du monarque et l'afflux soudain de migrants subsahariens quelques jours après, de croire seulement à une intense activité des trafiquants de drogue entre les frontières algériennes et marocaines. Beaucoup en effet estiment que Rabat utilise les armes de l'immigration clandestine, la drogue et les trafics en tous genres, jusqu'à financer les groupes rebelles maliens opposés à la réconciliation nationale, pour faire pression contre l'Union européenne, en particulier l'Espagne en contrepartie d'avantages commerciaux et de facilitation des discussions dans le cadre de la PEV (Politique européenne de voisinage), Rabat ayant depuis longtemps formulé le vœu de voir s'accélérer les discussions pour un statut avancé avec l'UE.

**Transport maritime urbain
Un nouveau programme
de dessertes annoncé**

Environ 37.000 estivants sont emontés, en 18 jours, à bord du ferry italien « Captain Morgan » affrété pour le transport maritime de voyageurs entre les ports d'Alger et Ain Bénian, a-t-on appris, hier, auprès de l'ENTMV qui exploite cette ligne pilote, inaugurée le 4 août. En 18 jours d'exploitation, du 5 au 25 août, le ferry a effectué 140 traversées et transporté environ 37.000 voyageurs, entre la Pêcherie et le port d'El Djamilia (Ain Benian), a indiqué, à l'APS le directeur commercial par intérim de l'Entreprise nationale de Transport maritime de voyageurs (ENTMV), Mahdab Mohamed Fethy. Depuis sa mise en service, le bateau est exploité, tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, avec une capacité de transport de 300 personnes par traversée, a précisé M. Mahdab. Dans les gares, à la Pêcherie ou à la Madrague, la grande affluence des voyageurs n'a jamais baissé, depuis l'ouverture de cette ligne maritime, une première en Algérie,

depuis l'indépendance. C'est, quotidiennement, la ruée des estivants vers les docks du port pour une virée en mer, parfois après quelques heures d'attente. Les longues files devant les guichets qui vendent des tickets à 50 DA par personne, et les bousculades, à chaque escale, sont un décor de tous les jours, qui irrite des familles disant ne pas comprendre pourquoi affréter un seul ferry pour toute la ligne. L'ENTMV ne s'attend pas à une baisse de la pression sur le ferry, avant la rentrée scolaire, prévue le 7 septembre, qui coïncide avec la clôture du programme estival de l'exploitation du « Captain Morgan », affrété pour 3 mois (août-octobre) avec possibilité de prorogation de 2 mois. « La plupart des voyageurs utilisent, actuellement, cette ligne de transport à titre de loisirs. On suppose que la fréquentation baissera avec la rentrée scolaire et que la clientèle changera, probablement, de nature », avait expliqué, auparavant, M. Mahdab. Du 8 septembre au 25 octo-

bre, avec possibilité de prorogation jusqu'en décembre, l'exploitant va lancer un autre programme de navettes destiné, en priorité, aux gens résidant à Ain Benian et qui travaillent, à Alger-centre et ses environs. « Le projet est toujours à l'étude. Ce qui est sûr, c'est que le premier départ du ferry aura lieu à La Madrague », a-t-il souligné. Interrogé sur le renforcement de la ligne en moyens de transport, M. Mahdab a assuré que « les procédures sont en cours » pour l'acquisition de nouveaux bateaux. Le « Captain Morgan » continuera ainsi ses navettes entre Ain Benian et le port d'Alger, en longeant les communes de Hammamet, Raïs Hamidou, Bologhine, Bab El Oued et la Casbah, en attendant l'acquisition par l'ENTMV de « 4 à 5 bateaux », avait annoncé le ministre des Transports Amar Ghoul, lors de l'inauguration de cette ligne, qui sera étendue à Tamentfoust, à l'est d'Alger, puis à Tipaza et Boumerdès, avant sa généralisation à tout le littoral algérien.

**Une campagne océanographique
algéro-française**

B. M.

Dans le cadre du projet commun « Somba » (Système d'observation à la mer du bassin algérien), une campagne océanographique 'Somba-Ge 2014' a été lancée, le 16 août et devra se poursuivre jusqu'au 9 septembre, avec la participation de scientifiques et d'étudiants algériens, français, espagnols et italiens. Selon un communiqué rendu public par l'ambassade de France, en Algérie. Cette campagne a été initiée en collaboration entre l'Ecole nationale supérieure algérienne des Sciences de la mer et de l'Aménagement du littoral (ENSSMAL),

les organismes du réseau algérien des Sciences de la mer et le Centre national français de la Recherche scientifique (CNRS) pour des travaux de recherches scientifiques marines, à bord du navire océanographique 'Téthys I' pour l'étude et le suivi de l'écosystème marin, dans le bassin algérien.

Ce projet commun 'Somba', le premier du genre, depuis plusieurs décennies, verra la participation des deux laboratoires : l'ENSSMAL le LOCEAN (France) : l'IMEDEA (Espagne) et l'OGS (Italie) qui auront pour mission la récolte des données jusqu'à leur exploitation par des publications scientifiques ou en vue

d'expertises pour des organismes de gestion du milieu marin.

Ce projet a pour objectif de répondre aux besoins de développement et de coordination des observations marines récurrentes, en Méditerranée pour la Recherche fondamentale sur les écosystèmes marins, mais aussi pour les acteurs économiques qui peuvent y trouver des applications opérationnelles. Il illustre l'excellence de la coopération franco-algérienne, dans le domaine de la Recherche scientifique et le rôle moteur de nos deux pays, dans le développement de la Recherche océanographique, en Méditerranée.

**Le pays en proie à des combats meurtriers
L'ONU élargit les sanctions
aux milices libyennes**

Le Conseil de sécurité de l'ONU a étendu hier le régime de sanctions internationales visant la Libye pour inclure les différentes milices qui s'affrontent dans le pays. Les sanctions, qui visaient auparavant les partisans de l'ancien régime de Mouammar Kadhafi, sont généralement un embargo sur les armes, un gel des avoirs et une interdiction de voyager. Les individus ou groupes qui seront sanctionnés devront être désignés par un Comité spécialisé dépendant du Conseil. Aux termes d'une résolution adoptée à l'unanimité des 15 pays membres du Conseil, les sanctions viseront désormais aussi les personnes ou entités qui commettent ou aident à commettre des « actes mettant en danger la paix,

la stabilité ou la sécurité de la Libye ou qui entravent ou compromettent la réussite de sa transition politique ». Le texte précise qu'il s'agit notamment des responsables de violations de droits de l'homme et d'attaques contre les infrastructures comme les aéroports et les ports, ou encore les missions diplomatiques étrangères en Libye. Sont aussi visés ceux qui soutiennent les groupes armés ou le crime organisé en exploitant illégalement les ressources pétrolières du pays. Par ailleurs, la résolution stipule que « la fourniture, la vente ou le transfert à la Libye d'armes et de munitions (...) doivent être approuvés à l'avance par le Comité » chargé de gérer les sanctions. Jusqu'à présent, le gouvernement libyen

devait simplement notifier à l'ONU ses achats d'armes. « Nous essayons de renforcer l'embargo sur les armes et d'élargir le régime de sanctions afin de pouvoir sanctionner les dirigeants des milices qui s'affrontent en Libye », a expliqué un diplomate occidental. La Libye est en proie à des combats meurtriers entre milices rivales depuis la mi-juillet. Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, les autorités transitoires ne sont pas parvenues à rétablir l'ordre et la sécurité dans le pays. Des miliciens islamistes ont annoncé mardi avoir pris l'aéroport de Tripoli à l'issue de dix jours de violents combats avec des miliciens nationalistes de Zenten (ouest de Tripoli) qui tenaient cette installation depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. L'aéroport est fermé depuis le 13 juillet, date de l'intensification des combats entre les deux milices rivales. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a nommé récemment le diplomate espagnol, Bernardino Leon, comme envoyé spécial en Libye, où il dirigera la mission de l'ONU dans le pays (UNSMIL). Il succédera au Libanais Tarek Mitri, arrivé à la tête de l'UNSMIL en 2012.

**Skikda
Un mort et trois blessés
dans une collision**

A. Boudrouma

Pour la troisième fois, en l'espace de quelques jours, la localité de Ali Hazila Ramdane, dans la commune d'Emjez Edchich (ex. Bouhalbas), à une trentaine de kilomètres au sud de Skikda, vient d'être le théâtre d'un grave accident de la circulation. En

effet, deux véhicules, un bus Toyota, de transport du personnel de Sonatrach et une Suzuki Alto, sont entrés en collision sur le CW6. Malgré l'intervention rapide de l'unité de la Protection civile d'El Harrouch, qui a dépêché ses moyens sur les lieux, on a déploré le décès d'un jeune de 34 ans ainsi que 3 personnes blessées.

L'Algérie retourne en Afrique

L'Algérie a longtemps minimisé son appartenance africaine. L'affaire Ebossé l'y ramène dans la douleur.



Par Abed Charef

Au-delà de l'émotion, un drame permet souvent de mesurer l'état d'une société. De sentir ses pulsions profondes et de mesurer les mutations en cours, celles déjà achevées et d'autres, balbutiantes. La mort du footballeur camerounais Albert Ebossé n'a pas dérogé à la règle. Elle a donné aux Algériens un nouvel aperçu de ce qu'est devenue leur société. En bien et en mal.

En bien d'abord. Les Algériens ont fait preuve d'une grande dignité à l'annonce de ce drame. Un sentiment de honte, de culpabilité, a envahi la plupart des gens. Les Algériens ont été choqués par le sentiment d'injustice que représentait la mort d'un étranger, un jeune sportif dans la force de l'âge, mais surtout par ce côté bête et stupide de l'acte ; un acte gratuit, inutile, sans aucun intérêt. Il y avait aussi un sentiment de culpabilité envers un homme, un invité qu'on n'a pas su protéger. Certes, Albert Ebossé gagnait beaucoup d'argent, mais c'est un homme qui était venu vendre son talent, et il a perdu la vie à l'âge de 26 ans.

Mais à l'inverse de cette réaction saine de celui que, par commodité, on appellera l'Algérien moyen, il y avait tous les artifices et les jeux des officiels, qui ont réagi d'abord pour se protéger, de peur d'être désignés comme les bouc-émissaires de cette affaire. Mohamed Raouraoua ? Le dénonce. MahfoudhKerbadj ? Le Président de la JSK Moh Cherif Hanachi ? Ils dénoncent eux aussi. Ils réagissent comme s'ils étaient totalement étrangers au dossier, comme si les bévues qu'ils accumulent depuis des années et la gestion approximative du football n'avaient aucun impact sur l'extension de la violence dans les stades.

UNE SOCIÉTÉ « DAECH »

Leur attitude confirme ce décalage entre l'Algérie réelle et l'Algérie institutionnelle. Un divorce total, en fait, très bien symbolisé par Mohamed Raouraoua. Côté cour, M. Raouraoua est un homme important dans le dispositif du pouvoir algérien ; il a réussi à s'introduire dans les réseaux du football international, au point d'obtenir l'organisation de la coupe d'Afrique 2017 peu après la mort d'Ebossé ; côté jardin, il apparaît comme un intrigant, un personnage vivant de combines et de complots, maîtrisant d'abord l'art de survivre quelles que soient les conditions. Une sorte de Amar Ghoul du football, aussi habile sur son terrain que Abdelaziz Bouteflika dans les affaires de pouvoir. Mais habile juste pour organiser des complots et déjouer les pièges qui lui sont tendus, non pour concevoir de grands projets et les réaliser.

Ce côté combinard qu'on trouve au sein du pouvoir a son pendant au sein de la société, dont une frange a basculé dans une sorte de monde « Daech », qu'il s'agisse de hooliganisme, de violence dans les quartiers péri-urbains, ou de la pratique religieuse. Tout un pan de l'Algérie a basculé dans des pratiques absurdes,

avec ses codes, ses leaders, ses modèles. Omar Ghrib, Chakib Khelil, Abdelaziz Bouteflika, Rachid Nekkaz, Abdelmalek Sellal, Amar Ghoul, beaucoup de personnages publics algériens sont devenus de véritables caricatures, vivant dans des mondes qui ont tellement dérivé qu'ils n'ont plus rien à voir avec leur point de départ.

Le résultat est effrayant. On meurt sur les stades, mais on meurt encore plus autour des stades et en allant vers le stade. Durant la saison écoulée, un chroniqueur sportif a recensé une quinzaine de supporters morts durant le trajet menant au stade. On meurt aussi dans des combats absurdes parce qu'on n'appartient pas à la même houma, au même quartier, ou au même village. On meurt presque par désespoir.

PAYS D'IMMIGRATION

Autre mutation d'envergure, l'Algérie n'est plus seulement un pays dont les ressortissants sont maltraités à l'étranger. C'est aussi une société qui maltraite les étrangers qui y séjournent. Elle a pris l'habitude de dénoncer les comportements racistes dont sont victimes ses ressortissants à l'étranger ; aujourd'hui, ce sont ses propres citoyens qui commettent des actes infâmes contre des gens fuyant la guerre et la misère pour trouver refuge en Algérie.

C'est une réalité avec laquelle il faudra vivre : durant la prochaine décennie, l'Algérie accueillera un à deux millions de subsahariens, plus si le pays connaît la prospérité et la sécurité. Des spécialistes n'hésitent pas à parler de cinq millions d'ici 2030 si l'instabilité persiste dans la région du Sahel et qu'en même temps, l'Algérie réussit son décollage économique. Le Sahara, qui a longtemps constitué une sorte de barrière naturelle, se transforme progressivement en un trait d'union d'une grande densité, attirant les habitants d'un Sahel à l'avenir très incertain.

Avec la mer au nord, la frontière marocaine fermée à l'ouest, la barrière naturelle du désert au sud, et des frontières tunisienne et libyenne qui paraissent peu attrayantes, l'Algérie a longtemps vécu enfermée sur elle-même. Le terrorisme a aggravé la situation. Aujourd'hui, le pays ne connaît pas les étrangers, et ne sait pas comment traiter avec eux. Comment se comportera l'Algérie avec ces subsahariens remontant vers le nord, et avec tous ces mouvements de population d'est en ouest, particulièrement si la frontière marocaine est ouverte un jour ?

L'Algérie a raté de nombreux virages par le passé, parce qu'elle n'avait pas anticipé. Elle risque de rater le prochain, si elle ne s'y prépare pas. Pourtant, c'est là que se joue son avenir : devenir un pays central pour la moitié nord de l'Afrique. Elle ne peut le devenir que si elle devient ville centrale du Maghreb et aussi capitale du Sahel, une sorte de nouveau Paris pour les ressortissants africains. Cela passe par l'accueil des populations de ces régions dans des conditions dignes, en les intégrant dans les circuits économiques et sociaux. Car qu'on le veuille ou non, l'affaire Ebossé nous a rappelé une évidence : l'Algérie est en train de replonger dans son environnement géographique africain, qui va peser sur son avenir.

Y a-t-il une opposition en Algérie ?



Par Yazid Haddar *

L'opposition politique en Algérie a-t-elle réellement d'impact sur la décision politique de l'actuel pouvoir (système) ? L'opposition politique a-t-elle les moyens et l'influence pour drainer les citoyens algériens ou les masses populaires afin d'entamer un réel changement ? L'opposition politique a-t-elle un projet politique pour sortir de cette crise ? L'opposition politique a-t-elle tiré des leçons de ses multiples échecs ? L'opposition politique s'est-elle enracinée dans les zones les plus reculées du pays ? L'opposition politique pourra-t-elle réellement déminer les obstacles qui entravent l'émergence d'une force, d'une opposition politique cohérente et influente, émanant d'une volonté populaire ? Depuis l'indépendance, voire avant l'indépendance, l'ensemble des initiatives ou les tentatives politiques de l'opposition ont été échouées. Les tentatives de mener le changement de l'intérieur du pouvoir ont été avortées ; celles qui proposent le changement de haut en bas ont subi l'échec ; celles qui ont pensé que par la violence tout sera réglé ont fait trainer le pays dans une période la plus sombre dans notre histoire contemporaine, etc.

Pourquoi ? Deux facteurs peuvent expliquer ces échecs, d'une part, les facteurs exogènes et, d'autre part, les facteurs endogènes. Concernant les facteurs exogènes ; le système politique algérien, comme dans les pays semblables, n'a pas donné une place à l'opposition ou une pensée autre que la sienne. Dès l'indépendance, l'opposition s'est fait exclure de la décision politique. Du jour au lendemain, les acteurs principaux de la révolution se sont retrouvés dans l'opposition, leur seul appui était la légitimité révolutionnaire. Ces pionniers d'oppositions politiques ont été forcés à l'exil (intérieur ou extérieur) et d'autres ont choisi d'intégrer le système, et enfin d'autres ont résisté sans faire de bruit, sans parler de ceux qui sont morts dans des conditions mystérieuses ! Quelques mouvements de révolte ont marqué l'histoire contemporaine, mais sans avoir de suites réelles, car au fond le fonctionnement est le même, c'est-à-dire les révoltes ont été guidées par l'injustice sociale et le partage de la rente, et non par un désir de construire une république, avec des institutions fortes et des valeurs républicaines partagées. A quelques exceptions près : la question identitaire et les événements de 88. L'identité de la nation algérienne s'est constituée par la guerre de libération nationale, qui est le socle commun de la nation algérienne. Ce socle devrait être sacralisé, car l'utiliser ou le remettre en cause serait une menace à l'unité nationale. Cependant, l'étudier et critiquer les faits historiques l'enrichiraient et le rendraient humain. Désormais, la légitimité révolutionnaire n'a plus de place, de ce fait, le changement ne pourrait pas être justifié au nom de cette légitimité ! Au nom de quoi doit-on espérer ce changement ! Uniquement par un projet de société qui assure la stabilité des institutions, en conséquence le pays, et le développement. Les facteurs endogènes, même s'ils sont multiples, je me limiterai ici à la question du « leadership » ou du « zaim ». J'avoue

que le « zaimisme » mine l'ensemble des organisations sociales, économiques, politiques, etc. Il est l'une des sources de l'instabilité de notre pays. Ce phénomène est observé au niveau familial, associatif, des partis politiques, etc. Il me semble qu'il y a deux dimensions qui pourraient expliquer ce phénomène, d'une part la dimension culturelle et d'autre part la dimension psychologique.

La dimension culturelle se manifeste par notre rapport à la force, et en conséquence la place occupée par le chef : le chef de la famille, de la tribu, du village, et de la zaouïa, etc., ont joué et jouent encore un rôle clé dans le rapport de force et l'équilibre sociale. Certes, l'influence d'autrefois n'est plus d'actualité, mais quand il y a une crise dans la région ces repères sociaux émergent, comme un moyen d'apaisement. Ils peuvent être utilisés en politique, comme moyen de pression ou de propagande, comme nous l'avons observé lors de chaque échéance électorale. On trouve le même fonctionnement dans la cellule familiale. Ce rapport à la force est inculqué depuis l'enfance. Dans la tradition patriarcale le père incarne l'autorité, et souvent il y a confusion entre l'autorité et l'autoritarisme. Plusieurs études en psychologie ont montré que l'enfant généralement reproduit le même modèle social que ses parents, de plus, il pourrait reproduire la violence subie au cours de sa vie à d'autres personnes.

La culture patriarcale perdure, cependant, nous assistons au renversement des rôles (changement d'acteurs), le pouvoir et la place du père sont pris par le frère, le gendre, le cousin, etc., valorisés par leur poste du travail occupé, leur revenu, leur influence et par leurs capacités à utiliser les réseaux indispensables à l'acquisition de biens et services distribués par l'État ou acquis par le marché, comme l'a écrit H. Addi. Néanmoins, la logique patriarcale reste toujours la même, c'est-à-dire il y a un rapport de force entre le dominant et le dominé. Cette culture patriarcale, ou cette structure de pensée dominante, persiste sous différentes formes, mais en même temps elle n'est pas rigide. Elle est constitutive de normes qui s'adaptent et qui se modifient dans les interactions conflictuelles de la vie quotidienne. Ainsi, dans la dualité, dominant/dominé, la femme, de plus en plus, occupe une place modérante ou une source du conflit, selon son âge, la place qu'elle occupe dans la cellule familiale. « Le changement le plus spectaculaire, selon H. Addi, est l'intronisation de la mère au détriment du père dans la gestion quotidienne et dans la prise de décision importantes : mariages, divorces, pèlerinage à la Mecque, achats de mobilier, etc., autant de décisions appartiennent désormais à la mère ».

Il me semble que la culture du dialogue est rompue au sein de la famille et au niveau de la cité. Cette rupture a réduit les lieux d'échange et de débat contradictoire. Jadis ces espaces étaient assurés par Thadjamathe, Djamaa, les conseils du village ou même de l'aârch, etc., désormais les débats sont réduits à la critique des projets politiques que le pouvoir propose. Autrement dit, c'est toujours le pouvoir qu'est le chef d'orchestre ! Contradictoirement, tout le monde l'attend pour le critiquer par la suite ! Les exemples ne manquent pas, je ne suis pas étonné de voir le nombre de partis, qui poussent comme des champignons ! Celle-ci éclaircit l'exemple de la guerre de lea-

derships. On crée des partis politiques autour d'une personne et pas au nom des idées partagées ou projet commun ! Nous avons trois courants dominants en politique en Algérie : républicain, nationaliste et partis religieux. La multiplication des partis n'est pas uniquement une manipulation du pouvoir, mais elle est aussi la conséquence de cette recherche permanente d'être « chef ». Au contraire, il me semble que le pouvoir l'a compris, qu'il peut l'utiliser comme moyen pour déstabiliser tout regroupement sérieux, qui menacerait son équilibre ! Tant que cette « malédiction » de leadership est présente, l'opposition ne fera pas peur au pouvoir !

La dimension psychologique se lie à l'origine rurale de notre société. Il est important de souligner que les colonisateurs ont tout fait pour que la majorité des Algériens puissent vivre dans des zones éloignées de l'espace citadin. De plus, la classe bourgeoise était minoritaire à l'époque coloniale, et après l'indépendance une grande partie a rejoint « la métropole », pour plusieurs raisons. Nous y reviendrons dans d'autres textes. A l'indépendance, les politiques choisies n'ont pas permis l'émergence d'une culture citadine, au contraire, comme l'ont déjà souligné plusieurs chercheurs, c'est l'inverse qu'est arrivé, c'est-à-dire la ruralisation de l'espace citadin, ceci n'est pas uniquement au niveau de l'espace, mais au niveau de la manière de pensée. Nos villes sont devenues des grands villages ! Ces mutations ont également touché l'espace rural, qui a perdu son identité. Que se passe-t-il au niveau psychologique ? Toute personne éprouve un besoin d'être reconnu, c'est humain. Cette reconnaissance prendrait son importance surtout quand on passe d'un milieu à un autre (pauvre/riche, village/ville, civile/militaire, etc.). De plus, l'absence de l'esprit critique, qui n'est pas assez ancré dans notre système éducatif et dans l'espace culturel, aurait renforcé « le besoin de reconnaissance », archaïque. Ainsi, avoir une responsabilité au sein d'une administration, d'une association, d'un parti politique (je préfère le terme d'association politique à la notion de parti politique), etc., sont perçus comme un signe de réussite sociale, et en conséquence, il pourrait en bénéficier des avantages financiers ou autres. Parfois au niveau psychologique, une confusion est faite entre leur vision et leur poste de responsabilité, ils fonctionnent en termes de subjectivité et non en termes d'objectivité. La preuve, quand il y a un échec souvent il est associé à soi, comme une blessure personnelle, comme si sa réussite est menacée. Certains modes de pensée traditionnelle s'opèrent pour les éradiquer ! De plus, l'ensemble de leur décision n'émane pas des lois constitutionnelles, mais selon les lois personnelles. La dérive, c'est quand il s'identifie à l'institution. Au fond la bureaucratie et la corruption, etc., seraient en partie renforcées par les pratiques culturelles dans notre société. Le pouvoir n'a pas affiché une volonté de les éradiquer, car d'une part ceci le déstabiliserait, mais aussi il ne peut pas le faire sans l'apport culturel, qui nécessitera une culture citoyenne. Cependant, le pouvoir a réussi à instaurer la corruption pour l'utiliser comme moyen de pression.

L'échec de l'opposition n'est pas le fruit de la manipulation du pouvoir mais il est aussi le produit d'une logique culture !

* Psychologue

Mehdi et les 7 banques

Si le phénomène de la bureaucratie a sensiblement régressé au niveau de services publics tels la wilaya, la daïra ou l'APC, ce n'est notamment pas le cas de nos services d'assurances et leurs cabinets d'"experts", de nos banques publiques nationales, ou de nos services de santé ou de la sécurité sociale...

Par Rachid Brahmî

En effet, comptant s'envoler hors de nos frontières, deux frères ont dû constater que l'opération de change dans nos banques nationales, n'est pas du tout une sinécure. Or, si tout le monde sait que cette période est propice aux voyages, qu'au mois d'août les flux humains et de devises sont importants, cela n'a pas l'air d'être su par tous nos gestionnaires qui n'ont pas pris les mesures nécessaires, pour faciliter la tâche au voyageur, la prévision et la clairvoyance étant encore peu incrustées dans nos neurones. Pour revenir à nos deux frères, l'un a été chargé par l'autre de procéder à l'opération des changes pour eux deux, car l'autre, il a trop de choses à faire. Donc l'un devait échanger 30.000 dinars, commission incluse, contre des euros, pour lui et pour l'autre, et muni des deux passeports, deux billets de transport et quelques photocopies des documents cités juste ci avant.

Et puisque l'anecdote est tout ce qu'il y a de vrai, et puisque l'autre a d'autres trucs à faire, c'est donc avec l'un que les avatars démarrent. Donc l'un s'appelle Mehdi, vraisemblablement ; on reste alors à un petit chouïa si près du vrai. Mehdi c'est l'acteur en somme. Pour l'autre, peu importe son prénom, c'est le figurant. Mais concentrons-nous, sur l'itinéraire surtout, car l'on doit bien suivre la chose, et peu importe si l'on ne sait pas convertir les dinars en euros et inversement !

Ainsi, dans une banque à Oran centre, Mehdi

se pointe un après-midi, où on lui dit que ce genre d'opérations, s'effectue ici, seulement le matin. Mais que d'autres banques font le change toute la journée. Pourquoi ? Allez y savoir ! En outre, parce qu'il est difficile de trouver une place où garer sa caisse, et vu notamment les bouchons et ce qui en découle comme stress, Mehdi décide alors, de voir une autre agence, n'importe laquelle, située à la périphérie de la ville. Au niveau de cette deuxième banque, on a dit à Mehdi qu'ils font le change, mais qu'ils n'ont pas d'euros disponibles et qu'ils ignorent quand est-ce qu'ils (les euros !) le seraient. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, l'acteur se déplace jusqu'à une troisième banque lointaine de la précédente, à la périphérie d'Oran aussi. Là, ils on dit qu'ils ont des euros. Mais pour exécuter les procédures, ils ont dit qu'ils n'ont plus d'imprimés et ils ne savent pas quand est-ce que ces derniers seront disponibles. Pourquoi ? Allez y savoir !

Faisant que la question de change risque de traîner dans la grande ville, Mehdi dirige sa voiture vers une petite localité à quelques encablures à l'ouest de la grande, où il atterrit dans une quatrième banque publique. Là, on lui dit qu'ils ont les euros, qu'ils ont les imprimés, mais que le guichetier est absent, car il a eu une petite migraine, "dorrah rassah" comme on dit. Le préposé au guichet est donc parti prendre un café bien "serré", et il sera de retour dans quelques minutes, s'il ira mieux, lui précise-t-on. Bien sûr ! Sinon ils ont dit à Mehdi qu'il est préférable de revenir le lendemain matin.

Juste après, Mehdi se dirige vers une cinquième banque nationale. A sa demande, en quémandeur

anxieux, mais le sourire vissé aux lèvres, on lui confirme distraitement, qu'ils ont le pognon, les imprimés et l'agent présent. Mais malheureusement, on l'informe, que les micros sont en panne.

Prenant son mal en patience, Mehdi "trace" alors vers une autre petite ville, à quelques encablures à l'est d'Oran cette fois ci, question de changer, le changement c'est bien, voir autre chose, voir donc une sixième banque, de nouvelles têtes, un nouveau décor. Peut-être. Mais là, c'est sûr, ils ont tout, c'est-à-dire les sous, les imprimés, les micros en marche et le guichetier, présent et en bonne santé, sauf que c'est à Mehdi qu'il manque quelque chose : il n'a pas ramené l'autre avec lui, c'est-à-dire le frère qui règle l'autre affaire, car le caissier intraitable, exige la présence, en chair et en os. Chacun doit signer son reçu. C'est comme ça et pas autrement lui a-t-on dit.

Et puis chacun se doute bien que tous ces déplacements et démarches, ne peuvent se faire en une seule journée, y compris dans la même ville, y compris en voiture, d'autant plus que les guichets de nos banques publiques ouvrent à neuf heures, ferment la boutique entre midi et treize heures, puis cadencent tout, à quinze heures trente.

Et il est justement quinze heures trente, dans cette sixième agence, quand l'infortuné Mehdi commence sérieusement à douter s'il va arriver à échanger sa fortune, une grosse liasse de dinars décrépis, contre quelques billets en euros, flambant neuf. Et c'est à ce moment qu'une cliente lui suggère d'aller voir du côté d'une banque étrangère, toute proche, en lui précisant qu'elle est ouverte de neuf heures à seize heures, sans interruption. Il a donc le temps d'y aller.

Dans cette septième agence, tout est net, propre, accueillant, calme, parfumé et où l'on distribue les sourires gratuits, avec un bonbon ou deux en surplus. Chacun est rivié à sa place, clients et personnel, tous des nationaux, "Khawa !", "Ouled lebled !" dans cette banque étrangère où tout est fait pour dissoudre tout stress. On fait alors savoir à Mehdi, aussitôt soulagé, que la présence du figurant n'est pas nécessaire et que tout est disponible. La procédure de change est rapide, sauf que la commission est différente de celle de nos banques nationales.

Et quand la préposée au guichet avise Mehdi, avant de lui réclamer les documents, qu'il doit rajouter environ 800 dinars par personne, en sus des quinze mille dinars exigés par toute banque, notre acteur se met à cogiter. Mehdi conclut de suite que la commission est salée, en rapport avec la rachitique allocation touristique de 130 euros. Mehdi en déduit aussi que les sucreries ne sont pas gratuites, et que le prix de revient des petits bonbons s'élève à 800 dinars l'unité. Mais ce n'est pas grave, sans trop réfléchir et heureux, il ne peut que manifester un banco à la banquière ! Conscient que c'est la fin de son calvaire, Mehdi tel crépuscule, accepte volontiers de déboursier plus, puis de récupérer illico presto ses euros, et ceux de l'autre, le figurant de son frère qui règle ses affaires. Sinon Mehdi ne comprend pas pourquoi dans cette banque c'est vraiment sympa, alors que ses agents sont des nationaux, tout comme ceux que l'on côtoie dans nos banques publiques, et qui, il s'agit d'être de bonne foi, sont également gentils, consciencieux et serviables, mais pas toujours et pas tous. Mais c'est qu'ils sont dépassés. Alors qui est responsable, dans nos agences bancaires, de la disponibilité des liquidités, des dinars, des devises, des chèquiers, des transferts de fond et de tous les imprimés ?

Enfin, n'est-ce pas triste de voir beaucoup de nos banques nationales pauvres en guichetiers, donc riches en guichets fermés ou désertés, pauvres en euros, pauvres en dinars, pauvres en imprimés, pauvres en chèquiers, pauvres en sourires et pauvres en propreté ? Un grand ouf donc, pour l'acteur et le figurant, après ce film nullement drôle, en espérant que leur départ ne va pas faire surgir d'autres avatars.

Pourquoi n'y a-t-il pas une politique arabe commune ?

Par H. Miloud Ameur *

La politique sert évidemment l'Etat à triompher des aléas quels qu'ils soient ainsi que de protéger la société des dangers menaçant la vie commune tout en gérant les affaires publiques pour le bien-être de tous ses citoyens. De là s'inscrit en effet le génie de ceux qui sont-là pour exercer le pouvoir qui reste impuissant, voire faible jusqu'à ce qu'il le dégage comme force englobant la puissance. Le terme de puissance est déjà défini par Power, Heard or Soft étant un lien avec le pouvoir à travers ses serviteurs non pas pour résoudre les problèmes qui lui se posent relevant de ses prérogatives mais dont la manière de gérer cette puissance incarnée par cette force autour des approches et des projets face à l'avenir.

Il s'agit de la puissance à l'intérieur de l'Etat face à sa société qui ne relève d'ailleurs pas de la force notamment militaire, mais bien entendu de ce que dégage du pouvoir politique à la fois sens et dimension en terme du développementalisme relevant du poids social qu'incarne la politique que ce soit nationale ou étrangère. Stratégie et diplomatie sont intimement liées de manière à ce qu'elles apportent comme solutions à court et à long terme à l'Etat et entre les Etats. Il s'agit de la politique de la sécurisation des personnes et des biens à travers les projets que porte l'Etat en termes de développement sur son territoire. Cela relève de capacités de l'Etat alors considéré comme un instrument par excellence et non pas un but en soi afin de réaliser sa politique globale.

Cependant la cause palestinienne est un échec flagrant. Elle explique non seulement la faiblesse de la Ligue arabe, mais aussi l'impuissance des Etats arabes. Cela constitue un handicap majeur de la perception de la géopolitique qu'ils ont pour maîtriser les questions régionales. Ce qui relève en effet de la notion du territoire ainsi que sa politique dominant la sphère publique dans le temps et dans l'espace. Identité et culture constituent le vrai visage du territoire lorsqu'il est uni et prospère ou désuni et affaibli. Sachant que les deux colonisations britannique et française sont derrière ce marasme accablant Etats et sociétés arabes depuis. Ce problème d'implantation d'une identité israélienne auprès des Britanniques et Français

au cœur du Moyen-Orient ne vise que déstabiliser l'indépendance de la région entière ayant des problèmes structurels jusqu'à nos jours.

De là en effet s'inscrit le poids et la portée de ce problème dont des centaines des innocents notamment les enfants palestiniens paient de leur vie chère les adaptations politico-militaires face aux implantations juives nouvellement acquises suite à l'offensive israélienne.

Mais la limite de la politique arabe aussi nationale qu'étrangère n'arrive pas à maîtriser les questions clés liées aux sociétés arabes elles-mêmes en matière du développement permettant à dégager un processus de pourparlers, de partenariat et de coopération. La politique étrangère s'explique-telle d'après les réalistes en leur tête Morgenthau par ce que la politique intérieure est capable de le dégager en allant chercher cet intérêt national à travers la force ailleurs dans le monde.

La politique étrangère quoi qu'il en soit est synonyme de ce que la politique intérieure lui vient en aide pour se renforcer davantage. Israël accompli des raids à chaque été notamment soit contre le Liban soit contre la Palestine à Gaza face à une autorité affaiblie et incompétente, dont les pays voisins sont agressés par les Etats-Unis pour se monter qu'il est fort militairement tout en mettant ses forces armées en berne. Enfin Israël se renforce sur le plan militaire et stratégique contre les pays arabes pour une éventuelle guerre vidant à dissocier Etats des territoires pour dominer la région entière en sa faveur. Or le problème palestinien persiste si comme on exerce mal la politique ayant des répercussions graves sur la politique étrangère dont les leaderships arabes n'ont pas pu le résoudre alors soit issus de la culture militaire notamment Nasser, Bourguiba et Arafat etc. Pire encore que cela coïncide avec la vague de l'indépendance nationale durant laquelle on cherchait aide technique et soutien politique et financier de cette casse commise par le colonialisme dont les forces coloniales se sont précipitées pour retarder tout développement du monde arabe. Celui-ci est considéré comme la seule région au Monde qui est entrain de subir par le sang de ses enfants le mal entendu politico-militaire face aux manœuvres des puissances internationales.

Cette escalade menant l'armée israélienne à chaque fois en dehors de son territoire ne vise qu'à grandir les rangs des moudjahidines en contribuant au terrorisme international en l'absence d'une politique étrangère arabe commune des Etats arabes concernés afin de les affaiblir. L'un



on défend les intérêts stratégiques en s'attaquant militairement à tout ce qui considéré comme menace probable et, l'autre, on fragilise l'équilibre régional de l'ennemi. Deux raisons militaires majeures sont visées : La première consiste à vider le territoire palestinien de sa population en le "pacifiant" afin de faciliter le traitement politique à l'Etat hébreu de grandir ses chances sur le reste des pays arabes. La seconde visant à garantir l'arrivée d'autres Juifs du monde entier.

En l'absence d'une politique commune arabe Esuite au choc subi par la vague de la révolution arabe qu'aucun des régimes se sentent stables à fortiori et la menace persiste toujours. Qui en est responsable ? Toute politique notamment celle de l'Etat est amenée à faire la part des choses afin d'envisager une stratégie. Celle-ci tire sa force de légitimité, du commandement et du devoir politique publique par rapport à ce qu'elle dégage comme dynamiques d'intégrations et des logiques de répartition : un défi ou un échec de la politique étrangère arabe ou tous les deux ensembles.

Ce recul exerçant les rapports de forces notamment sur le plan régional aide d'autant plus ses ennemis que ses fils à ne pas entretenir une politique cohérente au service de ses pays concernés. L'une des choses importantes qu'il faut souligner c'est de se renforcer sur le plan de l'intégration commerciale et culturelle tant que la riposte militaire est loin d'être vue le jour. L'Amérique ainsi que l'Union européenne ont réagi face à l'Etat isla-

mique en Irak mais n'ont pas donné tant d'importance aux massacres de Ghaza en milliers de personnes... La diplomatie arabe marche avec ce que lui autorise la politique elle-même qui ne serait-ce que pour cacher la phase. C'est ce qu'argumentent les israéliens eux-mêmes qu'ils sont la seule démocratie en Moyen-Orient face à l'opinion internationale afin de légitimer indirectement ce que l'armée israélienne lui convient à le faire au détriment des peuples et des Etats arabes.

Ces territoires occupés contre l'aile radicale du Hamas alors visant trois volets stratégiques majeurs par lesquels :

1. Déstabiliser plus les régimes arabes à travers l'enfoncement de la région dans le désordre, l'instabilité et l'extrémisme...
2. Renforcer l'islamisme radical par le biais de ses noyaux durs tout en l'exportant à l'extérieur des pays arabes soit pour augmenter le taux de l'islamophobie en Occident soit de grandir les rangs des terroristes à l'étranger.
3. Créer l'amalgame idéologico-politique, voire sécuritaire dans le monde arabe considéré jusqu'alors comme un terrain propice à l'infiltration, à l'insécurité et à la dépendance...
4. Affaiblir le lien homogène entre Islam et musulmans à travers l'islamisme radical afin de créer des poches de résistance comme des bases arrière au terrorisme international...

(*) Enseignant et essayiste.

Techniquement parlant, qu'est-ce qu'un remaniement ministériel ? Le remaniement consiste à modifier la composition du gouvernement sans pour autant provoquer sa démission ; selon son ampleur, il sera gratifié de politique lorsqu'il est important, ou de technique s'il est confiné dans des proportions réduites.

Par Cherif Ali

Il peut, ainsi, prendre trois formes :

1. un ou plusieurs ministres souhaitent quitter le gouvernement, parce qu'ils se sont présentés, avec succès, à une élection ou parce qu'ils veulent tout simplement, être déchargés complètement de leurs fonctions pour raisons personnelles, ou de santé.

2. un membre du gouvernement peut être révoqué, après avoir commis une grave faute politique ou autre impair rédhibitoire, l'empêchant de poursuivre son action au sein du gouvernement.

3. le remaniement peut avoir une portée plus grande et se produit :

- soit lorsque le gouvernement est en place depuis quelques années et que le besoin de changement semble avéré.

- soit lorsque le gouvernement essuie de fortes critiques de l'opinion publique ; dans cette optique, l'ampleur des changements est alors, non seulement importante mais, également, fortement médiatisée afin d'adresser un message de renouveau aux observateurs et à l'opinion publique et l'exemple nous vient de France où, pour cause de contestation de la ligne économique de François Hollande, par un de ses ministres les plus en vue, Arnaud Montebourg, le Premier Ministre Manuel Valls n'a pas hésité, après s'être concerté avec le Président de la République, de présenter la démission du gouvernement, en riposte à ce qui a été considéré comme " dépassement des lignes jaunes ".

En règle générale, le remaniement ministériel, n'est jamais annoncé d'avance ; c'est la rumeur, reprise par certains titres de presses, qui le porte ; certains, d'ailleurs, pensent qu'il s'agit en fait de lancement de " ballons-sonde " destinés à tester l'opinion sur de probables changements au niveau du gouvernement ou plus encore, pour susciter quelques réactions concernant la nomination ou le départ de tel ou tel ministre.

D'autres observateurs plus avertis, sont enclins de croire qu'on évoque, volontairement, l'hypothèse d'un remaniement, pour mettre d'abord, la pression sur les ministres en poste.

L'exemple, encore une fois, nous vient de France, où le Président François Hollande, répondant à la question d'un journaliste sur l'avenir du gouvernement de Jean-Marc Ayrault affirma, franco de port : " le remaniement ? oui c'est possible ! ".

Se voulant plus rassurant, il a affirmé ensuite que " le changement de gouvernement n'était pas d'actualité ", voulant ainsi mettre un terme à la panique qui avait saisi ses ministres, depuis qu'il avait lâché le mot " remaniement ".

François Hollande a, délibérément, déstabilisé son équipe gouvernementale, mais c'était sa stratégie de départ ; il lui fallait rétablir et rassurer. Il a donc refermé la parenthèse qu'il avait ouvert avec son annonce " oui, un remaniement est possible ", ajoutant " mais pas aujourd'hui ! ", engrangeant, ainsi, tous les dividendes possibles :

1. ses ministres se sont retrouvés sous pression, positive ou négative, c'est selon.
2. tous ont travaillé davantage, sachant que leur destin était entre les mains du président.

De ce qui précède, peut-on affirmer que cette façon d'agir avec le gouvernement constitue une forme de management utile, au besoin par le stress et la pression ?

La réponse est oui, semble-t-il, puisque l'équipe ministérielle française, celle d'avant Manuel Valls, après avoir été rassurée sur les intentions du président de ne pas brusquer le changement, s'est remise sérieusement à la tâche, tout en prenant acte de l'avertissement qui lui a été infligé et, peut-être même, penser à rat-

Le remaniement ministériel, oui c'est possible !



traper le temps perdu et corriger ce qui peut l'être. En Algérie, malheureusement, les choses sont tout à fait autres :

- les ministres ont plus que l'usufruit de leur maroquin, ils en sont presque propriétaires et leurs cabinets sont inamovibles. Contrairement aux exemples français cités supra, l'annonce d'un remaniement prochain n'est pas de nature à ébranler leurs certitudes, du moins pour un certain nombre d'entre-eux se prévalant de la proximité du cercle présidentiel.
- ils ne sont pas soumis à l'obligation de résultats, nonobstant les séances ramdhanesques auxquelles ils sont conviés, bon an mal an, pour rendre compte de leurs bilans et à l'issue desquelles, ils ressortent plus que rassurés sur leur avenir.
- ils passent, sans transition, d'un ministère à l'autre, à croire qu'ils détiennent l'expertise ou la science infuse, se succédant dans un décor de passage de consignes, beaucoup plus protocolaire que tenant d'une volonté de capitalisation d'expérience ou de programmes à achever, tout ça dans une ambiance de " long fleuve tranquille ".

Les nouveaux ministres ne ratent, évidemment, pas l'occasion de médire sur les sortants, voire même de leur imputer, par avance, leurs propres carences.

Pour revenir à l'actualité nationale et, à en croire des sources, généralement bien informées, le Président de la République s'apprêterait à opérer un véritable " coup de balai " au sein du gouvernement, à la faveur d'un remaniement qui se ferait entre le 10 et le 15 septembre prochain, soit juste après la rentrée sociale.

Un remaniement, diront certains, alors que le gouvernement vient à peine de dépasser " le cap des 100 jours " ? Possible, si on prend l'exemple du gouvernement français qui va être changé au bout de 147 jours, seulement !

Deuxième interrogation, le premier ministre a-t-il eu le temps nécessaire d'évaluer l'ensemble de son équipe gouvernementale, d'en mesurer les performances, les capacités réelles voire les limites physiques et intellectuelles de chaque ministre ?

La réponse est affirmative pour au moins deux ministres, celui de l'agriculture et celui des sports, qui ont raté l'occasion de démissionner par eux-mêmes et qui au regard de leur bilan catastrophique seront, à coup sûr, " débarqués ".

Il se murmure aussi, que le premier ministre a été amené à composer avec certains ministres, et non des moindres, dont il aimerait, maintenant, s'en séparer pour des raisons d'homogénéité de son staff, pour rester dans le politiquement correct.

Voilà donc une des premières raisons qui conforterait l'idée de l'opportunité d'un remaniement ministériel.

L'autre argument concernerait la politique suivie par le premier ministre qui a placé pourtant dans ses urgences, la croissance et l'emploi. Il n'a de cesse là où il va, d'en parler d'autant plus que l'Algérie n'est pas à l'abri de la crise financière mondiale malgré son désendettement intérieur et extérieur et la constitution d'un fonds de régulation des réserves de change qui lui permet (pour combien de temps encore ?) d'effectuer des dépenses en termes de financement.

Le premier ministre a compris que le pays doit bouger pour profiter, parce qu'il est peut-être temps de le faire, de la crise économique mondiale et relancer son secteur industriel.

Dans toutes ses interventions, il a également insisté avec force sur la nécessité d'identifier et de concrétiser toutes les opportunités en termes de relèvement de la croissance économique du pays et partant de la création d'emploi.

A part Abdelmalek Sellal très peu de ministres tiennent ce langage tellement ils sont préoccupés par les crises secouant leurs départements :

- le ministre de l'agriculture, comme on l'a

affirmé supra, où en plus de sa mauvaise gestion de l'épidémie de la fièvre aphteuse qui est en train de décimer le cheptel bovin, il n'a pas été capable de faire face à la facture d'importation du blé de l'ordre de 400.000 à 500.000 tonnes, ce qui aurait fait grimper le prix de la tonne d'un euro à 207 euros (270 USD) au niveau de la bourse de Paris, selon les traders. Les besoins de l'Algérie en céréales sont estimés à 800.000 de tonnes, elle qui n'en produit que 5,12 millions (campagne 2011/2012).

- le ministre des sports qui n'a pas réussi à ce jour à mettre de l'ordre dans les stades où certains y perdent la vie, sans parler de son raté de la finale de la coupe d'Algérie de football et de la gamelle qu'il a ramassée dans les vestiaires du MCA ; il y a aussi cette difficulté qu'il rencontrerait à coordonner l'action avec le Ministre de la Jeunesse, une autre erreur de " casting " avec lequel il partage " l'administration centrale et le service extérieurs du ministère "

- le ministre de la santé ou le bras de fer persiste entre des responsables, peu ou prou, enclins au dialogue, mettant en avant des menaces de sanctions contre des syndicalistes, eux-mêmes s'entêtant à enclencher sporadiquement des grèves prenant au passage en otage les malades, sans compter les rapt de bébés et les vols de médicaments qui entachent le secteur

- le ministre du commerce qui en plus de ses " boulettes " de la campagne électorale présidentielle, fait mine d'oublier l'affront que lui ont fait subir les commerçants qui n'ont pas respecté l'ordre d'ouverture de leurs locaux pendant les fêtes de l'Aïd, ou comment le commerce informel et son retour sur les territoires a été justifié par le ministre, comme étant " une caractéristique du peuple algérien, à chaque fois qu'on interdit quelque chose, son tempérament anarchique ou anarchiste le pousse à revenir "

- le ministre des transports qui communique de façon maladroite comme la fois où il a mis la compagnie nationale " Air-Algérie " dans l'embarras, la livrant à la critique et à l'ire des passagers en faisant la promesse d'une baisse improvisée des tarifs pour l'été, que celle-ci n'a pas honoré, des tarifs réduits de 30 à 50 %, effectifs du 22 juin au 22 septembre avait-il annoncé, laissant alors la compagnie, cette fameuse nouvelle sur les bras, se débrouillant avec, notamment, sa clientèle d'outre mer.

- la ministre de la solidarité et son aveu d'impuissance " à rassembler dans des centres d'accueil ces 25 000 réfugiés subsahariens qui quittent les lieux pour se déplacer, constamment, d'une région à une autre " ; ce problème qui exaspère les citoyens, concerne aussi l'ordre public, si l'on considère qu'il s'agit de migrants clandestins, mendiants professionnels, originaires pour un grand nombre d'entre-eux de la ville nigérienne d'Arlit !

- le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale dont le projet de code du travail dans ce qu'il contient comme articles sur le contrat de travail à durée déterminée légalisé, le 87 bis revu mais non abrogé et la représentation syndicale redéfinie, est susceptible de provoquer, d'ores et déjà, des tensions entre l'exécutif et les partenaires sociaux

- le ministre de l'enseignement et de la formation professionnelle qui apparemment n'a pas réussi encore à mettre en adéquation le triptyque formation-emploi-besoins du marché, à telle enseigne que le ministre de l'habitat, lui qui au moins, a redonné vie à tous les programmes en veilleuse se plaint de ne pas pouvoir disposer d'entreprises nationales compétitives, techniquement et humainement, à même de prendre en charge le programme ambitieux qu'il escompte mettre en œuvre.

- le ministre de l'enseignement et de la formation professionnelle qui apparemment n'a pas réussi encore à mettre en adéquation le triptyque formation-emploi-besoins du marché, à telle enseigne que le ministre de l'habitat, lui qui au moins, a redonné vie à tous les programmes en veilleuse se plaint de ne pas pouvoir disposer d'entreprises nationales compétitives, techniquement et humainement, à même de prendre en charge le programme ambitieux qu'il escompte mettre en œuvre.

- le ministre de l'enseignement et de la formation professionnelle qui apparemment n'a pas réussi encore à mettre en adéquation le triptyque formation-emploi-besoins du marché, à telle enseigne que le ministre de l'habitat, lui qui au moins, a redonné vie à tous les programmes en veilleuse se plaint de ne pas pouvoir disposer d'entreprises nationales compétitives, techniquement et humainement, à même de prendre en charge le programme ambitieux qu'il escompte mettre en œuvre.

- le ministre de l'enseignement et de la formation professionnelle qui apparemment n'a pas réussi encore à mettre en adéquation le triptyque formation-emploi-besoins du marché, à telle enseigne que le ministre de l'habitat, lui qui au moins, a redonné vie à tous les programmes en veilleuse se plaint de ne pas pouvoir disposer d'entreprises nationales compétitives, techniquement et humainement, à même de prendre en charge le programme ambitieux qu'il escompte mettre en œuvre.

- le ministre de l'enseignement et de la formation professionnelle qui apparemment n'a pas réussi encore à mettre en adéquation le triptyque formation-emploi-besoins du marché, à telle enseigne que le ministre de l'habitat, lui qui au moins, a redonné vie à tous les programmes en veilleuse se plaint de ne pas pouvoir disposer d'entreprises nationales compétitives, techniquement et humainement, à même de prendre en charge le programme ambitieux qu'il escompte mettre en œuvre.

- le ministre de l'enseignement et de la formation professionnelle qui apparemment n'a pas réussi encore à mettre en adéquation le triptyque formation-emploi-besoins du marché, à telle enseigne que le ministre de l'habitat, lui qui au moins, a redonné vie à tous les programmes en veilleuse se plaint de ne pas pouvoir disposer d'entreprises nationales compétitives, techniquement et humainement, à même de prendre en charge le programme ambitieux qu'il escompte mettre en œuvre.

- le ministre de l'enseignement et de la formation professionnelle qui apparemment n'a pas réussi encore à mettre en adéquation le triptyque formation-emploi-besoins du marché, à telle enseigne que le ministre de l'habitat, lui qui au moins, a redonné vie à tous les programmes en veilleuse se plaint de ne pas pouvoir disposer d'entreprises nationales compétitives, techniquement et humainement, à même de prendre en charge le programme ambitieux qu'il escompte mettre en œuvre.

d'apaisement du front social. Ceci peut constituer un argument supplémentaire pour provoquer un changement ministériel.

De ce qui précède que faut-il retenir, si ce n'est la détermination du premier ministre à aller de l'avant, de reconsidérer tous les objectifs et de mettre le cap sur la croissance et l'emploi à travers un modèle de développement qui cristallise l'émergence d'une société harmonieuse et une économie compétitive, capables de faire face aux plus complexes défis géopolitiques et géoéconomiques.

Pour ce faire, il a besoin d'hommes capables de faire bouger les lignes, d'affronter le peuple et de lui dire la vérité !

Abdelmalek Sellal vise les prochaines années, celles qui permettront, peut-être, l'émergence d'un tissu industriel diversifié constitué de PMI/PME innovantes, compétitives où les hydrocarbures ne contribueront alors, qu'à hauteur de 40% de la prospérité nationale.

Et pourquoi ne pas envisager, aussi, la revitalisation des entreprises algériennes et les amener à intégrer, à elles seules, plus de 70% du marché de l'emploi ?

Toute la bataille du pays tourne autour de la création d'emploi et beaucoup de responsables ont en pris acte sur le terrain :

- 6000 emplois de policiers dans les régions du Sud,
- 3000 autres emplois nouveaux ouverts par les entreprises relevant des différentes SGP.

- combien dans le bâtiment ? Et ailleurs où il doit exister des niches à même de résorber le chômage, y compris dans le secteur privé qui demeure selon le premier ministre " un allié fondamental pour la concrétisation de cet objectif, même si le secteur marchand public continue de constituer le principal levier de l'action économique publique ".

Abdelmalek Sellal, a déjà affirmé que 83% des 3 millions de postes promis par le gouvernement ont été atteints, le reste le sera prochainement. Cet objectif ne peut être réalisé en l'absence d'une cohérence et d'une discipline gouvernementale à toutes épreuves et avec des ministres solidaires, convaincus par la politique tracée en matière de croissance et d'emploi, de sécurisation des biens et des personnes partout et surtout à Ghardaïa et de développement local, celui qui permettrait de relever le niveau de croissance des 440 communes qui sont classées comme les plus déshéritées ou les 1249 autres qui sont carrément déficitaires.

Tels sont " les éléments de langage " qu'on aimerait entendre de la bouche de nos ministres ou du moins de ceux qui feront partie du prochain gouvernement.

Un discours ou plus encore une feuille de route consacrée au développement qui placerait l'épanouissement individuel et collectif comme indicateur de la réussite du pays. Avec les hommes et les femmes qu'il faut.

Personne n'est protégé dans le gouvernement, personne n'a d'immunité, déclarait le président François Hollande, personne non plus ne connaît le calendrier du remaniement !

Notre premier ministre pourrait, compte tenu de la conjoncture que nous traversons, proposer au président de la République les changements qu'il jugerait utiles ; ce dernier lui donnerait acte de ce geste d'autorité, le confortant ainsi dans sa position et dans ses choix des nouveaux ministres ou de ceux qui seront reconduits.

Il est certes vrai que nos responsables n'aiment pas agir à chaud, mais n'est-il pas temps qu'ils réfléchissent à une telle initiative politique, qui débarrasserait les pays de tous ces " cumulards de la faille " ?

A en croire le président de l'APN Larbi Ould Khelifa qui a livré son sentiment sur les changements à venir, le gouvernement sera " politique ", le FLN obtiendrait plusieurs portefeuilles ; le FFS, selon certains politologues y ferait son entrée.

Exit, alors, le gouvernement des technocrates et sa cohorte de walis très tôt promus ?

A moins que le remaniement espéré nous surprenne, dès lors où il ne concernerait qu'Abdelaziz Belkhadem " remercié ", semble-t-il, lors du dernier conseil des ministres, à en croire ce qui a été rapporté par certaines chaînes de télévision privées. Ou plus encore, il annoncerait le départ de madame Nouria Benghebrat, ministre de l'éducation nationale qui a pourtant bonne légende, elle qui semble vouloir faire sortir l'école algérienne de son désastre et qui a contre elle, comme l'a affirmé un chroniqueur, les syndicats, un courant conservateur puissant, le reliquat Benbouzid et la gravité. Tout comme Mohamed Aïssa, le ministre des affaires religieuses dont ne veulent pas les conservateurs, les religieux associés, les salafistes, les zaouïas, des imams et surtout parce qu'il préconise, tout comme celle qui a été citée, la modernité.

Misère chez les uns, inconscience chez les autres !

Par Abdelkader Khelil

Malgré leur gueuserie, ils sont pourtant issus d'un grand pays voisin, le Mali, cet espace stratégique que au sous-sol gorgé de réserves minières tant convoitées par les grandes puissances et notamment la France néocoloniale et abritant la « cité des 333 saints », Tombouctou, ce centre commercial fondé au 12^{ème} siècle et qui va acquérir trois siècles plus tard, son statut de capitale intellectuelle connue mondialement pour ses mosquées, ses mausolées et ses 300.000 manuscrits. La bibliothèque de cette cité mythique qui appartient au patrimoine mondial et africain, a été saccagée de même que les mausolées et les stèles funéraires du Nord Mali par les hordes sauvages de l'Aqmi et leurs alliés du Mujao et d'Ankar-Eddine.

CE QUE L'HISTOIRE NOUS ENSEIGNE !

Cette situation nous touche par contrecoup, du fait que nous partageons avec nos voisins tant maliens que nigériens une mémoire et une histoire communes, celles du Grand Sahara à ne pas assimiler à un simple désert. Comment en serait-il autrement lorsqu'on sait que cette bibliothèque porte le nom du grand exégète et savant, cheikh Abdelkrim El-Maghili Etelimssani né en 1425. Cet érudit qui fût l'élève de cheikh Abderrahmane Al-Taâlibi le Saint patron d'Alger (né en 1384 à thaalba dans les Issers, puis installé à Alger en 1411 où il exerça comme cadî suprême) émigra au Touat où il mourût en 1504. Son Darîh se trouve à Zaouiet Kounta, située à quelques kilomètres d'Adrar sur la route des ksours du Touat vers Reggane. N'est-ce pas là, une manière de souligner le degré d'attachement de cette Algérie d'antan à " Baled Essoudane ", c'est à dire au Sahel d'aujourd'hui ? C'est dire que la réalisation de la transsaharienne, qui porte le regard au plus haut degré de la profondeur stratégique de notre pays et de ses intérêts présents et futurs, est d'une bonne inspiration ! La création de l'université d'Adrar est aussi une autre idée judicieuse, pour autant que cette institution inscrive dans sa dynamique d'enseignement, de recrutement et de recherche, l'impérieuse nécessité de s'ouvrir à son espace subsaharien, à son étude et à son observation continues. Il y a là, matière à coopération avec nos voisins pour que ce centre du savoir dans sa dimension africaine puisse devenir un jour, un lieu de rayonnement scientifique et intellectuel à l'échelle de tout le Sahel, comme l'a été autrefois le Touat-Gourara-Tidikelt. Nous serions de la sorte, dans un continuum historique d'un espace commun revisité ! Ce bref rappel historique en rapport avec la ville de Tombouctou, sa grande bibliothèque et notre identité, est une manière de dire que nous sommes concernés par cet acte de barbarie qui prend la signification d'un crime contre l'humanité. N'en déplaise à ceux qui cherchent à en minimiser son influence, comme pour le soustraire des liens séculaires et naturels que nos prédécesseurs ont su tisser de si longue date, n'est-ce pas que c'est dans l'authenticité de ce Sahel, que notre " pays-continent " plonge ses racines ? C'est pour l'avoir bien compris, que nos braves du siècle dernier ont dit : " niet " à De Gaulle qui voulait amputer l'Algérie de sa profondeur stratégique, le Sahara ! C'est dire, que " l'animal politique " en esprit averti, savait l'importance de la chose ! " Je vous ai compris " nous a-t-il dit avec ambiguïté par ce jour du 4 juin 1958, comme pour nous endormir davantage jusqu'à notre dépendance accrue vis à vis d'un sous-sol fait de réserves énergétiques appréciables.

C'est ainsi que nous laissons en jachère le sol nourricier qu'on a fini par dépecer, aux fins spéculatives de transactions le plus souvent illicites, et de la réalisation d'équipements sociaux érigés sur les terres les plus fertiles. Oui ! Il faut croire que la morale de la fable du laboureur et de ses enfants n'a pas eu sur nous les effets attendus, pour la simple raison que le gaz et le pétrole ont ce quelque chose d'enivrant qui nous permet de vivre dans l'insouciance, en mode position horizontale sans être inquiétés et

Ils sont là par dizaines de milliers à squatter les espaces publics, faisant la «manche» du plus petit au plus grand, dans les artères et carrefours de nos villes. Ces êtres pourchassés par la misère, terreau de prédilection de l'intégrisme islamique, structuré en une mosaïque de sectes aux préceptes moyenâgeux, sont nos frères subsahariens.

sans penser au legs désastreux que nous laissons aux générations futures !

L'ENJEU STRATÉGIQUE DU SAHEL !

Lâchés par leur tuteur historique, la France prompte à ne réagir uniquement quand il y va de ses intérêts dans les profondeurs du sous-sol africain, les migrants subsahariens se sont tout naturellement invités dans cette Algérie qu'ils considèrent comme étant un peu la leur, pour avoir été habitués à venir élire domicile dans cette terre d'asile comme le faisaient avec promptitude il n'y a pas si longtemps, les révolutionnaires " persona non grata " dans leurs pays d'origines. Hélas ! Les temps ont bien changé et l'on nous dit qu'il faut bien se tenir afin de ne pas heurter la sensibilité des maîtres de ce monde, qui n'arrêteraient pas de nous chercher des " poux " ! Cela veut dire, que le mieux que nous puissions faire, est de nous ouvrir dans la limite de nos moyens à nos voisins qui portent en eux les signes de la détresse humaine et vis à vis desquels, nous ne devons ménager aucun effort pour leur porter secours, à titre humanitaire. Tout le monde le sait ! Les subsahariens ne sont là que le temps d'amasser l'argent nécessaire à une " Harga " vers l'Espagne via le Maroc, qui à défaut de réussite, trouvera comme à son habitude le moyen d'expulser chez nous les malchanceux, même s'il continue à les amadouer lorsqu'il s'agit de jouer au " commandeur " des croyants musulmans en terre d'Afrique, à travers l'image spirituelle de cette Zaouïa Tidjania, algérienne pourtant, mais qu'il veut s'en approprier ! C'est que les misérables ne sont pas fréquentables et la mendicité est supposée être contagieuse dans un pays qui peine aussi à s'en sortir par ses propres moyens, malgré les apparences et les coups de pouce de ses sponsors occidentaux et de ses bailleurs de fonds traditionnels des monarchies et micro-états du Golfe, ces habitués des riads de Marrakech et leurs extras ! Ces malheureux sont rentrés malgré eux dans le cycle infernal des migrations sans fin, pour être les victimes des enjeux stratégiques de ce Sahel, où la France est déjà présente économiquement au Niger à travers l'exploitation de l'uranium.

Au Mali par contre, sa présence est moindre malgré un sous-sol riche en or (troisième exportateur d'Afrique) et en ressources minières. A ce propos, la multinationale " Rockgate " affirme dans un rapport, que le Mali possède 12.000 tonnes d'uranium. Il dispose également, d'une quantité importante de métal d'argent et de cuivre. Mais qui a dit que le Sahara n'est qu'un immense désert ? N'est-ce pas plutôt, que le désert est cet attribut de l'esprit ignorant ? Quant à la France qui sait anticiper pour défendre ses intérêts, elle ne pouvait permettre que de telles ressources soient gérées un jour par des djihadistes. Il faut dire aussi, que " casser des terros " n'a rien d'humanitaire et son discours creux sur les droits de l'homme, n'est destiné qu'à la consommation des opinions publiques non averties, parce que " matraquées " à outrance par des médias au service de la bonne cause française, cette ligne rouge jamais transgressée. En réalité, elle n'est animée que par le souci de renforcer davantage sa position au Sahel pour faire face à la concurrence américaine et chinoise qui a fait de cet espace, un objectif stratégique. Sa présence est donc comparable à celle de ce " vautour " qui veille sur sa proie ! C'est un comment ! Passez votre chemin semblent nous dirent les pilliers de ressources ! Il n'y a rien à voir ! C'est notre domaine, et le Sahel est notre affaire ! Que personne ne s'y aventure ! Le " bouloulou " du " printemps arabe " peut être agité à tout instant !

Il faut aussi savoir, que pour l'exploitation de l'uranium des réserves importantes en eaux fossiles non renouvelables sont utilisées. C'est là un manque à gagner appréciable pour développer l'agriculture vivrière et les élevages dans les pays du Sahel et un grand pas de franchi vers la famine, ce spectre omniprésent dans cette Afrique néo colonisée. À

cela s'ajoute, la contamination par la radioactivité de régions entières et une atteinte préjudiciable à la biodiversité. Les populations autochtones de la sorte flouées et appauvries, continueront indéniablement à chercher à migrer vers les régions plus clémentes du Nord. En bout de course, on transforme l'uranium en électricité pour les besoins de la France, et on cède le traitement de ses déchets aux générations futures de cette Afrique pillée par les multinationales, tout en interdisant aux migrants, l'accès à l'espace Schengen. Quelle injustice ! Ainsi va le monde régulé par la finance et dans tout cela, la morale n'a aucune raison d'être ! Ne nous a-t-on pas déjà dit, que : " la raison du plus fort est toujours la meilleure " ! Si les " petits " n'ont pas retenu la leçon, c'est qu'ils sont forcément de mauvais élèves ! Tant pis pour eux, sommes-nous tentés de dire ! Ils n'ont qu'à bien surveiller de près, ceux parmi leurs gouvernants qui s'acquièrent avec leurs prédateurs ! Ainsi va l'Afrique, si riche mais aussi, si misérable ! Quel paradoxe !

LE MESSAGE DES MIGRANTS !

Importe peu ce qu'ils feront de leur après séjour chez nous ! Notre propos n'est pas dans le seul regard distrait du citoyen lambda non concerné par une pérégrination de ces populations misérables vers l'espace Schengen, comme si elle était comparable à celle des oiseaux migrateurs ! Il s'agit là de déchéance humaine et à bien regarder ceux qui la portent par milliers de kilomètres comptabilisés en fatigue, en savates usées, en déshydratation de bébés au cours de leur long voyage et en risques encourus pour tous, y compris pour nous mêmes (maladies et insécurité née de l'ouverture au tout venant, sans contrôle préalable), l'on s'aperçoit que le message est lisible sur les visages hagards et les yeux fatigués par l'épreuve de l'exil qui leur colle à la peau. Dans leur façon de plaider l'aumône, chapelet en main, ils agissent sur notre conscience comme ce miroir qui nous renvoie l'image apocalyptique de ce que sera demain l'Algérie, si nous restons confinés dans cette bulle énergétique qui telle un hallucinogène procure cette sensation de bien-être social, malheureusement éphémère, parce que non régulé par le travail et la création de nouvelles richesses, mais plutôt par l'aléa des strates profondes de ce sous-sol, dont les multinationales seules détiennent le secret de ses réserves ! Il faut croire qu'à ce titre, notre souveraineté est forcement limitée ! Elle n'a que valeur symbolique dans un pays qui a déjà coupé les amarres avec l'esprit de l'effort collectif dans la perspective d'une prospérité partagée. Mais où allons-nous comme ça ? N'y a-t-il rien qui puisse nous éveiller ? Au-delà des satisfécits de certaines voix dites autorisées, il est à craindre que le scénario malien ne relève du domaine du possible ! Tout semble indiquer que nous aurons à vivre des moments difficiles dans l'ère de l'après pétrole ! Nous n'aurons alors, que nos yeux pour pleurer cette époque d'opulence financière que nous n'avons pas su faire fructifier à hauteur des intérêts des générations futures ! Nous serions dans la situation de la cigale de Maître Lafontaine " forte dépourvue quand la bise fût venue ", quand nos puits de pétrole seront asséchés et que nos réserves de gaz seront tarées.

NÉCESSITÉ D'UN SURSAUT SALUTAIRE !

Est-il possible d'assurer demain, tout au moins notre alimentation basique faite de pain, de couscous garni en quelques légumes et viande, de lait et de fruits non exotiques ? Rien n'est moins sûr ! Ce constat des plus cruels relève de cette incapacité de notre agriculture qui peine à nous nourrir à hauteur de nos besoins, en dehors de l'appel massif à l'importation de notre alimentation de base et celle de notre cheptel. Nous aurons à payer dans un avenir plus ou moins proche, ce que nous n'avons pas su faire hier, alors que nous

disposions de moyens appréciables gaspillés dans des projets pas toujours utiles. Le constat que nous pouvons faire aujourd'hui, est que nos campagnes se sont vidées de leur force de travail et les ouvriers agricoles comme pour le reste des actifs dans d'autres secteurs, ont été attirés par le dispositif de l'ANSEJ, pour devenir des rentiers tirant profit de la location d'équipements, acquis avec facilité et sans aucune qualification professionnelle et/ou esprit entrepreneurial.

Si nous sommes dans cette situation, c'est qu'on a cru pouvoir diriger ce secteur vital par des discours formatés en phraséologie populiste portée des décennies durant, par la voie de l'UNPA, ce " magma " qui a su survivre à toutes les réformes qu'il a bénées, tout en maintenant intacte son influence sur les centres de décision. Cette organisation a drainé dans son sillage, toute une faune d'entrepreneurs attirés par les subventions de l'État au titre du FNDRA et du Dâam arifi, qui n'ont eu aucun effet significatif sur les performances du secteur agricole, comme en témoigne l'évolution croissante de notre facture alimentaire. Il faut dire que notre agriculture est malade de son mode distributif, de sa gestion administrative clientéliste, et de l'interférence des lobbies qui gravitent à sa périphérie, telles des mouches attirées par le miel de la rente ! Le résultat des courses d'un demi siècle de gestion intuitive de réforme en réforme, sans enseignements tirés et d'erreurs corrigées, est que notre ministère de l'agriculture fonctionne dans le propre style d'une mauvaise centrale d'achat, bien souvent prise de vitesse par l'ampleur des déficits et des enjeux, parce manquant de professionnalisme, d'expertise et de réflexion stratégique sur le long terme ! Oui ! Que ce soit pour l'achat de blé, de poudre de lait, de semences de pomme de terre, de viandes et aujourd'hui de vaccins contre la fièvre aphteuse du bétail, nous sommes toujours à la traîne pour avoir perdu nos capacités d'anticipation, ce qui dénote d'un sous-encadrement chronique et d'un manque de savoir-faire. Comment en serait-il autrement lorsqu'on observe le degré de décrépitude atteint par nos institutions d'enseignement et de recherche, par nos fermes pilotes, par nos instituts de développement et par la formation agricole ! A défaut de présence d'ingénieurs et de techniciens au niveau des exploitations agricoles, notre agriculture évolue au rythme d'une paysannerie vieillissante en phase de départ et d'extinction ! Mais qu'allons-nous devenir ! Oui ! La réponse est toute trouvée chez les " démagos " ! Ils vous diront encore une fois : " Likhlag ma idayaa " évacuant ainsi à Dieu, tout ce capital fait de paresse, d'insouciance et d'irresponsabilité !

Il faut tout au contraire se dire, que nous ne sommes pas des " manchots " lorsque nous mesurons à sa vraie dangerosité le phénomène de la misère et son corolaire la déchéance humaine ! Tout est à revoir parce que nous avons tout faux ! La mise à niveau dans tous les domaines est la chose essentielle à entreprendre au plus vite, s'il n'est pas déjà trop tard ! Un quinquennat devrait suffire pour amorcer la correction de la trajectoire de notre développement dans tous les domaines, à condition que nous soyons disposés à nous ouvrir à une coopération durable tout azimut ! Notre école doit aussi préparer l'homme de demain à vivre dans un contexte contraignant fait de réchauffement climatique, de désertification et d'amenuisement de ressources non renouvelables ! C'est là une affaire de femmes et d'hommes résolus à relever ce défi en se disant autant de fois que nécessaire : " nous n'avons pas d'autre patrie que cette Algérie que nous devons servir avec abnégation et loyauté " ! Ce défi des gens d'honneur qui savent donner plus qu'ils ne prennent, ne saurait être celui de ceux qui ont les pieds chez nous et l'esprit ailleurs, ne songeant qu'à préparer un exil doré pour eux et pour leur progéniture, dans un monde fait d'incertitudes avec ce risque qui leur soit fermé ! Alors ! Ils seront poursuivis par cet œil de Cain qui torturera ce qui leur restera de conscience !

Importante Société Internationale de Services Dans l'industrie des Hydrocarbures RECHERCHE POUR PLUSIEURS SITES DANS LE SUD ET A ALGER

1- SERVICE CONSTRUCTION

- a- Responsable Construction
- b- Ingénieur Planning (PRIMAVERA P6 & MS Project)
- c- Ingénieur Contrôle Coûts (Cost Control)
- d- Architecte/Ingénieur/ Superviseur Génie Civil/ Structure et Bâtiment
- e- Ingénieur MEP (Mécanique, Electricité, Plomberie)
- f- Superviseur Piping Installation/Piping & Pipeline Fabrication
- g- Superviseur DCS & Instrumentation
- h- Superviseur Electricité/ Instrumentation/ Télécoms
- i- Superviseur Mécanique Machines tournantes/ Equipements statiques
- j- Superviseur Calorifuge/ Peinture
- k- Superviseur HSE/ Site Safety Supervisor/ Site Safety Officer

2- SERVICE GEOLOGIE/ FORAGE & OPERATIONS PUIITS

- a- HSE Opérations Forage
- b- Chef de service Forage/ Chef de service Puits
- c- Ingénieur Forage Méthode/ Forage Planning
- d- Ingénieur Fracturation/ Ingénieur Production
- e- Superintendant Forage/ Fluides/Puits
- f- Superviseur/ Ingénieur Puits
- g- Sup. Work Over/ Complétion/SlickLine/ Wireline/ Colled Tbg
- h- Superviseur Senior Rig/Junior Rig
- i- Superviseur Matériel Forage
- j- Ingénieur Génie Civil
- k- Technicien Maintenance Vannes
- l- Géologue de Sonde Rig/ Géologue d'Opération
- m- Géologue de Réservoir/ Géophysicien de Réservoir

3- SERVICE AQ/QC SUPERVISION/INSPECTION

- a- Civil & structural steel
- b- Electricité/ Instrumentation / Mécanique
- c- Painting & Coting
- d- Pipeline Installation/ Piping Erection
- e- Piping/ Pipeline Shop Fabrication
- f- Coordinateur ARH (DPP)

4- SERVICES INGENIERIE & ETUDE/ PROJECT CONTROL

- a- Ingénieur Etude Instrumentation & DCS
- b- Ingénieur Etude PVV (Pressure Vessels, Valves)
- c- Ingénieur Etude Piping/ Pipeline
- d- Ingénieur Etude Télécom
- e- Ingénieur Etude HVAC
- f- Ingénieur Planning (PRIMAVERA P6 & MS Project)
- g- Ingénieur Contrôle Coûts (Cost Control)
- h- Document Control

5- SERVICE LOGISTIQUE

- a- Chef de service transport
- b- Superviseurs transport Aérien (personnel)
- c- Superviseur transport Matériel
- d- Spécialiste Opérations Levage
- e- Chef de Service Gestion des stocks (ERP)
- f- Gestionnaires matériel amortissable
- g- Gestionnaire des Stocks (ERP)
- h- Codificateur des Stocks (ERP)
- i- Déclarant de douane
- j- Superviseurs camps/ Camp Boss/ Chef de Base Vie
- k- Magasiniers (ERP)
- l- Agent Relex

6- SERVICES APPROS ET CONTRATS/ ADM/ FINANCES/ ICT

- a- Chef de Service Approvisionnement (ERP)
- b- Responsable Procurement
- c- Ingénieur Procurement/ Ingénieur Contrat
- d- Cadre Juridique
- e- Cadre Comptable & Financier
- f- Cadre Financier Resp Paiement des Exportations
- g- Cadre Financier Gestion des Immobilisations (ERP)
- h- Cadre Moyens Généraux/ Cadre Administratif
- i- Ingénieur Télécom/ Informatique

7- SERVICES COMMISSIONNING & MAINTENANCE

- a- Commissioning Manager
- b- Commissioning Supervisor/ Engineer (Process., Méca., Elect., Instrum., DCS)
- c- Ingénieur Planning (OPERCOR /ICAPS, MS Project, GMAO)
- d- Chef de Service Maintenance
- e- Chef de Service Inspection (Welding & NDT)
- f- Chef de Service Méthodes

8- SERVICES EXPLOITATION & PRODUCTION

- a- Chef de Département E & P
- b- Chef de Département technique
- c- Chef de Service Travaux Neufs
- d- Ingénieur DCS/ Instrumentation/ Electricité
- e- Ingénieur Machines Tournantes/ Equipements Statiques
- f- Coordinateur Punch Lists- Coordinateur ICAPS (OPERCOR/ ICAPS)
- g- Ingénieur Planning Commissioning
- h- Ingénieur Production Puits

Les candidats devront obligatoirement :

- Justifier d'une expérience confirmée de 10 ans minimum dans l'industrie des hydrocarbures.
- Justifier leur profil par un diplôme et des certificats de travail pour un poste similaire.
- Maîtriser l'anglais et le français
- Certificat IWCF valide, exigé pour les postes « a,b,c,d,e,f,g,h » pour les services FORAGE & OPERATIONS PUIITS.
- La maîtrise des Logiciels de Calcul et Dessin pour les SERVICES D'INGENIERIE & ETUDE : AUTOCAD, ROBOT, SAP2000, ETABS, CESAR
- Connaissance des systèmes de gestion d'achat ou de matériels « ERP » pour le Service LOGISTIQUE et APPROVISIONNEMENT

Merci d'envoyer votre candidature par e-mail :
(CV DETAILLE EN VERSION WORD) à l'adresse
petroleum.proj2014@gmail.com

en indiquant le poste visé.
Il ne sera répondu qu'aux candidatures jugées intéressantes.

Hôtel BENI TALA

Offre d'emploi

L'hôtel BENI TALA recrute des jeunes gens pour l'administration et la réception, maîtrisant l'anglais et l'espagnol.

Conditions :

Résider à Sidi Bel-Abbès, ayant le sens de la communication avec une bonne présentation.

Les candidats doivent déposer leur CV au niveau de la Direction de l'hôtel

Société privée à : Es-Sénia

Recherche pour transport de son personnel

*** Prestataire disposant de véhicules neufs**
- Capacité 9 à 15 places

Transmettre offre :

Fax : 041.29.23.52

Ou Email :

algero-dz31@gmail.com

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Conseil national de Déontologie Médicale
Conseil national de l'Ordre des pharmaciens
Lot 10 Amara II – 67, rue Bedji Abdelkader – Cheraga – Alger
Tél./Fax : 023.30.13.96 – 023.30.14.06 – 023.30.14.08
ordre.pharmaciens.alger@hotmail.fr

COMMISSION NATIONALE D'ORGANISATION DES ELECTIONS ET DE RECOURS
ELECTIONS POUR LE RENOUELEMENT DE MOITIE
DES SECTIONS ORDINALES REGIONALES DES PHARMACIENS

COMMUNIQUE

Le Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens informe que les élections pour le renouvellement de moitié des membres des Sections Ordinales Régionales des Pharmaciens auront lieu le jeudi 30 octobre 2014.

Sont éligibles aux Sections régionales les pharmaciens de nationalité algérienne, âgés de 35 ans au moins, exerçant effectivement depuis au moins 5 ans à la date du scrutin, inscrits au Tableau des Sections régionales, à jour de leur cotisation et n'ayant pas encouru de condamnation infamante, ni de condamnation ordinale, ni d'exclusion en application du règlement intérieur

Sont électeurs, les pharmaciens de nationalité algérienne, inscrits au Tableau des Sections régionales à la date de clôture des listes électorales.

CALENDRIER ELECTORAL

I- ELECTIONS DES SECTIONS ORDINALES REGIONALES

- | | |
|---|-------------------|
| 1- Mise à disposition des bulletins de candidature | 25 août 2014 |
| 2- Date limite de clôture des listes électorales | 15 septembre 2014 |
| 3- Date limite de dépôt des candidatures | 25 septembre 2014 |
| 4- Date limite d'envoi de convocation aux électeurs | 30 septembre 2014 |
| 5- Date limite d'affichage des listes de candidatures | 30 septembre 2014 |

6- Date de scrutin	jeudi, 30 octobre 2014
---------------------------	-------------------------------

- | | |
|---|------------------|
| 7- Date limite de réception des recours par la S.O.N | 15 novembre 2014 |
| 8- Date limite d'examen des recours par la S.O.N correspondante | 24 novembre 2014 |
| 9- Résultats définitifs du scrutin | 25 novembre 2014 |

CONDOLÉANCES

M. KADDOUR BETTAHAR, gérant de la SARL KOU.G.C,

ses collaborateurs et l'ensemble du personnel de l'entreprise

et ses filiales, présentent leurs sincères condoléances

à M. Omar TADJROUNI,

suite au décès de son père et l'assurent en cette circonstance de

leur profonde compassion. Que Dieu le Tout-Puissant lui accorde sa

Sainte miséricorde et l'accueille en son Vaste Paradis.

« A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons »

Le dilemme de l'activisme algérien dans le Sahel-Maghreb

Dans chaque continent, il y a eu des États, des régimes et des idéologies qui ont cherché la domination à l'échelle régionale. Il n'est pas surprenant donc que l'Afrique du Nord ne fasse pas exception.



Par Tewfik Hamel*

L'histoire de la région a été beaucoup plus caractérisée - et de plus en plus avec le temps - par des régimes et des États qui cherchent leur propre intérêt, quel que soit l'écran de fumée utilisé afin de dissimuler ou de rationaliser ce fait. Et chaque État a son propre modèle de comportement et d'alignements. Au sein du Maghreb, la relation complexe des deux plus grands pays - Algérie et Maroc - caractérisée par une lutte latente pour la suprématie régionale et l'imposition de leur hégémonie bienveillante sur les États les plus faibles du Sahel est le centre de gravité de la géopolitique régionale. Les deux pays avaient des expériences coloniales différentes et ont émergé comme des rivaux avec des formes très différentes de gouvernement. Toutefois, la fin de la guerre froide et la globalisation imposent une convergence de facto au niveau politique et économique. Les efforts visant à promouvoir des relations plus coopératives ont été plus ou moins figés au statu quo. Nombreux obstacles ont été éliminés mais leurs rivalités régionales que cristallise le conflit de Sahara occidental restent très vivaces. Dans ce contexte, l'Algérie joue un rôle crucial et particulier. Ses efforts antiterroristes ont réussi à contrer et affaiblir les groupes terroristes. Le pays a essayé de saisir le moment pour renforcer son statut régional en jouant la carte de leadership dans la lutte contre la menace terroriste. L'objectif final de cette stratégie est de gagner du prestige et de pouvoir dans le but de mieux servir son agenda plus large de la politique étrangère.

Démographiquement, avec 40 millions d'habitants, l'Algérie est le plus grand pays maghrébin en termes de population. Très actifs diplomatiquement, le pays était un modèle et un acteur clé dans le tiers-monde (au moins ce que l'on croyait) et était au cœur des rapports Nord-Sud. Après l'indépendance, l'Algérie était au premier plan de la politique du Tiers Monde et très active dans les pays arabes et en Afrique. Géographiquement, le pays occupe une position centrale avec des frontières maritimes de 1200 km et terrestres (de 6343 km) communes qu'il partage avec sept États voisins. Avec 2.381.741 km², le pays est classé à la 11^e place au niveau mondial et le 1^{er} en Afrique en termes de superficie (Trois fois plus grand que le Maroc (en incluant le Sahara occidental) et près de 15 fois plus grand que la Tunisie. La richesse de son sol en matière première et l'ouverture sur la mer font de l'Algérie de l'« noyau » du Maghreb.

Le vide du pouvoir dans la périphérie du Sahel et de la répartition inégale de la puissance entre les principales forces constituent également un élément majeur dans la dynamique régionale en faveur de l'Algérie. Étant à bien des égards l'État le plus important et influent dans la région et le seul pays à partager des frontières communes avec les cinq pays maghrébins, l'Algérie est en bonne position pour réaliser ses potentialités économiques, tenir un rôle stratégique et contribuer à l'intégration économique entre l'Afrique du Nord, l'Europe et l'Afrique subsaharienne. Cette centralité pourrait cependant être parfois un handicap ou une source de vulnérabilité surtout dans le contexte d'instabilité régionale actuelle. Cela exige un effort considérable pour surveiller et contrôler ses longues frontières, mais le pays a tout à gagner de son positionnement central. En tout cas, le pays se montre très actif sur le plan diplomatique, militaire et sécuritaire pour asseoir son leadership. Il est devenu partenaire incontournable mais difficile.

En novembre 2009, le général William E. Ward a reconnu la puissance et l'ambition régionale de l'Algérie indiquant que « nous apprécions le leadership de l'Algérie dans le traitement des questions régionales liées à la sécurité et la lutte contre le terrorisme ». Dans un câble

diplomatique de 6 janvier 2010, l'ambassadeur américain à Alger, David D. Pearce, a reconnu « qu'aucun pays n'est plus important que l'Algérie dans la lutte contre Al-Qaïda dans le Sahel et le Maghreb ». Le terrorisme dans le Sahel « c'est un problème régional, où les forces terrestres algériennes ont pris un rôle de leadership, et c'est très impressionnant, les progrès qui ont été faits », confirme le général-major David R. Hogg lors d'une visite à Alger en décembre suivant. Dans un rapport établi en 2011, le Pentagone a clairement appelé à renforcer la capacité des forces armées et de sécurité algériennes. Le rapport révèle qu'Alger assume à elle seule 60% des efforts de la lutte antiterroriste dans la région du Maghreb et Sahel, tandis que le Maroc, Mali et Mauritanie et Niger assument 40%. Le chef de l'Africom, le général David Rodriguez, l'a confirmé lors de son audition par la commission des Forces armées du Sénat américain en février 2013. Pour lui, l'armée algérienne est suffisamment outillée pour jouer le rôle de leader régional. « L'armée algérienne est la plus capable de celles de tous les pays d'Afrique du Nord d'organiser la lutte contre le terrorisme, la contrebande, le trafic de drogue et le crime organisé », disait-il.

Une puissance militaire de premier plan, Alger a consacré des efforts considérables pour moderniser ses forces armées. Avec des dépenses militaires élevées, l'Algérie occupe selon les données 2009 la troisième place parmi les pays arabes place derrière l'Arabie Saoudite suivie par les Emirats arabes unies. Ses militaires sont expérimentés et souhaiteraient avoir une meilleure relation avec les États-Unis. Pour être considérée comme la force avec laquelle il faut compter en Afrique du Nord, les Algériens modernisent leurs forces armées. Selon American Defense Center, l'armée algérienne passe de la cinquante-quatrième, en 1994, à la vingtième place dans le monde, deuxième en Afrique et huitième parmi les armées des pays musulmans. Désormais, elle fait partie des 20 armées les plus puissantes du monde. Pendant sept ans seulement, entre 2001 et 2008, elle a pu accroître ses capacités de combat et de maîtrise des nouvelles technologies avancées et son stock d'armements. Deuxième en Afrique après l'Égypte et devant le Maroc, l'Algérie compte 325 000 soldats, 2000 chars, 300 avions de combat, 160 avions de transport en majorité de fabrication soviétique, et 180 hélicoptères multifonctions. Cette étude qui classe les 50 armées les plus puissantes du monde, souligne que l'armée algérienne est parmi « la plus organisée dans la région de l'Afrique du Nord ». Elle a considérablement augmenté ses capacités de contrôle et de maîtrise des technologies d'armements modernes ; elle est classée à la 25^e place quant aux capacités de maîtrises des technologies de défenses modernes et l'utilisation des systèmes électroniques complexes.

Selon SIPRI, la région de l'Afrique du Nord, avec des dépenses militaires s'élevant à 7,8 milliards de dollars, a connu une augmentation de 94% par rapport à 1999. Les dépenses militaires de l'Algérie ont augmenté de 18% en données réelles pour s'élever à 5,2 milliards de dollars (le budget le plus élevé d'Afrique) qu'expliquent une les recettes pétrolières et une insurrection grandissante. Entre 2004 et 2008, les dépenses militaires algériennes ont augmenté de 10% par ans alors que le budget de défense a fait un saut spectaculaire de 33% de 2008 à 2009. Pour la première fois, l'Algérie est classée est lassée au neuvième rang des plus grands pays importateurs d'armes par l'Institut international de recherche sur la paix. SIPRI souligne d'entre 2005 et 2009 les achats d'armes dans le monde ont augmenté de 22% tandis qu'entre 2000 et 2004, selon le rapport, « les avions d'attaques représentent 27% de la totalité des ventes d'armements » dans le monde. Et c'est bien le cas de l'Algérie en vertu des avions qu'elle a acheté de la Russie. Rien qu'en 2007, l'Algérie avait obtenu 28 avions de chasse de type « Sukhoi » de son fournisseur russe, 36 chasseurs de type « Mig », 16 avions d'entraînements de type « Yak 130 », plus de 300 chars de guerre de type « T90 S », et 8 systèmes de défense terrestre en forme de missiles sol-sol de type « Tongoskei ».

Ces chiffres montrent que l'Algérie reste une puissance importante. Mais cela est-il suffisant ? La question la plus critique face à des systèmes de sécurité régionale efficaces est la question du leadership. Initier et encourager de tels systèmes de sécurité est extrêmement difficile, sauf si un État est prêt à prendre l'initiative d'engager les ressources nécessaires, accepter les coûts inévitables, et mettre sur pied une coalition avec d'autres États dans la sous-région qui sont prêts à consacrer une partie de leurs propres ressources. Le leadership est au cœur de

tout système de sécurité efficace et la répartition très inégale des capacités entre les États dans une région particulière prédispose souvent certains États à prendre un rôle de premier plan. Dans le même temps, il est essentiel que ce rôle soit accepté par les autres États dans la région et institutionnalisé à travers des conventions empêchant de dégénérer en simple imposition de la domination par les hégémons régionaux sur leurs voisins plus faibles. Ainsi, en tandem avec les partenaires régionaux, l'armée algérienne travaille actuellement à sécuriser ses frontières longues et poreuses, ainsi qu'à établir l'architecture régionale adéquate pour resserrer la coopération militaire et de renseignement avec les pays partenaires.

Depuis Octobre 2004, le pays accueille le Centre africain d'études et recherche sur le terrorisme de l'Union africaine. Le Centre vise à fournir une recherche régionale coordonnée et un lieu de formation pour les efforts de lutte contre le terrorisme dans les pays africain. Particulièrement depuis 2009, plusieurs réunions de haut niveau des dirigeants de la région se sont succédé sous l'impulsion de l'Algérie afin de renforcer davantage la coopération régionale au Sahel. En avril 2010, un sommet militaire a eu lieu à Tamanrasset. Les pays présents à cette réunion étaient l'Algérie, le Mali, le Niger et la Mauritanie. Les fonctionnaires en provenance de la Libye, le Tchad et le Burkina Faso ont également rejoint le sommet en tant qu'observateurs. Le résultat a été l'installation d'un Comité d'état-major opérationnelle conjoint, basée dans la même ville et appelé d'ailleurs le « Plan Tamanrasset ». En Septembre suivant, les chefs de renseignement de ces quatre pays ont convenu à créer un Centre de Renseignement sur le Sahel, basée à Alger mais la direction du centre est tournante. L'objectif principal de cette initiative est d'augmenter le niveau de coopération des services secrets entre les quatre pays, rendre plus cohérentes et efficaces leurs actions contre AQMI. Cette coopération régionale vise à éviter toute intervention étrangère dans les questions du Sahel. Une préoccupation fortement prise au sérieux en Algérie, notamment parce que l'ingérence occidentale est utilisée comme une arme de propagande majeure par AQMI contre les régimes en place. En outre, cela permet à Alger de marginaliser les ambitions du Maroc dans la région.

Probablement à causes de ses relations bilatérales difficiles et parce que Alger fait valoir que la sécurité du Sahel ne concerne pas le Maroc, ce dernier n'a pas été invité à participer aux efforts régionaux anti-terroristes. « Cette question a été tranchée avant même la création de notre structure » a fait savoir Abdelkader Messahel, le ministre algérien chargé des Affaires africaines et maghrébines, à la délégation malienne qui avait formulé le souhait d'élargir la coalition antiterroriste à d'autres États en particulier au royaume chérifien. « J'ai consulté les livres d'histoire et de géographie, et je n'ai trouvé nulle trace de l'appartenance du Maroc à la région sahélienne », ajoute-t-il. En effet, l'absence du Maroc de cet arrangement régional est un signal clair de l'importance que l'Algérie accorde à la coopération régionale dans le Sahel, qui va au-delà des frontières des États sahéliens locaux, acquérir une plus grande importance maghrébine au détriment des ambitions marocaines d'hégémonie régionale. Cela montre comment l'Algérie veut jouer concrètement son rôle de leader, acquis grâce à sa lutte contre le terrorisme, et qu'il a les ressources pour le faire.

Si le leadership de l'Algérie est plus au moins accepté au Sahel, il est contesté dans son voisinage maghrébin. Dans ce contexte marqué par la fragilité des États sahéliens, l'anarchie en Libye et la lente reprise de la Tunisie, le Maroc pourrait servir la stratégie algérienne au Sahel. Ce qui est peu probable évidemment étant donné le climat de tensions sans cesse ravivées entre Alger et Rabat n'est pas seulement conjoncturel. La question de Sahara occidental empoisonne toujours les relations entre les deux capitales dans contexte de rivalités régionales, de méfiance mutuelle, de frontières fermées depuis 1994 et d'absence d'accords sur la délimitation des frontières. N'oublions pas que les deux capitales espéraient pouvoir utiliser le processus de l'UMA à l'appui de leurs programmes politiques en ce qui concerne le Sahara occidental. Le rêve du « Grand Maroc » persiste toujours. Traduisant une vision révisionniste, la dernière constitution marocaine évoque la défense « des frontières authentiques » sans les préciser. Si une telle ambiguïté n'est pas anodine, le premier et principal objectif de l'Algérie est d'accroître son prestige et statut dans le Maghreb. La confrontation avec le Maroc représente

toujours la préoccupation centrale de la politique étrangère algérienne et la plupart de l'activisme régional et international algérien doit être considéré à travers ce prisme.

En outre, pour soutenir cette stratégie, le gouvernement algérien cherche à élargir le champ de sa coopération avec les puissances extérieures dans ses efforts pour lutter contre le terrorisme et assurer la stabilité au Sahel. Alger est devenue un partenaire clé des États-Unis pour faire face aux activités terroristes en Afrique du Nord et la Méditerranée. Mais suite au refus d'Alger d'accueillir le siège de l'Africom, des diplomates américains ont exprimé leur déception à cette profonde opposition alors que les États-Unis ont renforcé leurs liens avec elle en matière de sécurité ces dernières années. Sous cet angle, le rôle de l'Algérie dans la région Maghreb-Sahel reste incertain. Les puissances occidentales notamment la France et les États-Unis ne sont pas disposées à laisser Alger seule sur le ring Maghrébo-sahélien. Leur soutien dépend dans quelle mesure l'agenda de l'Algérie est aligné sur les intérêts occidentaux. Les récentes mises en garde émises par les grandes capitales occidentales à leurs ressortissants résidant en Algérie ou envisageant de s'y rendre est un signal clair de l'insatisfaction de ces capitales de l'Algérie. L'incertitude sur la situation intérieure du pays est un autre élément dont dépend le soutien que lui accorderont les acteurs extérieurs comme une puissance régionale. En outre, face aux hésitations de l'Algérie à mener une politique active au-delà de ses frontières, il est fort possible que les grandes puissances remplissent le vide de pouvoir ou encourager d'autres puissances de la région à accomplir ce rôle. C'est une erreur de supposer qu'il possible de lutter contre toute intervention extérieure et refuser, en même temps, de prendre ses responsabilités dans le Maghreb/Sahel.

Dans un câble diplomatique le 6 janvier 2010, l'ambassadeur américain à Alger, David D. Pearce, a reconnu " qu'aucun pays n'est plus important que l'Algérie dans la lutte contre Al-Qaïda dans le Sahel et le Maghreb ". Le terrorisme dans le Sahel " c'est un problème régional, où les forces terrestres algériennes ont pris un rôle de leadership.

Si Alger aspire à un être un acteur respecté et un modèle, elle a tout à gagner de réussir sa transition démocratique, le seul garant de sa sécurité, stabilité et légitimité. En effet, la sécurité et la stabilité sont reconnues comme précurseurs pour résoudre d'autres problèmes parce qu'ils constituent une base solide nécessaire et exigent des règles de droit, de l'ordre et la justice pour former un environnement sûr, sécurisé et sain. Traditionnellement, la sécurité dans le Sud était principalement basée sur la sécurité intérieure. Les gouvernements étaient (et sont) confrontés à des menaces continues à leur légitimité et stabilité. Globalement, les principales menaces dans les pays en développement proviennent des menaces internes au régime en place ou à la stabilité de l'État lui-même. La peur de l'élite politique d'être assiégée par le peuple marque profondément sa façon de conceptualiser l'État, qui est considéré comme la propriété du régime - l'élite politique et économique. De cette fusion État/régime résulte un système de régime autoritaire donc l'insécurité car la bonne gouvernance, la paix et la stabilité sociale sont interdépendantes et indivisibles. La paix et la stabilité sociale ne peuvent en aucune façon être durables sans une bonne gouvernance. Inversement, la bonne gouvernance n'a aucune chance d'être sécurisée ou institutionnalisée sans la paix et la stabilité sociale. Concernant la région du Sahel, de plus en plus émerge un consensus selon lequel paix, bonne gouvernance et stabilité sociale sont les principaux pré-requis pour la reprise économique et un développement humain durable. En final, l'Algérie a le potentiel nécessaire de se hisser en une puissance régionale, mais, malgré tous ses atouts, sans légitimité démocratique son leadership sera toujours considéré (en dépit de ses intentions) avec suspicion.

*Chercheur en Histoire militaire & études de défense à l'université Paul Valéry

Un Algérien avec une nouvelle citoyenneté : la canadienne



Par Cherif Aissat

Salle des bals d'un hôtel international dans le downtown de Montréal, cette salle pour les riches de la planète. Un mois comme ceux de la Révolution en Algérie. Août, dans son 21 de ce 2014, ce nombre pour une année d'un temps qui n'existe pas. Le temps d'une année faite de sang blanc, le pur, celui des innocents ou d'amour sublimé. Le sang et l'amour comme chantés, écrits ou déclamés par la Troupe Debza, Raina Rai, Murad Zimu, Beggar Hadda, Mahmoud Darwiche, Smail Ait Djaafar, Michael Heart et l'histoire de Tanina que vous ne connaissez pas. Rien de grave pour cette dernière, car le jour où vous la découvrirez vous pleurerez, c'est sûr. Vous l'aimerez, promis!

EFFACEZ, BARREZ, GOMMEZ LE SOLILOQUE D'AU DESSUS!

Il est aussi faux que les textes de Kateb Yacine et William Faulkner, pas El-Mahdi Acherchour, il est au dessus; l'auteur de Moineau. Il connaît aussi la Tourterelle. Donc. Salle des bals d'un hôtel international dans le downtown de Montréal, cette salle pour les riches, - avec probablement son lot de ceux que certains appellent les corrompus, les criminels et aussi; les pauvres, les martyrisés, les blancs, les jaunes, les noirs, ceux que certains appellent les nègres et aussi les enfants, les femmes belles, les moches : la honte de les qualifier ainsi parce qu'en regardant le portrait de Stephen Hawking, il serait légitime de penser que sa mère est un canon de la laideur à gênes complètement difformes; elle qui a enfanté ce monument de la science.

OUBLIEZ TOUT CE QUI PRÉCÈDE ! ET EN ROUTE POUR LA PRESTATION DE SERMENT

Par voie postale, l'algérien a reçu une invitation accompagnée d'une convocation portant un numéro pour le 21 août 2014 à 8h30 pour se présenter à la cérémonie de prestation de serment pour sa nouvelle citoyenneté, la canadienne, la nord-américaine, pas sud-américaine.

À 8h07, caméra en bandoulière, cartable pour les documents exigés et un livre de ...mathématiques en anglais pour l'économie, il embarque dans le métro de la ligne orange. À 8h32, entrée dans le hall de l'hôtel. Il rejoint la chaîne décontractée et impeccable des humains.

9h02 à-peu-près; parmi la dizaine de greffiers, il est orienté par le chargé du protocole vers celui qui vérifiera ses documents et les conformer à son identité. Ce dernier, dans une voie monocorde et le sourire lui reprend sa carte de résident permanent, l'invite à signer avec un stylo d'entrée de gamme dans deux cases sans lui demander ses empreintes digitales.

L'ALGÉRIEN ATTEND L'ENTRÉE DES CHERCHEURS DE L'ELDORADO DANS LA SALLE DES BALS

Pour y accéder à cette salle, ces chercheurs de l'eldorado auraient patienté et justifié,

pour des raisons de légalité de 1095 jours de résidence au Canada sans l'avoir quitté pour plus de six mois; c'est aussi précis que ce 1095, pas un jour de plus et pas un de moins.

Pour des raisons strictement économiques, les licenciements du personnel au niveau fédéral, le délai d'obtention de cette nouvelle appartenance peut être dépassé. Si ailleurs, il ne l'est pas, il est évident que le droit à la citoyenneté est sollicité via des procédures électroniques (Internet) et bien sûr, obligatoirement, le paiement de frais. Les cas exceptionnels sont traités dans un cheminement qui l'est aussi, c'est-à-dire exceptionnel.

En attendant que tout le monde ait fini avec cette rigueur efficace en pensant à l'allocation optimale des ressources, l'Algérien doit remonter à la cafétéria de cet hôtel de luxe, s'acheter un quatrième café et sortir pour griller une cigarette; Dieu merci, nous sommes en août 2014, le 21.

ET LES SENTIMENTS MÊLÉS S'EMMÈLENT

Acquérir une nouvelle citoyenneté! Est-ce une couche administrative supplémentaire pour devenir un objet mondialisé, globalisé comme le dit Abdelatif Bounab; un engagement pour une nouvelle patrie, un reniement de l'ancienne, une libération? Et les mots de feu Boudoukha Ali-Bey, dans les rues d'Alger, au moment de quitter l'Algérie reviennent comme un yatagan; ceux de Abed Charef, à Kouba, comme un frisby tranchant et l'au-revoir avec El Kadi Ihsane qui a déposé l'immigrant à l'aéroport d'Alger comme un déchirement; le repas avec K. Selim comme la...Cène. Pas grave pour cet excès : c'est juste une marque.

L'IMPOSSIBLE ET L'IMMENSE REGRET

Dans tous les pays du monde, il y a de la terre. Celle labourée ou celle avec laquelle sont fabriquées des jarres et l'Algérien est splendide. Ce 21 août 2014, ne pas avoir avec soi une poignée de la terre des cendres de feu qui s'appelle Algérie est un immense regret pour la mélanger à la terre canadienne, celle des Premières Nations pour donner définitivement corps à une appartenance double.

ENTRÉE DANS LA SALLE DES BALS POUR AFFIRMER OU JURER

Il est presque 10h. Tout le monde en salle, en piste. Les invités d'honneurs sont installés dans ses balcons et strapons. Les deux Femmes de votre serviteur sont absentes. Assis sur des sièges numérotés, la caméra tourne, les candidats attendent. Dans une symphonie réglée comme la musique d'Ahmed Wahbi ou Cherif Kheddoum, après l'explication des détails de la cérémonie, c'est l'entrée de la juge et de ses assistants accueillis debout, la standing ovation c'est pour la fin.

Solennellement, il est dit aux candidats qu'il est interdit de quitter la salle jusqu'à la fin de la cérémonie.

Installé entre deux compatriotes africains, nous apprenons que les quatre cents

demandeurs sont de soixante six nationalités différentes!

Et maintenant le serment. Les deux versions, la française et anglaise sont autorisées. L'auteur de ces lignes a choisi la british. Au moment de prononcer Queen Elizabeth II, rien que ce patronyme, dans «I swear that I will be faithful and bear true allegiance to Her Majesty Queen Elizabeth II», une petite gêne a été ressentie. Elle est comme la gêne de tous ceux qui ont - déjà - une reine dans le cœur.

Avec les félicitations et des poignées de mains, le certificat de citoyenneté est remis à tous les chercheurs de l'eldorado. Une précision s'impose: les candidats ont appris qu'ils peuvent demander leur passeport canadien quarante-huit heures après la cérémonie, le temps que les mises-à-jour des bases de données soient faites; lequel sera prêt quinze jours après. Pour l'avoir il suffit, simplement et très simplement, de remplir via Internet des documents, payer 120 CAN \$ pour un passeport valable cinq ans, 160 CAN \$ pour un dix ans et si vous voulez l'avoir en moins d'une semaine, il suffit de rallonger entre 20 et 110 CAN \$ pour l'obtenir en 24 heures. Il n'est pas besoin d'écrire que le passeport vous sera envoyé par voie postale et l'une de vos signatures dans les précédents documents officiels numérisée par les services judiciaires y sera transférée. Dans ce court aperçu sur la bureaucratie, la carte nationale d'identité canadienne n'est pas citée parce qu'elle n'a pas cours dans ce pays; disons que les cartes bancaires de débit et crédit sont plus cotées et mieux appréciées.

ET EL KHOULASSA!

Les lecteurs ont certainement repéré les passages où il est question de chiffres, délais, organisation et bureaucratie. Ce sont les indicateurs de développement d'un pays. Dans les chiffres concernant uniquement le passeport, les différents tarifs sont appelés par les économistes, le bien-être du producteur - dans ce cas l'État fédéral; l'écart non proportionnel entre celui à cinq ans et dix ans est appelé la réduction du bien-être du consommateur. Le mélange de ces concepts est censé améliorer le bien-être collectif par une péréquation dont les capitalistes ont le secret. Ce sont ces mécaniques de création de frais qui sont attendues dans notre pays pour réduire ce que certains économistes (avec autant de S) appellent les dépenses stériles, pendant que les plus méchants les qualifient de cruelles (dépenses) au sens qu'elles sont néfastes pour l'économie.

L'ESSENTIEL MAINTENANT

Mes deux patries se ressembleront le jour où notre Algérie acceptera de recevoir avec humanisme, pas des natifs de soixante six nationalités, mais juste de quatre ou cinq : africaines et arabes comme la palestinienne. Faute de quoi, ce sont les Algériens qui éclateront en autant de régionalisme et racisme et dans ce cas, -la rédaction du Quotidien d'Oran laissera passer cet élancement, l'Algérie ne sera plus cette somptueuse patrie, cette splendide Jarre. Serrez les dents s'il vous plaît.

Culture : un acte d'amour

Par Mohieddine Amimour *

J'accorde une importance sans limites aux critiques des lecteurs, que je considère comme les signaux lumineux qui guident le pilote pour réussir un bon atterrissage, notamment de nuit. Mais des fois, il y'a des remarques qui m'agacent.

Au cours d'un diner mondain, ou presque, un invité s'est mis à critiquer des papiers publiés dans un de nos quotidiens, en visant les articles qui traitaient des événements régionaux ou internationaux. Le monsieur a affirmé qu'il fallait mieux qu'on s'occupe de nos oignons. Il a continué, dans une cacophonie linguistique franco arabe, critiquant des anciens responsables qui profitent de leur retraite pour raconter, a-t-il dit, une vie qui n'intéresse personne. Nous avons, a-t-il dit, pas mal de problèmes de l'actualité qui méritent d'être débattus par ceux qui "noircissent" les pages des journaux et submergent nos librairies de livres complètement inutiles.

Ce sont des remarques que nous entendons de temps à autre, et qui puissent être pertinentes si le "diseur" était un intellectuel connu par ses œuvres remarquables et mondialement appréciées. Mais, et il y'a toujours un "mais", il y'a le revers de la médaille. Nous avons en Algérie beaucoup d'écrivains capables d'analyser, d'examiner et de proposer des solutions à nos problèmes politiques, économiques et culturels, mais, avon-nous suffisamment de lecteurs avisés?

Des études politiques et économiques d'une valeur incontestable ont enrichi notre presse nationale au cours du demi-siècle passé, mais combien de contestataires ont lus, ou au moins, feuilleté le résultat de ce travail, et en suite, ils se sont donné la peine de commenter ceux qu'ils ont lus. J'ai constaté que le diseur de notre diner ignorait complètement que j'avais personnellement "noirci" des milliers de pages, en arabe en anglais et en français, notamment quand j'étais persuadé que mon message sera reçu par qui de droit, et je ne suis pas le cas unique. Mais le domaine international mérite une attention particulière.

Je me suis toujours posé la question sur le silence observé par la majorité de nos anciens ambassadeurs et chefs de mission, qui ont sillonné le monde, principalement pendant la période de la guerre froide, mais sans pour autant avoir la peine de transcrire leur expérience et transmettre leur savoir, combien riche, à leur concitoyens. Pourquoi ne pas trouver chez nous des hommes politiques et sommités diplomatiques qui analysent les événements régionaux et internationaux pour enrichir notre vie culturelle, comme c'est le cas de leurs pairs en France, en Amérique et même dans des pays qui n'ont pas notre patrimoine de connaissances politiques et diplomatiques.

J'ai compris tardivement que la raison de cette lacune se trouve dans la réaction désobligeante de ceux qui sont incapables d'écrire, car ils n'ont rien à dire de consistant, ni remarquable ou digne d'être lu. Ils agissent à l'égard de ceux qui assument leur devoir intellectuel, voire national, avec un comportement aigri, injuste et même mal élevé.

Je n'en ai personnellement aucun complexe à cet égard, et je fais la sourde oreille devant ces critiques bon marché. Je demande inlassablement à mes amis et collègues de faire pareillement.

D'ailleurs, quand mon pays m'a honoré en me donnant l'occasion de le servir au Pakistan en tant qu'ambassadeur, je me suis fait l'obligation morale de partager mes connaissances avec mes concitoyens qui cherchent des compléments d'information.

Une fois ma mission accomplie après l'assassinat du président Boudiaf (en vérité, interrompue), j'ai édité en arabe un livre, considéré par les connaisseurs comme un document unique dans le monde arabo scripte. Il a présenté une image en trois dimensions de ce grand pays musulman, en évoquant en marge les problèmes qui ont envenimé la région, voire, le monde, tel que le problème afghan, l'impasse du Cachemire et la tension nucléaire au subcontinent indien.

Avant mon séjour pakistanais, j'ai acquis une expérience non négligeable durant treize ans d'activités au sein de la présidence de la république, notamment en ce qui concerne des pays frères et amis, une expérience qui n'a pas été à la portée de beaucoup de personne. J'ajouterai à ça une expérience de presque douze ans d'activité parlementaire.

En plus d'une dizaine de livres édités ici et à l'étranger, j'ai édité il y'a un an un livre, en français cette fois, qui a traité le phénomène du Printemps arabe, et les manipulations occidentales dans la région. Je pense que c'est ça la réponse adéquate aux bras cassés, qui se comportent comme les deux sœurs de Muppets show.

Ecrire et continuer à écrire devaient être le mot d'ordre, en ayant à l'esprit l'expression magnifique de Jean Cocteau : Ecrire est un acte d'amour. S'il ne l'est pas il n'est qu'écriture.

* Docteur

L'économie informelle regroupe toutes sortes d'activités diverses et variées, telles que le trafic de drogue, le proxénétisme ou l'emploi non déclaré dans de grandes firmes internationales.

La jeunesse algérienne entre un désir d'avenir et l'emploi informel

Par H. M.*

Ce terme d'économie informelle, qui désigne pour les uns une manière d'arrondir les fins de mois ou d'éviter le fisc, est dans sa réalité une solution de survie pour les autres. Inventé en 1972 par les institutions, en particulier la Banque Mondiale et le BIT (Bureau international du travail), il désigne les activités d'utilité économique et sociale qui se développent en dehors des structures institutionnelles classiques que sont les entreprises ou les administrations par exemple, et à l'écart des règles de l'échange monétaire.

Ainsi, toute activité de production, licite ou illicite, qui ne rentre pas dans les tableaux statistiques de la comptabilité nationale, en l'occurrence le PIB (Produit intérieur brut), fait partie de l'économie informelle. De plus, qu'elle soit permise par la loi ou interdite par cette dernière ou par la morale, l'économie souterraine a touché et touche encore toutes les civilisations, aussi bien à travers le temps que dans l'espace. Ainsi, du troc de nos ancêtres au commerce de rue actuel, il n'y a qu'un pas. Toutefois, l'économie informelle regroupe toutes sortes d'activités diverses et variées, telles que le trafic de drogue, le proxénétisme ou l'emploi non déclaré dans de grandes firmes internationales.

En effet, du pourboire que l'on donne aux gardiens de parking improvisés à la corruption, au travail au noir des transports clandestins ou de la petite escroquerie financière au grand banditisme, qu'elle soit licite ou non, l'économie parallèle est présente partout en Algérie, à un degré ou à un autre, y compris dans les plus grandes firmes qui ne déclarent pas leurs employés comme le reconnaissent les officiels du secteur du travail. L'existence d'un secteur dit informel dans l'économie est connue de tous, de même que son importance quant au nombre de travailleurs et de familles qui en vivent. Ce phénomène, alternative vitale pour des catégories d'âges diverses, des femmes au foyer, des adultes ayant perdu leur emploi, et même des enfants, est cependant caractéristique de la population juvénile, qui arrive sur le marché de l'emploi.

Ceux qui tentent de comprendre pourquoi l'informel existe se disputent, depuis longtemps, les explications variant en fonction des approches. Ainsi, les analystes inspirés par les théories de la modernisation voient dans l'informel une stratégie de survie pour ceux qui ne sont pas encore inscrits dans les circuits formels.

Pour ce courant, en effet, les pays en développement doivent s'inspirer du modèle occidental, voie unique à suivre par tous. Même si ces

analystes s'émerveillent devant la capacité d'invention des populations qui doivent se débrouiller pour survivre, ils considèrent que l'idéal est d'arriver à formaliser toute l'économie: contrat, respect des lois, présence dans les statistiques, voire organisation syndicale classique.

Par contre, ceux qui s'inspirent du respect des valeurs culturelles soulignent que l'économie informelle est une économie solidaire, issue des traditions communautaires, et qui incarne une forme de résistance à l'uniformisation des relations de travail selon le modèle industriel occidental. Ils argumentent, notamment, leur théorie dans le fait que l'objectif est de créer des emplois et que ceux-ci sont souvent attribués à des parents, des proches... (l'emploi familial qui se développe chez nous et qui consiste à confier les tâches de distribution aux enfants et celles de production aux parents de produits alimentaires ou artisanaux, par exemple). Ils valorisent, dès lors, positivement ce type d'activités, qui devraient être sauvegardées. En effet, un ministre en charge de l'économie a reconnu récemment que ce laisser-faire est utile pour préserver la paix sociale, l'Etat étant incapable de fournir du travail à tous. Dans cet esprit, les manques à gagner fiscaux sont considérés par l'Etat comme des transferts sociaux de fait !

Enfin, un troisième courant présente le secteur informel comme conséquence de l'évolution du système économique qui laisse sur la marge les plus faibles et les moins qualifiés.

En Algérie, le travail informel est de grande ampleur. Il peut être considéré comme un palliatif ou même une solution à la chute de l'emploi et du chômage dans le secteur formel, surtout depuis la fin des années 90 (politique d'assainissement de l'économie adoptée à l'occasion de la réunion du gouvernement du 4 décembre 1996, qui a vu des licenciements en masse de travailleurs du secteur économique, et l'instauration du départ à la retraite sans conditions d'âge en 1997, d'où son importance. Il s'est imposé, dès lors, comme une alternative viable en termes de revenus. Durant ces années, le travail informel était considéré comme une menace et un danger pour l'économie nationale.

Il était perçu comme un fléau social par les tenants de l'orthodoxie commerciale et économique, d'autant plus que son éradication était une contrainte pour le gouvernement, imposée par le FMI et la Banque mondiale, principaux bailleurs de l'Algérie à l'époque. A ce sujet, nous avons tous assisté aux campagnes d'éradication du commerce informel menées par les autorités durant les années 90, dans le cadre du slogan de la moralisation de la vie sociale. Depuis, la crise sécuritaire et, récemment, économique sont passées par là ! Actuellement, il s'est imposé com-

me un secteur contribuant à la richesse nationale.

Dans un contexte de crise et dans une conjoncture économique difficile pour l'économie nationale malgré l'embellie financière des années 2000 et les différents plans de relance de l'économie, le travail informel continue de constituer donc un substitut ou un complément, c'est selon, à l'emploi formel.

L'emploi dans ce secteur a connu une évolution remarquable. Ce qui le spécifie, c'est une dynamique d'expansion, de saturation, de prolifération et la mise au travail de catégories vulnérables. Les politiques publiques tentent par des actions spécifiques de domestiquer ce phénomène, notamment par la distribution de locaux aux commerçants non inscrits, la facilitation de l'obtention des micro-crédits ou par la création de petites entreprises (Ansej, Angem...). Cependant, dans l'objectif d'une intégration sociale réussie, les dispositifs existants, étant plus destinés à l'insertion, l'Etat est interpellé à l'effet de maîtriser ce phénomène de l'emploi informel !

Ceci revêt à notre sens une importance capitale pour deux raisons essentielles au moins :

1- à l'échelle de la collectivité
La maîtrise du phénomène, par la conception d'un cadre réglementaire approprié, permet à l'Etat de l'intégrer dans la sphère économique nationale, pour une meilleure lisibilité des indicateurs économiques (taux de chômage effectif, PIB, etc.) Pour ce faire, des mesures d'accompagnement devront être mises en place : sur le plan fiscal, l'allègement ou exonération par exemple ; sur le plan social, le droit à la protection sociale, à la retraite, au logement pour les célibataires par exemple ; sur le plan juridique et de la protection sanitaire, statut fixant les droits et obligations, réhabilitation du commerce ambulancier, réglementation des espaces, contrôle de conformité, de l'hygiène...

2- A l'échelle de l'individu
L'intégration de l'individu qui s'adonne à la pratique du commerce informel (pouvant donc être illicite ou dangereux), dans un cadre reconnu par la collectivité, participe, à notre sens, au sentiment d'appartenance à cette dernière. Cette reconnaissance sécurisante est déterminante dans la cohésion sociale, dans la mesure où l'individu acquiert ainsi un statut social. Celui-ci se manifeste à travers les droits de l'individu (droit au logement, droit à la sécurité sociale, droit à la retraite...). Il se manifeste aussi à travers ses devoirs (cotisations par l'affiliation aux différentes caisses, sécurité quant à son avenir, ce qui lui permet de faire des projets d'installation matrimoniale ou résidentielle...).

*Université de Constantine- Ancien cadre Mjs

LA CHRONIQUE DU BLEDA.R.D

Paris : Akram Belkaïd



All inclusive (suite)

Il est des chroniques qui provoquent plus de réactions que d'autres et le plus étonnant dans l'affaire c'est qu'il n'y a pas de règle précise permettant de le prévoir à l'avance (sauf à parler de l'identité algérienne ou encore à décrire ce qui se passe durant une journée de forte affluence dans les consulats d'Algérie en France...). Ainsi, le texte concernant la bataille des transats dans les centres touristiques a-t-il beaucoup inspiré les lecteurs à commencer par une très susceptible consœur franco-allemande qui m'a indiqué revendiquer le droit de "réserver ses transats" (à l'allemande) mais aussi "de râler" (à la française). Autre information qui m'est parvenue, celle concernant un éminent universitaire, qui serait passé maître dans l'art de disposer, dès l'aube, ses serviettes sur une plage du Lavandou - là où, d'ailleurs, Carla et Nicolas ont passé leurs vacances. On comprendra que, par charité musulmane, je me dispense de fournir le nom de cet expert.

J'ai aussi reçu ce témoignage d'un ami et confrère toujours prompt à évoquer l'Algérie des années 1970. "C'était à Tipaza Matarès (un complexe touristique bâti par l'architecte Fernand Pouillon). Les gens préféraient la piscine à la plage, pourtant superbe. Il y avait aussi une bataille pour réserver les transats mais là, pas question de juste poser une serviette. La place était tenue par des gamins tombant de sommeil jusqu'à ce que les parents viennent prendre le relais". Et de préciser, qu'à l'époque, les Algériennes se baignaient en maillot, une ou deux pièces, et que le spectacle grotesque (le terme est du présent chroniqueur) des burkinis et autres toiles noires amphibies n'était pas de mise.

Un lecteur me signale aussi que l'écrivain David Lodge a abordé cette question dans son roman *Thérapie* (1). La scène se déroule dans une plage des Canaries et voici ce que raconte l'une des protagonistes de cette quête existentialiste des plus hilarantes et dont je recommande vivement la lecture : "Nous avons décidé de passer notre première matinée à flemmarder près de la piscine. Mais quand nous sommes descendus, il ne restait pas une chaise longue ni un parasol de libre (...). Tout d'un coup la colère m'a prise contre les gens qui s'étaient réservés des lits de plage en y déposant leurs affaires avant d'aller prendre leur petit-déjeuner. J'ai suggéré à Lawrence (le principal personnage, ndc) que nous allions réquisitionner une paire de ces lits de plage inoccupés, mais il ne voulait pas.

Les hommes sont d'une lâcheté pour ces choses-là ! Alors je m'en suis chargée toute seule. Il y avait deux lits de plage côte à côte sous un palmier, avec des serviettes pliées, alors j'ai simple-

ment transféré l'une des serviettes d'un lit à l'autre et je me suis installée à l'aise.

Une vingtaine de minutes plus tard, une femme est arrivée et elle s'est mise à fulminer, mais j'ai fait semblant de dormir et au bout d'un moment elle a ramassé les deux serviettes et elle est partie, alors Lawrence s'est ramené pas trop fier et il a pris l'autre lit de plage."

De manière plus sérieuse, un expert tunisien m'a transmis le commentaire suivant : "La situation (créée en Turquie par la formule du 'all inclusive' et donc du tourisme de masse, ndc) est semblable en Tunisie et dans les autres pays qui ont été obligés de l'adopter. Cette formule, économiquement douteuse et sourdement stérile, ne suffit pas de la déplorer mais de la dénoncer vigoureusement, c'est ce que je m'efforce de faire". Il est vrai que, de toutes les grandes destinations touristiques, la Méditerranée, notamment au sud et à l'est, a de plus en plus de mal à digérer les conséquences négatives de ce rush estival. Il y a bien sûr les dégâts environnementaux qui sont importants en raison notamment de la très mauvaise gestion des déchets et du gaspillage des ressources hydrauliques mais il y a aussi le fait que la fameuse, et fumeuse, expression de "deal gagnant-gagnant" ne s'applique guère. En effet, le "all inclusive" signifie que la plus grosse part de la valeur ajoutée reste détenue par les opérateurs européens tandis que le pays d'accueil doit se contenter de quelques miettes.

Pire, avec la crise et la baisse du pouvoir d'achat, le touriste estime qu'il a suffisamment payé et il limite donc ses dépenses sur place (quand il n'estime pas que piller l'hôtel où il est descendu lui revient de droit...).

Il fut un temps où le tourisme de masse était présenté comme une activité nécessaire au développement des rives sud et est de la Méditerranée. Ce paradigme a encore la vie dure alors que de nouvelles approches font jour à commencer par le développement d'un "tourisme responsable et durable" basé sur le rejet des grands complexes et par une proximité plus importante avec la population du pays visité. Le Maroc et, de manière plus modeste, la Tunisie se sont déjà engagés dans cette voie. Gîtes, chambres chez l'habitant, hôtels écologiques, tout cela existe déjà et l'Algérie pourrait fortement s'en inspirer. Et dans ce genre d'endroit, une chose est certaine: pas besoin de se lever aux aurores pour réserver un transat...

(1) Payot et Rivages, 1998.

(2) Lire à ce sujet la note du chercheur Maxime Weigert intitulée "Renouveler le tourisme euro-méditerranéen, le grand chantier" (disponible sur www.ipemed.coop)

Les activités de l'aéronautique civile relèvent en Algérie d'une administration unique, la Direction de l'Aviation Civile et de la Météorologie (DACM), une structure faisant partie du Ministère des Transports. Sa mission première est de maintenir à son plus haut niveau la sécurité du système Aviation civile.

L'aviation civile en Algérie: perspectives



Par Kamel Kacher*

Ce système, vaste et complexe, englobe le contrôle aérien, la politique aéroportuaire, la formation des personnels spécialisés, le suivi et le contrôle de l'exploitation des aéronefs.

Le système Aviation civile d'aujourd'hui s'est modelé au rythme des progrès technologiques intervenus au fil des années. L'électronique et l'informatique ont bouleversé le paysage. Tout a évolué : la construction aéronautique civile, les moyens techniques du contrôle aérien, les outils de gestion des compagnies aériennes.

La DACM doit progressivement adapter son organisation à cette évolution rapide du transport aérien en tenant compte du changement de comportement des passagers-consommateurs. Le développement fulgurant du transport aérien doit la conduire à devenir une administration proche, au contact des usagers que sont les voyageurs aériens et les utilisateurs des plates-formes aéroportuaires. Tout d'abord, son statut doit évoluer pour devenir une Direction Générale et avoir son siège propre, comme une vraie administration. Devenir une DGACM. L'ouverture du transport aérien international multiplie les offres proposées aux passagers par les compagnies aériennes, sur une même destination, devenus les consommateurs exigeants d'un service, le transport aérien, qu'ils veulent, à juste titre, le plus sûr et le meilleur possible. La sécurité doit être au cœur de toutes les actions de la DGACM ainsi réorganisée. Les passagers doivent être rassurés de savoir qu'ils voyagent dans des avions rigoureusement surveillés et que leur vie est confiée à des équipages formés selon des règles strictes. Par ailleurs elle doit satisfaire la demande accrue des usagers pour une meilleure information.

La DGACM doit jouer le rôle d'un pivot au sein d'une équipe qui rassemble, dans un esprit de concertation, tous les acteurs du transport aérien civil en Algérie : compagnies aériennes, gestionnaires d'aéroports, passagers. Cette structure doit être présente dans les grandes régions en organisant des divisions régionales.

Cette évolution du transport aérien exige de cette structure un travail de longue haleine qui nécessite une coordination complexe entre des acteurs multiples. Leur principale préoccupation ne devrait être que la sécurité qui exige une qualité totale. Veillant également au respect des règles de sécurité, c'est donc à cette structure que revient, en cas de manquements, le rôle de fixer le cadre juridique des sanctions applicables notamment aux infractions en matière de licences, de contrôle qualité, de contrat de leasing d'avions, d'obligation de service public, de programmation des vols et de tarification. Il faut revoir toutes les procédures d'exploitation aéronautique en Algérie, de prise de décision et de contrôle.

Cette réorganisation du système Aviation civile ne doit pas toucher seulement le changement

de statut juridique, mais permettra le renforcement de celui-ci par la création de nouvelles structures rattachées à la DGACM, avec des tâches et des responsabilités bien définies, pour encadrer et organiser en perspective une dynamique économique qualitative de l'aviation civile, la modernisation des infrastructures existantes et la concrétisation des nouveaux projets de développement du transport aérien que l'Etat a érigé en priorité du quinquennat 2015-2019. Aux quatre principales directions de la nouvelle DGACM, qui sont la Direction des Transports Aériens, DTA, la Direction de la Navigation Aérienne, DNA, la Direction des Infrastructures Aéroportuaires, DIA et la Direction de la Météorologie, DMET, il faut en rajouter sept nouvelles structures primordiales pour l'application du nouveau système Aviation civile algérien.

Ces structures sont : l'AFACM, Administration de la Formation Aéronautique et du Contrôle Technique ; la DRIC, Direction des Relations Internationales et de la Coopération ; la DPCA, Direction des Programmes Civils Aéronautiques ; les DRAC, Directions Régionales de l'Aviation Civile ; la DRHF, Direction RH et Finances ; l'ENAERO, Ecole Nationale Aéronautique et enfin le BIA, Bureau d'Investigations et Analyses. L'organigramme complet et détaillé de la DGACM, avec répartition des rôles, des responsabilités, du champ d'application et d'activité de ses structures, anciennes et nouvelles, est mis à la disposition du Ministère des Transports. L'argumentation de l'institution de ces structures, dans des délais raisonnables, peut faire l'objet d'un exposé motivé par l'Auteur à qui de droit.

La création d'un Bureau d'Investigations et Analyses ne doit normalement générer aucune réticence, vu l'actualité récente. Sa création ne peut en aucun cas être conjoncturelle, mais une partie essentielle d'une approche stratégique. En Algérie, sa création est primordiale, vu l'immensité du territoire national, l'augmentation vertigineuse des moyens de transport, le flux ascendant des mouvements aériens et des compagnies aériennes desservant les aéroports algériens ou transitant par le territoire algérien, l'ouverture de nouvelles dessertes et lignes aériennes long courrier.

Le BIA devra être rattaché directement au Ministère des Transports pour préserver sa neutralité et son objectivité. Il collabore, cependant avec la DGACM et lui communique régulièrement les données et les résultats d'investigations et analyses. Le BIA peut et doit collaborer avec les experts et les spécialistes de la Gendarmerie Nationale et de la police scientifique de la DGSN.

Deux aspects primordiaux qu'il faut mettre en évidence pour moderniser le système Aviation civile en Algérie. Premièrement, la formation des personnels aéronautiques, par la création d'une Ecole Nationale Aéronautique, l'ENAERO. Il est impératif de penser à élaborer, à adapter ou même adopter un système de formation et de contrôle des aptitudes, à avoir un dispositif d'acquisition et de maintien des compétences proprement algérien.

Sur la base des supports existants et les capacités d'accueil, en sollicitant les supports didactiques et pédagogiques de l'OACI, en utilisant la

coopération technique internationale avec les meilleures institutions de même profil, en obtenant l'apport des spécialistes aéronautiques civils et militaires, en ayant le soutien logistique et matériel des Ecoles de l'Aviation militaire de l'ANP, la création de l'ENAERO est possible. Elle devra couvrir toutes les spécialités aéronautiques à l'exception des métiers de pilotage et ainsi réussira à former et satisfaire les besoins en personnels spécialisés de l'industrie aéronautique algérienne. Il faut penser aussi à la création d'un centre d'études en navigation aérienne, dédié aux métiers de l'ATCM (Air Traffic Control & Météo), doté des équipements les plus modernes et performants en collaboration avec les entreprises leaders dans les équipements de l'ATM & Météo (Air Traffic Management & Météo). Deuxièmement, la possession de programmes aéronautiques civils. L'Algérie doit posséder une industrie aéronautique pour faire

preuve de dynamisme, de créativité et de savoir-faire. La possibilité de réussite de ce programme résidera dans la coopération internationale affichée comme volonté politique et aussi par souci d'efficacité et de rattrapage du retard technologique. La construction aéronautique civile qui est une activité stratégique et génératrice d'emplois, doit être soutenue par l'Etat. Le potentiel technologique de l'ANP, pour l'assemblage, la sous-traitance et la fabrication d'éléments aéronautiques peut être une autre dimension de coopération technologique civil-militaire en globalisant les besoins. Les projets de coopération internationale et de transfert technologique en aéronautique permettront à la DGACM d'avoir un rôle de suivi des programmes de développement et de production, de gestion des crédits correspondants, de définition et de mise en œuvre du soutien financier aux producteurs et de superviseur des programmes de coopération internationale. Il faut savoir que l'industrie aéronautique peut générer jusqu'à 50 000 emplois permanents sur cinq années.

Les programmes d'assistance technique et de transfert de capacités industrielles pourront aboutir à la création d'une Société Nationale Industrielle Aéronautique, la SONIAERO. Cette nouvelle entité pourrait être spécialisée dans l'ingénierie et la maintenance aéronautique, les modifications et les améliorations, la fabrication d'accessoires et l'assistance générale. Elle sollicitera l'assistance technique des plus grands constructeurs d'aéronefs, de moteurs et des équipementiers, américains, européens et autres. L'Etat ne doit pas miser seulement sur un plan d'acquisition de nouveaux équipements, ayant son importance certes, mais doit prendre l'initiative pour remettre de l'ordre dans le secteur névralgique du transport aérien. Pour entrevoir l'avenir, observez les transports1. Une véritable révolution mentale voit le jour dans le monde qui transforme tous les acteurs du transport en prestataires de service de mobilité. Le monde bouge, et les dirigeants qui n'en tiennent pas compte voient leurs entreprises nationales décliner.

L'exemple vient de ce qui vit actuellement la

compagnie nationale Air Algérie. Retards, reports et annulations de vols, piètre qualité des prestations de service, cherté des billets, perte des bagages. Voici l'argumentaire de ceux qui vilipendent la compagnie, alors que tout est lié et il ne faut pas focaliser sur Air Algérie. Une gestion de l'exploitation et des opérations qui pose problème, un choix de gestionnaires aux profils inadaptés au transport aérien. Autres critiques, amis c'est tout le système Aviation civile algérienne qu'il faut réorganiser.

Préconisant plutôt des remèdes et des solutions de bon sens. D'abord, ce n'est pas en renforçant et en modernisant sa flotte qu'Air Algérie pourrait augmenter sa part du marché international évaluée actuellement à 50%, en nombre de sièges, alors que du point de vue rentabilité ne dépassant guère les 40% du total, mais en améliorant sa qualité de service et ses prestations, sa programmation, en révisant sa politique tarifaire et de fidélisation des passagers, en mettant en œuvre son plan de flotte et de formation, en changeant sa culture d'entreprise et en réorganisant ses structures.

Air Algérie doit d'abord renforcer ses destinations existantes et remédier au problème récurrent du manque de place vers la France durant la période des vacances. Ensuite ouvrir d'autres lignes internationales et ainsi renforcer sa présence en Afrique et au Moyen-Orient. À charge de la compagnie de résoudre le problème de rentabilité de ces nouvelles destinations. À l'époque du début de la libéralisation mondiale généralisée du ciel, en 1994, Air Algérie n'avait ni les moyens, ni les capacités de surmonter les difficultés d'adaptation à cette nouvelle donne. L'Algérie était à l'époque sous embargo aérien, tacite, par les compagnies aériennes étrangères. En sus de l'expérience malheureuse d'ouverture du ciel algérien, au début des années 2000, aux compagnies "privées" ou mixtes algériennes, la triste et célèbre Air Khalifa, Gofast et Tassili Airlines, pour ne citer que les plus connues.

Logique qu'après ses malencontreuses expériences qu'Air Algérie cède des parts considérables à de "nouvelles" compagnies aériennes étrangères. Elle n'était ni prête, ni préparée.

Certes, elle connaît des faiblesses. Il faut la moderniser, la mettre au même niveau de compétitivité que les autres compagnies, en faire d'abord une entreprise économique fiable, en améliorant la qualité de son service, et en poursuivant, ensuite sa stratégie commerciale de conquête de nouveaux marchés. Air Algérie avec une flotte de 43 appareils aujourd'hui dessert plus de 40 destinations internationales, mais après l'acquisition de 16 nouveaux aéronefs, sa flotte passera à 59 en 2016 d'un moyen d'âge juste supérieure à 7 années, au même niveau des compagnies aériennes internationales, le nombre de destinations internationales pourrait

Cette évolution du transport aérien exige de cette structure un travail de longue haleine qui nécessite une coordination complexe entre des acteurs multiples. Leur principale préoccupation ne devrait être que la sécurité qui exige une qualité totale

facilement doublé, avec une programmation des vols et d'entretien adéquats.

Nous proposons à Air Algérie d'intégrer dans sa nouvelle stratégie commerciale à l'international et de modernisation la création d'un HUB sur la plate-forme de l'Aéroport International d'Alger en suggérant aux autorités compétentes l'inscription dans le programme quinquennal 2015-2019 la construction de son propre Terminal, dédié exclusivement à sa flotte. Il faut savoir qu'aux réseaux composés de lignes directes, il y a ceux en étoile qui convergent vers une plate-forme de correspondance : le hub. Il s'agit d'un aéroport "pivot", situé généralement au centre du réseau. Toutes les lignes du transporteur convergent vers le hub d'où les passagers peuvent rejoindre en un temps minimum toutes les dessertes de la compagnie. Tous les avions atterrissent dans une même plage horaire, et redécollent en général dans les 30 à 45 minutes suivantes. Cela nécessite une coordination efficace de l'ensemble des opérateurs pour éviter des retards en cascade. Le hub permettra à Air Algérie de fidéliser ses passagers.

De plus, il lui permettra de rationaliser son réseau par une réduction des coûts d'exploitation grâce à un meilleur coefficient de remplissage des avions, mais aussi de diminuer les frais fixes, en regroupant entre autres, l'unité d'entretien des appareils, le personnel d'accueil à l'Aéroport et toutes ses structures d'exploitation sur une même plate-forme. La Direction Générale de l'Aviation Civile et de la Météorologie, dans le nouveau système Aviation civile algérienne préconisé, doit être l'accompagnateur privilégié dans le développement des entreprises et des compagnies aéronautiques algériennes d'aujourd'hui et de demain.

*Phd es-Sciences aéronautiques

Note

Cyril Bouquet, Harvard Business Review, 12/08/2014.
(<http://www.hbrfrance.fr/experts/cyril-bouquet/>).

Décalages

Il est loin le temps où le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Oscar Fisher, osait dénoncer, publiquement, les mensonges du secrétaire d'Etat US à la Défense, M. Donald Rumsfeld, en lui lançant «je ne suis pas convaincu par vos arguments» justifiant l'invasion de l'Irak.

Par Bouchan Hadj-Chikh

Ou d'un ministre français des affaires étrangères, M. Villepin, émettant de sérieux doutes, lors de son intervention au sein du Conseil de Sécurité, quant aux «preuves» produites par le secrétaire d'Etat US, M. Colin Powell, pour entraîner la communauté internationale à cautionner l'invasion.

Aujourd'hui, le refroidissement de la planète aidant, la guerre froide revenu à la mode, le raisonnement est devenu binaire. Washington et l'Europe contre le reste du monde. La capitale américaine dénonce le bombardement d'une école dans la bande de Gaza, l'Occident s'aligne pour gonfler ses plumes. Les Ghazaoui défendent leur droit à vivre en voulant forcer le blocus, Washington juge, sans procès, leurs droits à la justice «d'actes criminels». L'Europe s'aligne. Quand Washington demande de la «retenue» à l'envahisseur – se retenir de tuer moins, moins d'enfants, de femmes et de civils avec les munitions qu'ils avaient fournies aux agresseurs ? – Des capitales européennes «exigent» l'arrêt du conflit avec la même «force». Du bout des lèvres. Pour moins que ça il en est qui subiraient un embargo serré.

Gaza, depuis, est devenue l'usine à produire des morts et des blessés qui se comptent à présent par milliers. Une usine à fabriquer les kamikazes de demain. Les dirigeants de ces pays frères ou amis du peuple martyr se taisent, rentrent la tête dans leurs épaules à la moindre explosion dont les échos leur parviennent.

Il y a trois décennies un journaliste algérien, Zouaoui Benhamadi pour ne pas le nommer, rédacteur en chef de la défunte «La République», entamait ainsi son éditorial : «Seuls. Ils sont seuls. Les Palestiniens sont seuls». Ça n'a pas changé depuis. En désespoir de cause, ils ont même «acceptés» un territoire confetti que le vent de Camp David a balayé depuis. Il n'en reste plus rien. Et puisqu'ils continuent d'exister, aujourd'hui, on recourt au génocide. On déclare que ce peuple, en portant le Hamas au pouvoir, le plus démocratiquement du monde – sous une surveillance serrée d'observateurs internationaux – que ce peuple là donc n'a pas fait le bon choix. Les Palestiniens, eux, se demandent, à part disparaître de la surface de la terre, ce qui devraient-ils choisir pour recouvrer leurs droits et leur terre. Alors, ils résistent. Et à quel prix ! Un peu à la manière des Indiens d'Amérique – ce qu'à Dieu ne plaise – auquel le défunt M'hamed Yazid, le représentant algérien aux Nations Unies, les compara un jour.

Peu de peuples, pourtant, avec si peu de moyens, ont offert une résistance aussi opiniâtre sur le long terme. Désespérée. Comme les indiens d'Amérique. Pour effacer la perspective des réserves.

Maintenant, regardez bien, quand la télévision vous en offre l'occasion, regardez bien les yeux de l'enfant Ghazaoui, le visage fermé, sur les joues desquelles coulent des larmes. Ou cet autre, plus jeune encore, à peine l'âge de la mémoire, qui crie pour atténuer sa souffrance infligée par un soldat de l'armée d'occupation. Regardez bien leurs yeux. Vous les reconnaîtrez dans quelques années. Vous reconnaîtrez le regard fou du kamikaze qui tirera sur le détonateur qui le fera exploser pour l'envoyer dans l'au-delà même temps que des dizaines d'autres personnes, civils ou militaires, de l'autre bord, qui, le croira-t-il, ne lui auront pas reconnu le droit à la justice et à la vie. Et ne le traitez pas alors de fondamentaliste, ni de fanatique si – poursuivi et coincé dans une impasse par ceux qui ne lui veulent pas spécialement du bien, ni de paix autre que celle des tombes – il choisira de se faire exploser au milieu de ses poursuivants plutôt que de se rendre.

L'usine du désespoir, de la négation de l'être humain et de ses droits fondamentaux, n'est pas sa création. Il en est le produit.

Les gouvernements arabes – si prompt à réprimer leurs nationaux, à bomber le torse pour écraser leurs peuples, si prompt à montrer leurs chétifs muscles devant les manifestants désarmés – sont devenus aphones. Pour la plupart. De Cisjordanie, rien ne nous est rapporté sur la colère muselée des populations palestiniennes. De Jordanie, peuplée à quatre vingt pour cent de palestiniens, on murmure dans les chaumières. D'Égypte – pour ne pas perdre le bénéfice des subventions américaines pour nourrir l'armée – on ne s'enflamme pas. La radio et la télévision d'état n'ont pas appuyé sur le bouton du factice nationa-

lisme panarabe. La rébellion syrienne préfère se nourrir de ses entrailles plutôt que de constituer une menace pour, à tout le moins, maintenir «l'ordre» dans «l'ordre régional» et tenir en respect les génocidaires. Les islamistes d'Irak préfèrent la guerre fratricide à la contribution pour une justice que réclame un peuple voisin. Sans parler de ceux qui ont fourbi leurs armes en Afghanistan. Ainsi va le monde qui nous entoure. En guise de récompense pour notre «discipline» nous sommes autorisés, exceptionnellement, à manifester notre joie d'avoir été éliminés de la coupe du monde de football – on se contente de peu, et les occasions de réjouissances sont si rares – pour organiser un triomphe populaire au ballon rond. AVE le football !

Je ne doute pas un instant qu'il s'en trouve qui regrettent le temps des solidarités agissantes minimum. Collecte de sang, d'argent, de produits pharmaceutiques. Dérisoires, je le sais, au regard des besoins des prisonniers de Gaza. Des martyrs et de leurs familles. Mais Churchill n'a-t-il pas organisé des collectes de casseroles et d'ustensiles de cuisines pour, soit disant, alimenter l'industrie de guerre contre les nazis sachant très bien qu'ils ne servaient à rien sinon à donner à chaque citoyen britannique le sentiment qu'il participe à la résistance farouche au nazisme ? Pas même donc cette illusion. Lobotomisés.

De crainte que la solidarité ne se transforme en tsunami.

A l'intérieur nous rongeons notre frein. Ils le savent. Pendant que les Etats-Unis ouvrent leurs arsenaux aux agresseurs pour pulvériser des villes entières, il est des pays qui se contentent d'ouvrir leurs chéquiers. Chichement.

Abu Maazem aurait dû renvoyer ces chèques. On n'achète pas le silence des braves. Retourner les chèques avec la mention «inconnu à cette adresse».

Aar aalina. Honte à nous.

Cela s'appelle non assistance à peuple en danger de mort. Non parce qu'ils sont palestiniens. Arabes ou musulmans. La révolte devant l'injustice n'est pas sélective. Il s'agit là de se lever au nom des hommes, de tous les hommes. De la justice. Toute la justice. Pour tous. Il en est, dans les capitales occidentales et les petites villes qui le proclament haut et fort dans les rues quand ils parviennent à déchirer les baillons qui les étouffent.

«Dussions nous manger des pierres», proclamait l'homme d'état qui affronta, avec succès, le plus fort lobby de tous les temps, celui des pétroliers. «Dussions nous mourir» hurlent les femmes, les hommes et les enfants Ghazaouis. «Dussions nous mourir» plutôt que de subir la spoliation, l'occupation, le mépris, l'impunité, la haine raciale nous orient-ils.

Jusqu'à quand, en effet, allaient-ils attendre ? Jusqu'à quand vivre dans cette prison, cette portion de territoire nommée Gaza ? Jusqu'à quand chaque guerre engagée donne prétexte au sionisme pour multiplier le nombre de ses Mauthausen, Treblinka ? Ses ghettos de Varsovie ? Ses Auschwitz-Birkenau ? Ses Dachau ? Ont-ils l'ambition de faire mieux que le nazisme avec ses 70 camps de concentration à travers l'Europe entière où furent massacrés 4.251.500 d'hommes et de femmes, d'enfants, Soviétiques, Polonais, Français et Juifs durant la seconde guerre mondiale dont on marque, par des rassemblements, le déclenchement ?

Ne croyez surtout pas ceux qui vous parlent de «printemps». Ils veulent nous faire passer la Lune pour le Soleil. Des vessies pour des lanternes. Barak Obama a tenu un discours à l'université d'Al Azhar, un discours qui avait le mérite, pour ceux qui savaient écouter et lire, d'annoncer la mise au pas du monde arabe. Avant lui, un certain George W. Bush «démocratisait» la guerre contre le peuple d'Irak en y invitant des organisations para militaires criminelles, plus nombreuses en hommes que l'armée officielle, à faire le sale boulot. Avant lui, un certain Bill Clinton annonçait une nouvelle génération de leaders africains à Kampala, Ouganda. Qui croule sous les révoltes. Alors, quand on évoque la paix, tout en armant les agresseurs, quand ce dernier prétend assurer la sécurité d'un territoire parmi les rares dans le monde à ne pas connaître de frontières reconnues internationalement, dites vous bien qu'il n'est pas étranger au démembrement de tous les pays arabes. Et s'ils pensent à s'unir, le risque est de connaître le sort de Gaza sous les bombes après s'être entendu avec l'Autorité Palestinienne. C'est clair. Reste l'honneur. La résistance des Ghazaoui. Une fleur dans un buisson d'épines. Pleine de promesses. Tout de même.

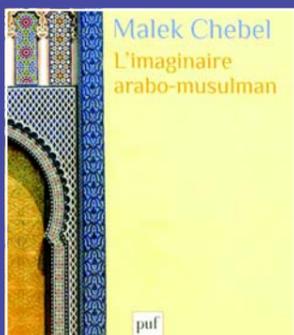
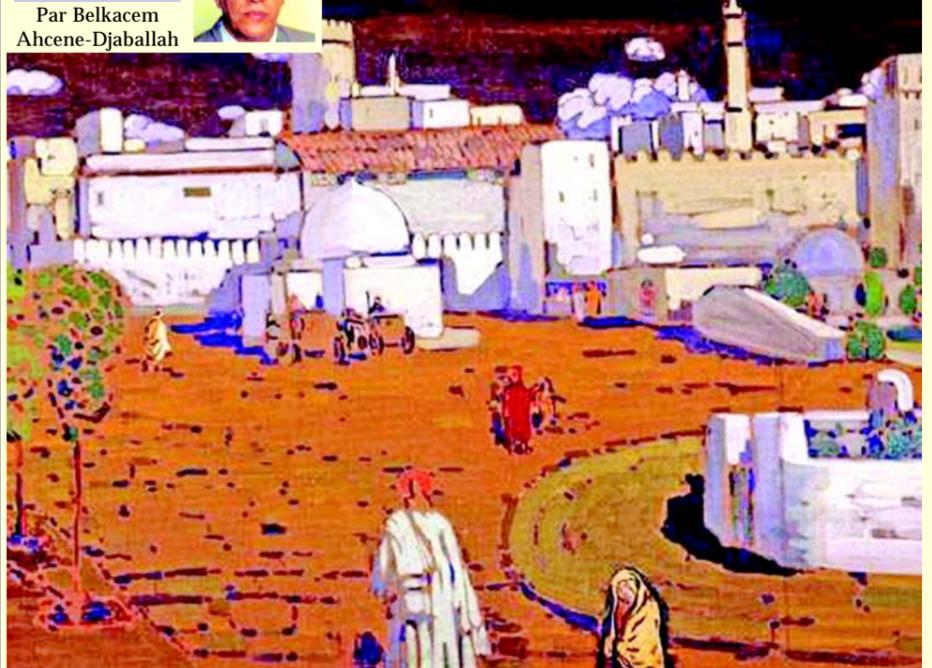
Médiatic

LIVRES

Par Belkacem Ahcene-Djaballah



Imaginaire et réalités



L'IMAGINAIRE ARABO-MUSULMAN. Essai de Malek Chebel. Editions Sedia, 447 pages, 1.000 dinars, Alger 2013 (Puf-Paris, 1993).

Genre : livre d'anthropologie appliquée (n'ayez pas peur, il est lisible). Un essai encyclopédique sur la «planète musulmane», tenant compte d'une réalité inévitable, incontournable, même s'il y a des «escarpements» qui lui résistent : la présence de la langue venue du Hedjaz, langue véhiculaire du Coran et, à ce

titre sacrée de tous les musulmans... Un vecteur «objectif» qui fonde, selon l'auteur, l'imaginaire de la nation dite «arabe». Objet d'études : l'espace arabo-musulman

Auteur : spécialiste confirmé des éléments fondateurs de l'Islam, déjà auteur d'un grand nombre d'ouvrages sur le sujet.

Objectif : élaborer une théorie générale de l'islam, à partir de thèmes bien précis... et «ouvrir modestement la «Porte à l'Ijtihad», «fath'bab al-ijtihad» :

Cinq chapitres : L'imaginaire social et politique, l'imaginaire religieux, imaginaire du Monde et de la Création, l'imaginaire esthétique... et, the last but not the least... l'imaginaire sexuel et amoureux.

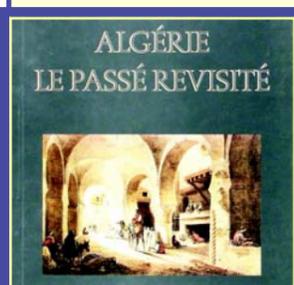
Plus d'une quarantaine de thèmes (exemples : la validité du Rituel, le creuset familial, le corpus coranique, Allah et Mohammed, la Mosquée, le Maraboutisme, la Géographie : espace réel, la Géographie : espace sacré, le Nil, la Zoologie, l'Idéologie sexuelle : rites et mythes, ...)... et près de cent quarante sujets (exemples : la Mecque, la Pierre noire, Médine, les Oiseaux, les Oiseaux mythologiques...).

Un véritable recueil encyclopédique avec un gros avantage : les faits his-

toriques et anthropologiques sont présentés, analysés et commentés par l'auteur de manière concise et claire. Une démarche qui n'enlève rien à la rigueur académique.

Un livre de chevet et de référence indispensable pour mieux se connaître... en profondeur.

Extraits : «Comprendre la langue d'un peuple, c'est en somme tenir le fil d'Ariane qui mène à son âme. La méconnaissance, c'est le meilleur moyen de n'en approcher que l'écorce» (p 11). «Un acte humain qui ne produit pas de sens est un acte mort» (p 410). «Schizophrènes» par leur religion et «paranoïaques» par leur culture, les Arabes sont partagés entre le prince et le croyant, entre l'action et la répétition, entre la névrose et la projection» (p 412). «L'Arabe du VII^e siècle, avec l'avènement de l'Islam, avait en quelque sorte subi un traumatisme de la naissance» (p 415). «Religion-politique-sexualité (...), ce sont là trois mâts sur lesquels vient se poser la tente de celui qui était Bédouin par tradition ancestrale, qui est devenu citadin par inclination et par contagion, et qui a dû accéder au politique par nécessité, parfois par éfraction» (p 425)



ALGÉRIE. LE PASSÉ REVISITÉ. Essai de Chems Eddine Chitour. Casbah Editions, 318 pages, 650 dinars, Alger 2004 (première édition en 1998).



TRIBUNES LIBRES. Chroniques et entretiens, 2000-2011. Recueil de Zineddine Sekfali. Hibr Editions, 341 pages, 850 dinars, Alger 2012

La presse écrite nationale regorge de contributeurs - des «non-journalistes», comme les qualifie l'auteur dans son avant-propos - qui l'enrichissent d'analyses, d'opi-

Une introduction, l'Algérie présentée à travers sept périodes (correspondant chacune, à la venue en Algérie, d'un envahisseur) : les Phéniciens, les Romains, les Vandales, les Byzantins, les Arabes (et l'Islamisation), les Turcs, les Français. Ouf ! Une large chronologie des événements des grandes périodes historiques de l'Algérie.

Enfin, une conclusion et des cartes, une bibliographie. Bref, un ouvrage complet tenant de la démarche académique, mais aussi d'une vision critique (tel est l'auteur !) avec des efforts visibles pour rendre les textes lisibles par tous.

Un livre d'histoire de l'Algérie qui tient, par son introduction

nions et de réflexions sur... tous les aspects de la vie du pays et des citoyens. Des «tribunes libres» qui permettent à un journal, quelle que soit son orientation politique, de s'ouvrir aux autres et sur les autres. L'auteur, (très) haut-fonctionnaire à la retraite en a largement profité pour éclairer de manière académique, pédagogique et bien «documentée» les lecteurs de plusieurs journaux nationaux... ce qui prouve sa largesse d'esprit. Sur des sujets d'actualité : Justice, Administration, Réformes politiques, Saint Augustin, Ribéry et Benzema, Famille, Arabité et berbérisme, Armée et démocratie, Islamisme, Printemps berbère, l'écriture de l'Histoire, la Bourse d'Alger... Du 18 avril 2001 au 3 novembre 2011, 50 textes.

Des sujets qui n'en finissent pas de se dérouler et qu'il faut toujours approfondir afin que «nul n'ignore». Pas facile en pays d'ignorance !

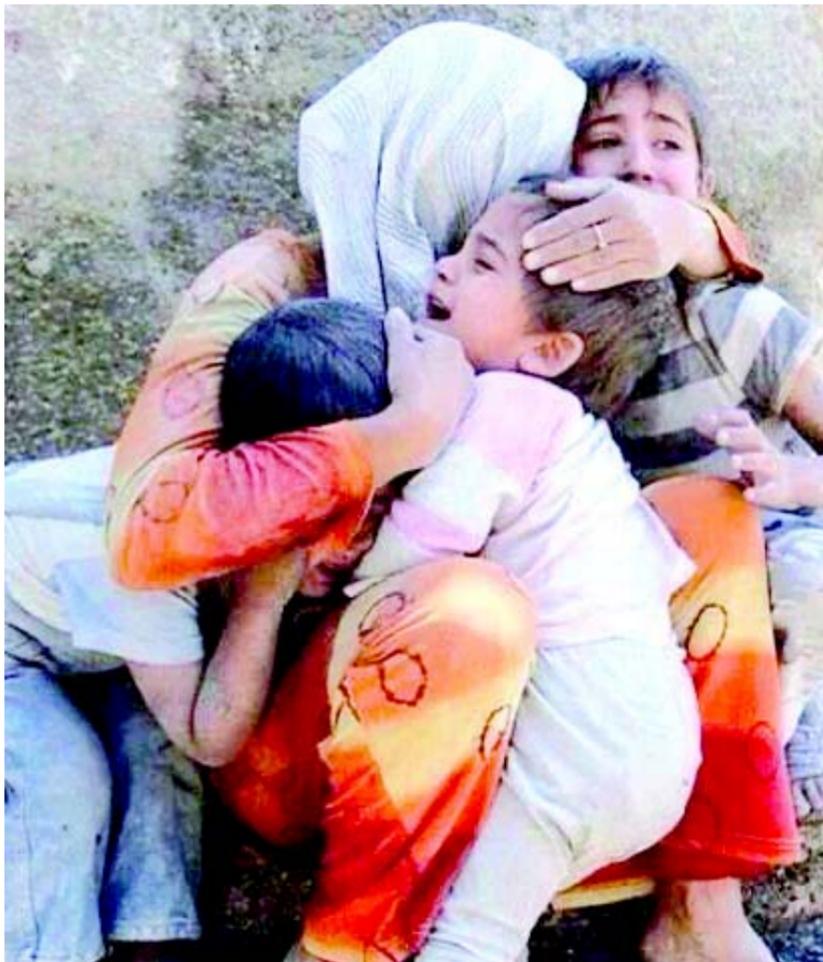
et sa conclusion, de l'essai.

Tous les deux réussis !
Extraits : «L'Histoire n'est pas (...) un supermarché où on ne prend que ce qui nous intéresse ; elle s'apparente, plutôt, à une vente en gros où nous devons, honnêtement, prendre, à la fois, les bonnes et les mauvaises choses, les événements qui nous mettent en valeur et ceux qui nous dévalorisent» (p 12). «Tenir aux traditions, ce n'est pas pieusement conserver les cendres, c'est ajouter au feu toujours de nouvelles bûches» (121). «Le pouvoir colonial fait partie de notre détresse dont il est responsable depuis cent trente ans» (p 172). «Les Algériens qui se déchirent ont, chacun à sa façon, l'Algérie dans le cœur» (p 178)

Publiés séparément, les textes peuvent paraître rébarbatifs. Mais rassemblés (ils auraient dû être structurés par thèmes et non livrés en vrac, chronologiquement), cela donne un (gros) somme de réflexion extrêmement utile pour savoir et comprendre le monde qui nous entoure... ici et maintenant.

Extraits : «La presse écrite indépendante est (...) devenue, mieux qu'un contre-pouvoir ou un quatrième pouvoir «d'influence», un vecteur important et efficace, pour la diffusion des idées et des idéaux démocratiques, au sein de la société» (p 8). «L'Etat fort est celui où l'individu est libre ; ce n'est jamais celui où règne l'arbitraire» (p 15). «On ne peut pas être soi-même et répudier ses racines. Il n'y a pas d'identité sans authenticité» (p 41). «Lorsque le mal est expliqué, il devient supportable» (p 166)

Le peuple palestinien: un génocide juste?



Par Mourad Benachenhou

Graduellement, les Juifs doivent de plus en plus compter sur eux-mêmes, et viennent tout récemment de découvrir une nouvelle ruse. Ils savent qu'en nous il y a ce Michel, la bonne nature allemande en chacun de nous, prêt à verser des larmes sentimentales sur l'injustice qui est commise contre eux. On a soudain l'impression que la population juive de Berlin consiste seulement de petits bébés dont l'impuissance infantile pourrait nous émouvoir, ou de vieilles femmes fragiles. Les Juifs laissent paraître une situation portant à la pitié. Ils pourraient, pour un temps, introduire la confusion dans quelques âmes innocentes, mais pas en nous. Nous savons exactement de quoi il retourne. (Joseph Goebbels, traitant de la sympathie éprouvée par les Allemands pour les Juifs obligés de porter l'étoile de David Jaune ; dans le Journal "Das Reich" du 16 Novembre 1941) "Ils veulent empiler autant de cadavres de civils qu'ils peuvent. Ils utilisent des Palestiniens "télégéniquement" morts pour leur cause. Plus ils ont de morts, plus ils en veulent." (Netanyahu dans une interview à CNN le 20 Juillet 2014). Un article, paru en 1923 dans une obscure publication russe imprimée en Allemagne, peut-il encore être d'actualité quelque quatre vingt onze années plus tard ? Et est-on justifié à le citer, pour faciliter la compréhension d'événements qui se déroulent, sous nos yeux, dans la seconde décennie du vingtième siècle, et alors que, depuis sa parution, le monde a connu des changements tant technologiques que politiques, et que sa carte présente n'a rien à voir avec celles des Atlas de l'époque ?

Un article encore d'actualité

Nul ne peut se hasarder à nier ces bouleversements. Et pourtant, au cours de ces neuf décennies passées, l'idéologie sioniste, la seule idéologie totalitaire née en Occident, et plus spécifiquement en territoire germanique, tout comme le Communisme et le Nazisme, - qui ait résisté à l'usure du temps et au choc des événements de l'Histoire contemporaine, a préservé ses mêmes principes et sa même démarche. S'il il a un document écrit qui expose avec une brutale franchise l'essence de cette idéologie, ce n'est pas le "Judenstadt" de Théodore Herzl, considéré comme l'ouvrage fondateur de cette idéologie, mais

œuvre essentiellement historico-théorique, mais "Nous et les Arabes," publié le 4 Novembre 1923 sur le journal russe "L'Aube," et dont l'auteur est Vladimir Ze'ev Jabotinsky, systématiquement présenté comme un 'Sioniste Révisionniste,' mais représentant en fait, et sans circonvolution, la ligne politique sioniste franche, pure et dure, telle qu'elle est mise en œuvre par les dirigeants actuels d'Israël, sans retouches et sans réserves.

Jabotinsky reconnaît la légitimité du peuple palestinien et de sa résistance

Le caractère actuel de cet article est démontré non seulement par le fait qu'il continue à servir de référence aux Sionistes, mais également parce que nombre de sites qui ne cachent pas leurs convictions (dont celui de Daniel Pipes, le "Grand Rabbin" de l'Islamophobie) le reproduisent comme document-clé devant obligatoirement servir à guider la politique israélienne tant vis-à-vis des Palestiniens, que dans le domaine des relations avec le reste du monde.

Ce qui frappe, cependant, à la lecture de cet article, c'est le refus de cet idéologue sioniste, de se leurrer sur les tenants et les aboutissants de l'entreprise politique à la réussite de laquelle il a consacré sa vie. Jabotinsky reconnaît un certain nombre de vérités que, paradoxalement, et quoiqu'instruits par l'expérience, les dirigeants sionistes actuels rejettent, vérités que l'on va résumer ci-après:

- Le Sionisme est une entreprise coloniale, qui ne peut - et n'a pu - réussir qu'avec l'appui des puissances coloniales ;
- Le projet sioniste implique l'invasion d'un territoire occupé par un autre peuple et la soumission de ce peuple à la volonté de l'envahisseur ;
- Le peuple Palestinien existe et a le droit et la capacité de résister à cette invasion qui le prive de son territoire ;
- Les Sionistes doivent considérer que la voie de la négociation avec les Palestiniens pour accommoder le projet sioniste avec leur existence, est fermée et que seul reste la violence pour leur imposer la reconnaissance du caractère juif de l'état sioniste ;
- Pour forcer les Palestiniens à reconnaître cet état où les Juifs dominent, il faut les encercler dans une muraille d'acier formée de baïonnettes et de l'appui d'une grande puissance.

Le génocide du peuple palestinien, un élément originel du projet sioniste

Il était important de rappeler que Jabotinsky n'a jamais caché la vraie nature de l'entreprise sioniste dont l'objectif final est de vider la Palestine historique de la population palestinienne, et d'en réserver tout le territoire exclusivement aux Juifs; de l'autre côté, il n'a pas nié l'existence du peuple palestinien, comme le font les dirigeants actuels, ni même remis en cause le droit de ce peuple à la Résistance contre le projet sioniste, de même qu'il a reconnu l'impossibilité pour les Sionistes de parvenir à un compromis avec lui.

Ces vérités de Jabotinsky sont extrêmement importantes, car elles révèlent que les Sionistes savaient, dès le début de leur projet, que leur entreprise impliquait le génocide d'un peuple "indigène" à la Palestine, et ayant plus de droits sur cette terre que les envahisseurs juifs ou leurs protecteurs coloniaux. Jabotinsky reconnaît donc le caractère injuste de toute l'entreprise.

Le sionisme est juste, donc le génocide du peuple palestinien est juste !

Pour dépasser ce problème moral qui pouvait torturer la conscience des adeptes de cette idéologie, Jabotinsky propose une approche qui part d'une définition de la justice rejetant la notion de justice, telle que comprise par tout un chacun ; et c'est là le point le plus important de son développement. Une fois exposés et validés les arguments poussant à la condamnation du Sionisme, comme entreprise coloniale et projet génocidaire, il fallait trouver une approche qui tait une fois pour toutes les questionnements moraux que soulevait ce projet de soumission d'un peuple autochtone à la volonté d'envahisseurs étrangers.

Cette approche ne s'interroge pas sur la pertinence des principes moraux propres à toute l'humanité ; elle ne soulève pas non plus le faux problème de la relativité des lois morales, que tant de philosophes ont discutée. Elle ne tente pas de réviser la pertinence de l'application des droits des gens à une population indigène "rétrograde, donc indigne de bénéficier des mêmes droits que les peuples colonisateurs, dont faisaient partie les Juifs européens," voie choisie tant par Grotius, au seizième siècle, que par John Stuart Mill au dix-neuvième siècle, et par bien d'autres moralistes ou légistes occidentaux moins connus.

Jabotinsky prend un raccourci avec les lois morales en rejetant toute référence à leur universalité ; il ne s'agit pas de satisfaire l'empathie, si ce n'est la sympathie, que chaque homme ressent quasi instinctivement envers un autre homme qui souffre et qui est le sujet d'une injustice ou la victime d'un acte de violence. Les Palestiniens sont des êtres humains, et des membres d'une collectivité, donc un groupe dont la réaction à l'invasion sioniste est légitime, et dont le triste sort que leurs réservistes les envahisseurs doit être pris en pitié. Jabotinsky, contrairement aux dirigeants israéliens, reconnaît la nature humaine des Palestiniens et leurs droits légitimes, et historiquement fondés, sur la Palestine.

Comme le souligne Jabotinsky dans son article "La population indigène, civilisée ou non civilisée, a toujours résisté de manière têtue, aux colonialistes, qu'ils fussent civilisés ou sauvages."

Aucun argument ne peut être avancé pour rejeter ces droits sur la base de principes moraux. Donc l'approche moralisante, du type : "nos droits sont supérieures aux leurs sur ce territoire," - comme tentent de l'inculquer dans l'esprit des Israéliens les manuels scolaires et la propagande sioniste - est, selon la démarche de Jabotinsky, totalement bloquée et il est inutile de tenter de l'explorer, car on aboutirait toujours à la même conclusion qui ferait du Sionisme une idéologie moralement condamnable.

Seule reste ouverte la voie de la déclaration unilatérale que la cause sioniste est juste, donc que tout ce que font les sionistes est juste, même si, au regard d'observateurs neutres, apparaît comme injuste.

Voici ce qu'il déclare à ce sujet :
"La colonisation porte en elle sa propre explication, la seule explication possible, inaltérable, et aussi claire que la lumière du jour, pour tout Juif ordinaire et pour tout Arabe ordinaire ;
Tous, sans exception, nous demandons jour après jour, que ce Pouvoir extérieur mène cette action avec vigueur et détermination " et enfin :
" Nous considérons que le Sionisme est moral et juste. Et puisqu'il est moral et juste, la justice doit être rendue, que Joseph, ou Simon, ou Ivan ou Ahmed en conviennent ou pas. "

Un principe qui rejette toutes les règles morales universellement acceptées

Dés lors donc que cette dernière déclaration de principe est acceptée et adoptée, quoique qu'ils fassent, quelque crime qu'ils commettent, quelques lois internationales ou universellement acceptées

qu'ils violent, les sionistes ne feraient rien d'injuste, puisque, par essence, le Sionisme, qui guide leurs actions et inspire leur violence, serait juste, et suffirait pour justifier leur barbarie, si condamnable soit-elle par la conscience humaine universelle. Des règles morales fondées sur ce principe, qui énonce le caractère juste d'une idéologie, si injuste soit-elle, constituent le rejet de toute règle morale généralement acceptable.

Par exemple, on peut commencer par reconnaître que l'anthropophagie est un acte qui porte préjudice à ceux qui en sont les victimes. Mais comme on est anthropophage par conviction, on déclare alors que " l'anthropophagie est juste, que justice doit être rendue, et que donc, même face à l'objection de tout le monde, de quelque groupe religieux qu'il soit, c'est faire preuve de justice que de manger son prochain. "

Chacun peut, à sa guise, choisir l'acte le plus abject, le déclarer juste parce qu'on est convaincu qu'il est juste, et considérer que c'est faire œuvre de justice que de le perpétrer.

Ainsi, le meurtre des Palestiniens, hommes, femmes, enfants, la destruction de leurs biens, leur expulsion, et tous les actes dont ils sont victimes journalièrement, si violents soient -ils et si inacceptables pour le commun des hommes soient-elles, deviendraient des actes de simple justice, parce que le projet sioniste au nom duquel ces crimes sont commis, serait juste. Pas besoin de s'attarder à prendre action par action et à la mesurer à l'aune de règles morales considérées comme universelles ! Appel à une tuerie généralisée à Gaza : simple appel à l'application de la justice version sioniste !

Donc, lorsque Mme Shaked, ingénieur en électricité et informatrice, actuellement coordinatrice du Likud, le parti de Netanyahu, et ancienne directrice de son cabinet, appelle les forces militaires israéliennes à tuer tous les Palestiniens de Gaza, appel qui, d'ailleurs, suivant le principe moral de Jabotinsky, ne devrait soulever aucune indignation, car il n'aurait rien de condamnable moralement, vu qu'il n'y aurait rien d'injuste à ce projet en cours et en pleine harmonie avec l'entreprise sioniste, projet d'autant plus réaliste et réalisable qu'elle ne parle pas en l'air, car elle est membre du cercle intérieur du pouvoir en Israël.

Voici ce qu'elle proclame, afin que nul n'en ignore, déclaration qui est en ligne droite de la logique morale de Jabotinsky, le maître à penser du Likud:

" Les soldats ennemis se cachent parmi la population, et ce n'est que grâce à son soutien qu'ils peuvent combattre. Derrière chaque terroriste se tiennent des dizaines d'hommes et de femmes, sans lesquels il ne peut pas être engagé dans le terrorisme. Les acteurs de cette guerre sont ceux qui incitent dans les mosquées, qui écrivent les programmes meurtriers pour les écoles, qui donnent des abris, qui fournissent les véhicules, et tous ceux qui honorent les terroristes et leurs donnent leur soutien moral. Ce sont tous des combattants ennemis et leurs sang doit être versé sur leurs propres têtes. Maintenant, celui inclut les mères des martyrs, qui envoient leurs enfants en enfer avec des fleurs et des baisers. Elles doivent suivre leurs fils, et rien n'est plus juste que cela. Elles doivent être éliminées, comme doivent être détruites les maisons dans lesquelles elles ont élevé leurs serpents d'enfants. Sinon, plus de petits serpents seront élevés dans ces lieux. "

En conclusion

Au vu de la position politique éminente de cette haute responsable israélienne, cette déclaration ne doit pas être considérée comme l'expression d'une haine stérile, cependant impuissante à aller jusqu'au bout de sa logique génocidaire, mais comme une déclaration politique dont la mise en œuvre est actuellement en cours à Gaza. Et, on ne saurait trop insister sur ce point, ce programme politique d'élimination physique des Palestiniens, quel que soit leur âge ou leur sexe, est en totale cohérence avec la définition de la justice, version sioniste, qu'a proclamée Jabotinsky en 1923.

Pour cette politicienne, comme pour Netanyahu, tout comme pour Goebbels à l'égard des Juifs allemands, la pitié n'a pas sa place quand les Sionistes traitent avec les Palestiniens, qui, en se faisant tuer, n'auraient pour autre objectif que de pousser leurs propres ennemis à prendre pitié d'eux, une simple " ruse " faisant appel aux sentiments de sympathie de ces bons cœurs que seraient, dans le fonds les " gentils Israéliens, " tout comme les " bons " Allemands étaient poussés par les Juifs à ressentir de la pitié pour eux.

Suivant Netanyahu, comme suivant cette femme politique éminente, les Palestiniens doivent être considérés, non comme des victimes, mais comme des criminels qui osent braver la justice sioniste, car tous les crimes que commet Israël sont justes, vu que, comme l'a affirmé Jabotinsky, le Sionisme au nom duquel ces crimes sont commis, serait ab initio juste. Peu importe ce que pense la communauté internationale !

Le Sionisme a sa propre définition de la justice ; et il est décidé à l'appliquer quelles que soient les objections morales ou légales que ceux qui estiment que cette conception est le comble de l'injustice pourraient soulever ou soulever.

Et finalement, suivant le raisonnement de Jabotinsky, totalement accepté par les dirigeants sionistes actuels, - et mis en œuvre à Gaza et partout sur le territoire palestinien, - puisque le Sionisme serait, par définition, juste, donc le Génocide du peuple palestinien serait un acte de justice incontestable!

la **Chronique**
de Paris

Par Pierre Morville



L'Europe en panne



Les contraintes européennes ne sont pas étrangères à l'actuelle crise politique française

Il est assez étonnant d'entendre un ministre de l'économie expliquait que la politique qu'il dirige depuis plusieurs, est mois nulle et dangereuse ! Les Français qui ont entendu Arnaud Montebourg expliquer les raisons de son départ du gouvernement présidé par François Hollande, en sont restés un peu pantois.

Bon orateur, volontiers " fort en gueule " mais souvent très " charmeur ", Arnaud Montebourg a su garder de son passé professionnel d'avocat, un bon usage de la plaidoirie, y compris pour sa propre défense, une dialectique redoutable doublée d'une forte conviction pour toute thèse qu'il défend, même s'il en change. Il est en tous cas assez habile pour avoir compris que les propos qu'il distillait dans ses interviews ces derniers jours ne pouvait qu'amener une crise gouvernementale, débouchant sur la démission du premier ministre Manuel Valls, et la nomination d'un nouveau gouvernement. Celui-ci a été désigné toujours sous l'autorité de Valls, mais sans la participation d'Arnaud Montebourg et d'autres ministres de la gauche du parti socialiste, ni celle des écologistes. Et une bonne partie des élus et députés de la gauche ménagent de moins en moins leurs critiques ouvertes ou voilées, rejoints par de nombreux responsables syndicaux.

Le divorce s'est amorcé en début d'année avec le tournant donné par François Hollande à la politique économique du pays, avec le nouveau " Pacte de responsabilité " qui accéléra la politique antérieure. Celle-ci visait déjà à dynamiser une " politique de l'offre ", c'est-à-dire réduire fortement les dépenses de l'état et de la protection sociale, accroître la fiscalité des particuliers et favoriser au plus les capacités des entreprises à investir. Du coup, les contribuables ont vu leur feuille d'impôt s'allonger, les fonctionnaires, leurs salaires bloqués pour cinq ans, mais surtout les entreprises, notamment les petites, ont eu un mal croissant à écouler leurs produits, faute d'acheteurs, les consommateurs étant devenu très prudents. Du coup, le chômage repart en forte hausse... Le taux de production étant devenue quasiment nul depuis plusieurs mois, combiné avec une inflation elle-même réduite quasi à zéro et c'est la menace tant redoutée par les économistes d'une déflation, spirale négative dont on ne sait jamais bien comment en sortir...

François Hollande conscient des difficultés de ses administrés réaffirme néanmoins garder le cap de la rigueur, voire même le renforcer, plaidant qu'il faut laisser " du temps au temps ", le temps tout au moins que sa politique donne des fruits positifs. Le président de la République française qui bat chaque mois des records d'impopularité (aujourd'hui, 17% des français sont contents de lui), a appris au début du mois d'août une autre mauvaise nouvelle : dans les entreprises françaises, le niveau des dividendes, c'est-à-dire l'argent distribué aux actionnaires avait en un an augmenté de 30% alors que l'investissement avait reculé ! En clair, les mesures notamment fiscales, favorables aux entreprises, qu'il avait ordonnées, ne servaient pas celles-ci à dynamiser leurs activités mais gonflaient massivement " les poches des capitalistes ". Un comble pour un président de gauche !

Les pressions de l'UE

Dans les 1ers sondages d'avant-hier, 8 Français sur 10 pensait que le nouveau gouvernement Valls ne serait ni efficace, ni juste. Pourquoi François Hollande maintient-il cette orientation politique qui fait surgir un flot croissant de mécontents ? Par conviction, tout d'abord. Il fait partie d'une génération de responsables politiques qui ont pris conscience que l'état français dépendait en général beaucoup plus qu'il ne percevait. Il a fait ses premières armes politiques sous Mitterrand lorsque celui-ci, après avoir beaucoup flambé, lançait son célèbre " programme de rigueur ". Ce qui ne l'avait pas empêché à l'époque, de se faire réélire. Plus social-libéral que socialiste, François Hollande se méfie également de l'interventionnisme étatique en matière d'économie. Mais si le président français maintient coute que coute sa politique actuelle, c'est en grande partie parce qu'il y est contraint. Non pas par l'opposition de droite : celle-ci, aujourd'hui très divisée par des querelles de chefs, menait sous Sarkozy une politique à peu près similaire. Mais c'est la Commission européenne qui impose sa pression. En quittant le gouvernement, Arnaud Montebourg a réaffirmé avec force que la politique d'austérité imposée par l'Union européenne était responsable de la prolongation de la crise en France, articulant sa démonstration sur de fortes affirmations pour grande partie, justes. La planète a subi à partir de 2008, une crise sans précédent depuis celle 1929 mais tout le monde est sorti de cette crise sauf l'Europe. En accusation pour l'ancien ministre de l'économie, les diktats unilatéraux de la Commission européenne qui impose aux Etats-membres de l'UE des politiques économiques centrés trop uniquement sur la gestion par des politiques d'austérité et de réduction rapide de la dette publique et privée, coûteuses socialement : la compression des coûts salariaux et des prix, la forte réduction des dépenses publiques peuvent entraîner des hausses de productivité mais ne réalise pas de véritable relance de l'économie. Ces pratiques sont très pénalisantes en matière de croissance et d'emploi, et seraient, selon Montebourg, la cause de la prolongation de la crise en Europe, faute de reprise de la consommation. Facteur aggravant, l'existence d'une monnaie commune : en adoptant l'Euro, les états européens se sont privés d'un outil d'assouplissement des difficultés, le contrôle des changes et la dévaluation. Le fait est que de toutes les grandes monnaies internationales, l'Euro est surévalué alors que le dollar, le Yen, le Yuan et même le rouble sont notablement sous-évalués. D'où des problèmes à l'exportation...

l'exportation, notamment dans le reste de l'Europe et une présence active des capitaux allemands sur les marchés internationaux. Des atouts que ne possèdent pas nécessairement les 27 autres pays membres de l'Union européenne. Mais il n'est pas question de faire changer d'opinion madame Angela Merkel. Au cours de l'été, François Hollande avait plaidé pour un assouplissement des règles, notamment concernant les contraintes d'assouplissement des déficits budgétaires imposées par l'UE : la " Dame de fer " allemande lui avait sèchement adressé une fin de non-recevoir. Forte de sa réussite, l'Allemagne qui est également en grande partie le banquier de l'Europe, impose donc ses règles. François Hollande n'aurait donc que peu de marges de manœuvre. Mais il a peut-être trop vite cédé à l'intransigeance d'Angela Merkel. D'autres pays comme l'Italie ou la Belgique, commencent à renauder contre les pressions de Bonn. Des organismes internationaux peu suspects d'interventionnisme laxiste et socialisant comme le FMI et l'OCDE ont dès 2013, mis en garde les états européens contre une austérité excessive. Mieux, la Commission européenne elle-même déclarait en avril 2013 que " l'austérité avait atteint ses limites ". Et même en Allemagne, les milieux économiques s'inquiètent de la raréfaction des débouchés en Europe pour les produits allemands d'exportation, ce qui expliquerait l'actuel coup de froid de l'économie allemande. Mais rien n'y fait, Merkel ne changera rien...

Intransigeance allemande

L'Allemagne sert ses intérêts personnels, pas ceux de l'Europe " martèle Montebourg. L'Allemagne en acceptant la création d'une monnaie commune, avait fortement insisté pour donner des règles rigides à la politique économique qui devait être menée dans l'UE. Celle-ci repose nécessairement sur l'équilibre budgétaire, le refus de la dépréciation de l'Euro et du financement monétaire des déficits publics, une grande rigueur salariale, une banque centrale à l'image de la Bundesbank, autonome des pouvoirs politiques et construit essentiellement pour limiter au maximum l'inflation, alors que celle-ci comme la dévaluation, peut être une roue de secours très utile, et vient cruellement à manquer à l'heure où l'on rentre en déflation...

Le tournant vers l'austérité en Allemagne a été imposé par un socialiste, le Chancelier Schroeder et fut couronné de succès. Mais la réussite de ces recettes tient également aux particularités allemandes : une industrie forte, une main d'œuvre qualifiée, un chômage faible (notamment dû à une très faible démographie), de grandes capacités à

une décennie plus tard, que 31% à exprimer le même sentiment. Parmi les plus sceptiques, les jeunes et les ouvriers, 5 fois plus nombreux que les cadres. Dans l'atmosphère de crise généralisée, l'Union européenne suscite du désintérêt, voire de l'hostilité, notamment vis-à-vis des instances européennes : l'Europe est perçue comme un problème et non plus comme une solution.

C'est l'heure des désillusions : la croissance est plus faible en Europe que dans le reste du monde (+1% en 2014), elle se désindustrialise (la part de celle-ci dans le PIB est passé de 20% à 15% en vingt ans), la situation des PME s'y détériore. Le chômage est général : 12% dans la zone et de plus de 40% pour les moins de 25 ans dans les pays du sud de l'Europe. Plus généralement, les écarts structurels entre les pays du nord (plus riches) et ceux du sud de l'Europe (plus pauvres) s'accroissent. L'ensemble est géré par des institutions politiques éloignées des citoyens européens et souvent très opaques. Mis à part le Parlement européen, élu mais disposant de pouvoirs limités, les vraies instances de décisions sont le Conseil européen (où s'effectuent les tractations entre pays), la Commission européenne, le pouvoir réellement exécutif, et la Banque centrale européenne. Ces instances ne sont pas élues et ne rendent des comptes à personne et surtout pas aux citoyens européens. Tout cela a généré une forte technocratie peu soucieuse d'expliquer ses décisions. Or, celles-ci modifient de plus en plus la vie quotidienne des citoyens européens : des myriades de normes, règles, directives... s'appliquent ainsi uniformément dans les 28 pays alors que ceux-ci connaissent de profonds écarts de richesse mais vivent surtout dans des cultures très différentes. " L'harmonisation " des règles communes aboutit souvent à des régressions pour les pays les moins avancés et les populations les plus vulnérables. Cette prodigieuse activité normative qui régule la moindre activité européenne est de surcroît initiée et définie par des " lobbies " privés économiques et financiers particulièrement actifs tant à Bruxelles qu'à Strasbourg, ville du Parlement, à Francfort, siège de la BCE, qu'au Luxembourg où agit la Cour européenne de justice. Mais surtout dans une Europe à faible démographie, vieillissante (l'Europe ? 7% de la population mondiale, 20% du PIB mondial, 50% des dépenses sociales), l'Union des 28 pays ne constitue pas une " puissance " ni sur le plan militaire, politique ni même sur le plan technologique et culturel.

Désillusion européenne

Dans cette période de célébrations et de cérémonies accompagnant le centenaire de la guerre de 1914 et le cinquantenaire du débarquement et de la libération de Paris, on aurait pu craindre une remontée de " l'anti-germanisme primaire ". Il n'en fut heureusement rien. C'est l'un des bons côtés de l'Europe : après plusieurs et sanglants conflits mondiaux, les principaux états européens ont définitivement décidés de ne pas résoudre leurs conflits à coups de chars et de canons. En revanche, l'Union européenne n'est plus une idée qui enchante. David Cameron, le 1er Ministre anglais a même promis aux Anglais un référendum fin 2015 sur un sujet brûlant : le maintien ou non de l'Angleterre dans l'Union européenne. L'UKIP, le parti europhobe anglais a réussi à glaner 29% des voix lors des dernières élections européennes. Plus généralement, les formations " europhobes " pèsent aujourd'hui 20% des 780 parlementaires européens élus en mai 2014 dans un climat profond d'euroscpticisme. En 2003, l'Europe apparaissait comme une " source d'espoir " pour 61% des Français, ils n'étaient plus,

une décennie plus tard, que 31% à exprimer le même sentiment. Parmi les plus sceptiques, les jeunes et les ouvriers, 5 fois plus nombreux que les cadres. Dans l'atmosphère de crise généralisée, l'Union européenne suscite du désintérêt, voire de l'hostilité, notamment vis-à-vis des instances européennes : l'Europe est perçue comme un problème et non plus comme une solution.

C'est l'heure des désillusions : la croissance est plus faible en Europe que dans le reste du monde (+1% en 2014), elle se désindustrialise (la part de celle-ci dans le PIB est passé de 20% à 15% en vingt ans), la situation des PME s'y détériore. Le chômage est général : 12% dans la zone et de plus de 40% pour les moins de 25 ans dans les pays du sud de l'Europe. Plus généralement, les écarts structurels entre les pays du nord (plus riches) et ceux du sud de l'Europe (plus pauvres) s'accroissent.

L'ensemble est géré par des institutions politiques éloignées des citoyens européens et souvent très opaques. Mis à part le Parlement européen, élu mais disposant de pouvoirs limités, les vraies instances de décisions sont le Conseil européen (où s'effectuent les tractations entre pays), la Commission européenne, le pouvoir réellement exécutif, et la Banque centrale européenne. Ces instances ne sont pas élues et ne rendent des comptes à personne et surtout pas aux citoyens européens. Tout cela a généré une forte technocratie peu soucieuse d'expliquer ses décisions.

Or, celles-ci modifient de plus en plus la vie quotidienne des citoyens européens : des myriades de normes, règles, directives... s'appliquent ainsi uniformément dans les 28 pays alors que ceux-ci connaissent de profonds écarts de richesse mais vivent surtout dans des cultures très différentes. " L'harmonisation " des règles communes aboutit souvent à des régressions pour les pays les moins avancés et les populations les plus vulnérables. Cette prodigieuse activité normative qui régule la moindre activité européenne est de surcroît initiée et définie par des " lobbies " privés économiques et financiers particulièrement actifs tant à Bruxelles qu'à Strasbourg, ville du Parlement, à Francfort, siège de la BCE, qu'au Luxembourg où agit la Cour européenne de justice. Mais surtout dans une Europe à faible démographie, vieillissante (l'Europe ? 7% de la population mondiale, 20% du PIB mondial, 50% des dépenses sociales), l'Union des 28 pays ne constitue pas une " puissance " ni sur le plan militaire, politique ni même sur le plan technologique et culturel.

(Seconde partie : les mystères de la " politique étrangère " européenne)

Transports : l'impasse

La hausse des tarifs de certains moyens de transport comme les taxis et les microbus a donné lieu à des frictions entre les usagers et les chauffeurs. Au-delà, c'est l'absence de politique étatique pour développer le secteur des transports qui est en cause

AL-Ahram Hebdo

Tension dans les rues d'Egypte. Depuis plus d'une semaine, des frictions ont régulièrement lieu entre les chauffeurs de taxis ou de microbus et les usagers. Motif : la hausse subite des tarifs, due à l'augmentation des prix du carburant. La décision prise par le gouvernement remonte au 5 juillet. Le prix de l'octane 80, le carburant le plus utilisé par les chauffeurs de taxi et de microbus, passe de 90 à 160 piastres, soit une hausse de 78 %. Le prix du diesel utilisé le plus souvent par les camions passe, lui, de 110 à 180 piastres (plus 64 %). Le gaz naturel utilisé par beaucoup de taxis augmente de 40 à 110 piastres (plus 175 %). L'essence 95 utilisée pour les véhicules les plus modernes et les plus chers passe de 585 à 625 piastres, soit une hausse de 7 %. Quant à l'essence 92, son prix passe de 185 à 260 piastres.

Le secteur des transports est le premier à payer les frais de cette hausse des prix du carburant. Suite à cette hausse, le gouvernement a augmenté de 10 % les tarifs des microbus, et promis de ne pas augmenter les tarifs des moyens de transport public, comme le métro et les superjets.

Cependant, la plupart des chauffeurs de microbus ne respectent pas les nouveaux tarifs. Certains ont augmenté de 100 % leurs tarifs. D'autres, jugeant insuffisante l'augmentation officielle, ont refusé de travailler en guise de protestation. A Guiza, Qalioubiya, Alexandrie, Suez, Ismaïliya, Ménoufiya, Béheira, Charqiya, Kafr Al-Cheikh, Béni-Souef et Port-Saïd, il y a eu des frictions entre les chauffeurs et les usagers. Ces derniers à leur tour se sont mis à protester.

Il est midi, la station de microbus d'Ahmad Helmy, à proximité de la place Ramsès, au Caire. Les scènes de colère et les disputes sont quasi quotidiennes. Les microbus font la liaison entre Tahrir et les quartiers de Haram, Madinet Nasr, et la cité du 6 Octobre. La station est pleine à craquer. Plusieurs dizaines de mi-

crobus sont stationnés. Les chauffeurs sont assis à côté de leurs véhicules, moteurs éteints, et refusent de démarrer. Ils veulent le double du tarif. Mais les usagers ne veulent pas payer plus que le tarif officiel. «Mon microbus me rapporte 200 L.E. environ par jour. Le tarif officiel est injuste. Nous voulons le double, car nous aussi nous avons besoin d'augmenter nos revenus. Nous sommes déjà accablés par la pénurie de l'essence 80», lance Hamdi Al-Sayed, chauffeur de microbus. Avis partagé par Nour Mostafa, un autre chauffeur. «Avant, je faisais deux fois le plein par jour pour 50 L.E. et aujourd'hui, je fais le plein une seule fois à 50 L.E. Dans de telles conditions, mieux vaut ne pas travailler», dit-il.

Face à la grogne des usagers, certains chauffeurs acceptent de les prendre à condition de faire seulement la moitié du trajet ! «Certains chauffeurs ont accepté de nous prendre mais à un certain nombre de conditions. Ce sont eux qui décident de l'itinéraire à prendre. Ils utilisent des raccourcis pour éviter les embouteillages. Certains déposent les passagers à mi-chemin», dénonce Magda Ibrahim, fonctionnaire, qui doit faire un long trajet à pied pour rentrer chez elle. Cette situation suscite bien évidemment la colère de nombreux citoyens. «Pour me rendre à Haram, je suis obligée de prendre deux microbus au lieu d'un. C'est du temps perdu et de l'argent», lance Imane, fonctionnaire.

Selon les chiffres de l'Administration centrale de la circulation, 80 000 microbus qui parcourent chaque jour les rues du Grand-Caire transportent environ 2,5 millions de citoyens. Seulement 25 % des chauffeurs de microbus respectent le tarif officiel, selon l'Organisme central de mobilisation et des statistiques.

UNE MAIN DE FER

Côté gouvernemental, le ministère de l'Intérieur a annoncé des «mesures strictes» pour contrôler les chauffeurs de microbus. Des agents de police sont présents dans les stations de microbus pour obliger les chauffeurs à respecter le nouveau



tarif. Les chauffeurs qui ne respectent pas ces tarifs encouront une amende de 500 L.E. et le retrait de leurs permis de conduire. Ces mesures n'ont pas soulagé les citoyens. «Je paie 60 L.E. au lieu de 40 L.E. pour aller à Minya. Un trajet que je dois faire chaque semaine pour rendre visite à ma mère qui est malade. Avec la hausse des tarifs dans les transports, je ne pourrai rendre visite à ma mère qu'une fois par mois. Les dépenses mensuelles de transport sont devenues vraiment un lourd fardeau à assumer», s'insurge Bakr Ali, ouvrier dans une usine de textile à la ville d'Al-Obour, qui touche un salaire de 850 L.E. par mois. «Comme d'habitude, c'est le citoyen qui paie la facture», dit-il. Selon une étude effectuée par l'Organisme central des statistiques, les citoyens paieront en moyenne entre 5 et 7 % en plus pour les transports après la hausse des prix du carburant.

UN PROBLÈME QUI PERSISTE

Cette hausse des prix du carburant est la plus importante que l'Egypte ait connue en 36 ans. Le président Abdel-Fattah Al-Sissi a déclaré que la hausse des prix du carburant, de l'électricité et des taxes sur le tabac et l'alcool est «une mesure nécessaire» pour restructurer l'économie. De son côté, le premier ministre Ibrahim Mahlab a appelé les Egyptiens à «comprendre les défis actuels et

soutenir le gouvernement». Pour aider à surmonter la crise, l'armée a engagé un certain nombre d'autobus pour transporter les citoyens, notamment à Guiza. Les autobus des Forces armées avaient également sillonné les rues du Caire en février dernier, lors de la grève des conducteurs des autobus publics. «L'intervention de l'armée pour régler les problèmes est un signe clair de la défaillance du système gouvernemental. Le gouvernement doit mettre en place une politique de transport plus efficace», avance Hozein Ahmad, professeur d'ingénierie des routes et de la circulation, à l'Université du Caire. Et d'ajouter : «Le secteur des transports souffre depuis des décennies d'une grande défaillance».

Quelle est la solution ? «L'Etat n'a d'autre solution que de développer le secteur des transports en commun pour fournir au citoyen un service de transport de qualité et bon marché», explique Ossama Oqeil, expert en matière de transport. Or, le secteur des transports publics est délabré et souffre d'un énorme déficit. Pour solutionner le problème des transports, l'Etat a autorisé les microbus à la fin des années 1980, mais ces derniers sont livrés à l'anarchie, loin de tout contrôle de l'Etat. Des minibuses et des bus climatisés (CTA) ont aussi été créés, mais sans grand succès. «La plupart des problèmes dans ce secteur sont dus au

fait qu'il n'y a pas de politique claire pour les transports publics en Egypte. Depuis la fin des années 1980, on assiste à un désengagement de l'Etat», ajoute Ossama Oqeil. Le toctoc, un moyen de transport très bon marché qui sillonne déjà les quartiers populaires, aurait pu offrir une solution. Mais à l'origine d'une grande anarchie, celui-ci fait l'objet d'une interdiction d'importation.

Le gouvernement a déclaré deux jours après la hausse des prix du carburant et la grève des chauffeurs de microbus, avoir consacré 1,4 milliard de L.E. aux transports en commun. Et 1 000 bus supplémentaires seront mis en service. 1 300 autres offerts par les Emirats arabes unis seront aussi mis en circulation, dont 600 sillonnent déjà les rues du Caire.

«Il faut voir comment fonctionnent les transports dans les autres pays. Le monde entier a modernisé ses moyens de transport public, au point que dans certains pays, les citoyens ont décidé eux-mêmes de laisser leurs voitures privées et d'utiliser les transports en commun. Ceci va d'une part réduire la consommation de carburant, et d'autre part, réduire les embouteillages», rétorque Oqeil.

Les responsables du ministère des transports se contentent d'annoncer qu'une «commission sera formée pour étudier le problème avec les ministères concernés : les Transports, l'Intérieur et la Coopération internationale».

États-unis : Ferguson ou la terrible réalité de l'Amérique noire

Courrier international

Les événements dans la petite ville du Missouri ne sont qu'un aperçu de ce que vivent de nombreux Noirs aux Etats-Unis. D'après ce jeune journaliste, il est temps de ne plus fuir la société américaine telle qu'elle s'est constituée.

souri, arrive tous les jours dans l'Amérique noire. Et c'est éreintant.

VOTRE VIE EST EN DANGER

Chaque cas vous rappelle que votre vie est en danger. Vous voulez fuir. Mais c'est impossible. Alors vous essayez de vous déconnecter. Mais vous échouez, et chaque tentative que vous faites pour vous soustraire à votre réalité vous épuise encore plus. Ceux qui ne sont pas forcés de subir ce type d'univers chaque jour n'ont pas à lutter contre cette fatigue. J'avoue que c'est un avantage que je leur envie parfois.

Quant au reste d'entre nous, ce qui s'est passé entre les autorités, les habitants de Ferguson et la presse le 13 août sert de nous rappeler qu'il y a une vie à laquelle nous ne pouvons échapper. Nous restons inextricablement connectés au monde qui nous terrorise. Nous sommes dans l'impossibilité de nous arracher à ceux qui écumant vilainement nos quartiers et veulent nous empêcher de travailler.

Oui, admettre ce fait demande aussi d'admettre une réalité douloureuse : que la société est soudée par une entente sacrée entre l'opprimé et l'opresseur. Nous naissons dans le même monde, dans la même cage, faits à l'image l'un de l'autre.

La relation de l'Amérique noire avec son oppresseur, l'Amérique, a forgé son identité. Pour qu'une Amérique noire sans oppression puisse exister, il faudrait créer une Amérique noire à part, où nous ne figurerions pas et que nous ne reconnaitrions pas. De même, une Amérique sans oppression ne serait pas l'Amérique non plus.

Tel est notre fardeau. Notre humanité dépend uniquement de l'acceptation de ce que nous sommes. Et c'est une chose que j'apprends à ne pas fuir, ce qui est pour le moins violent et pénible. Mais je ne suis pas certain qu'il existe un endroit plus sûr dans cette cage.

Le soir du 13 août, j'ai dit à une collègue que je disparaissais d'Internet parce que le poids du meurtre de Michael Brown était devenu insupportable. "Je n'en peux plus, je me déconnecte pendant quelques jours", lui ai-je dit.

Mon moral n'a cessé de baisser depuis le 9 août, jour où Michael Brown un garçon de 18 ans sans histoires qui venait d'obtenir son diplôme de fin de lycée et devait entrer à l'université la semaine dernière, a été exécuté par un policier. Selon les témoins, Michael Brown avait les mains en l'air et suppliait qu'on le laisse en vie lorsqu'il a été achevé de "plusieurs balles". Depuis, j'ai vu un nombre sans fin de vidéos des manifestations organisées dans tout Ferguson par des habitants indignés exigeant des réponses. J'ai écouté la mère de Michael Brown essayer de dire sa perte avec des mots. J'ai vu les vidéos Vine et suivi les tweets, mises à jour de profils, messages postés dans les blogs et photos Instagram jusqu'à saturation.

J'ai également lu les articles sur les Noirs sans armes qui ont été abattus par des policiers – le premier dans un supermarché Walmart dans l'Ohio parce qu'il avait un pistolet-jouet dans la main, le deuxième à Los Angeles lors d'une "interpellation" alors qu'il obéissait à l'ordre qui lui avait été donné de se coucher par terre. La liquidation physique de personnes noires ou de couleur peut être très pénible. Alors je me suis dit qu'éteindre mes appareils électroniques pour préserver ma santé mentale n'était pas une mauvaise idée.

DES POLICIERS QUI AGRESSENT, BRUTALISENT, SE MOQUENT...

Mais je n'ai pas pu rester loin de la Toile bien longtemps. Je n'ai pas tenu parole. Je me



suis reconnecté, seulement pour découvrir un ami journaliste au beau milieu d'un siège. Il avait été envoyé à Saint-Louis pour couvrir les conséquences du meurtre de Michael Brown (dont les manifestations), et la police essayait de lui faire comprendre par la force qu'il ne pouvait pas faire son travail. Des policiers étaient en train de lancer des grenades lacrymogènes et de tirer des balles en caoutchouc dans sa direction. Bref, sa vie était en danger.

Non loin de lui, Wesley Lowery, du Washington Post, et Ryan J. Reilly, du Huffington Post étaient arrêtés et agressés par des policiers en treillis armés jusqu'aux dents. Après leur libération, ils ont été interviewés par Christopher Hayes, de la MSNBC, qui leur a demandé ce qui s'était passé. Ils avaient l'air effarés, surtout Lowery : "Si c'est ainsi qu'ils traitent des journalistes accrédités, imaginez

comment ils peuvent traiter un jeune noir de 24 ans de Ferguson", a-t-il déclaré. Le fait est que nous n'avons pas besoin d'imaginer comment la police traite les Noirs. C'est là, sous nos yeux. Des personnes reçoivent l'ordre de se disperser mais se retrouvent coincées par des policiers qui ont barré tous les chemins possibles vers leur domicile. Des personnes interpellées sans raison – et qui obéissent aux instructions des agents – sont brutalisées si elles s'opposent à leur arrestation. Des policiers agressent "accidentellement" des "contrevenants" et se moquent ensuite de leurs blessures. Des policiers mettent le feu à des logements et braquent leur pistolet sur la tête des habitants. Des policiers terrorisent des citoyens qui ont formé un attroupement. Il n'y a là rien de nouveau. Rien qui sorte de l'ordinaire. Ce qui arrive aujourd'hui à Ferguson, Mis-

Guerre des milices : la Libye s'enfonce dans la «somalisation»

Rue89

Les combats menés actuellement entre milices à l'Ouest et à l'Est radicalisent en fait cette «somalisation». Lors de l'intervention des Occidentaux, et notamment de la France, beaucoup d'éléments ont été sous-estimés.

LES DJIHADISTES

Les djihadistes, par exemple. Ces derniers étaient farouchement combattus par Mouammar Kadhafi qui a été le premier à lancer un mandat d'arrêt international contre Ben Laden en 1995, le qualifiant de «dangereux».

CHRONOLOGIE

- 15-16 février 2011 : Emeutes dans la ville de Benghazi.
- 27 février 2011 : Formation par les opposants d'un Conseil national de la transition (CNT).
- 19 mars 2011 : Début des frappes aériennes de la coalition internationale contre les forces pro-Kadhafi.
- 20 octobre 2011 : Mort du colonel Mouammar Kadhafi.

Lors de la révolution de février 2011, leurs cellules ont été réactivées. Les cellules Aqmi au Mali ont en effet apporté leur soutien notamment à des hommes comme Abdelhakim Belhaj, ex-Al Qaeda.

Elles ont été réactivées également pendant l'intervention française au Mali. Beaucoup de djihadistes ont trouvé refuge au Mali. C'est le cas du chef djihadiste algérien Mokhtar Belmokhtar, qui a mené la sanglante prise d'otages en Algérie en 2013.

Sa tête a été mise à prix par Washington, et il s'est retiré en Libye d'où il entend contrôler le Sahel.

À l'Est, des djihadistes arrivent de Syrie en renfort pour combattre le général Khalifa Aboukassim Haftar, un ancien officier supérieur sous Kadhafi puis exilé, qui mène actuellement une lutte contre les islamistes à Benghazi.

LES MILICES

Ont été également sous-estimées les milices. Celles-ci se sont constituées en dehors du contrôle de Kadhafi, sous l'embargo très difficile des années 90 imposé par les occidentaux. Il les appelait «kalb Adallah», «les chiens hors de tout contrôle».

Aujourd'hui, elles explosent complètement. Ce qui explique d'ailleurs la grande difficulté à les déraciner. Tirant leur origine d'avant la révolution, elles ne sont en aucune façon des éléments post-«révolutionnaires», nés spontanément lors de la révolte.

Leur phénomène s'est tout sim-



Depuis la fin de la révolution libyenne, en 2011, les milices se sont constituées en plusieurs régions militaires (au nombre de sept), instituant une «somalisation» du pays : elles se sont réparties le territoire libyen sans qu'un pouvoir central ne puisse désormais les contrôler.

plement amplifié, notamment avec le chômage et la faiblesse de l'Etat. Aujourd'hui, elles font la loi sur sept régions, «somalisant» ainsi la Libye.

COMMENT LES MILICES ONT-ELLES PRIS DE L'INFLUENCE ?

À défaut d'avoir une armée ou une police, Mustafa Abdel Jalil, qui était à la tête du Conseil national de transition (CNT) a, dès 2011, attribué très rapidement, contre un salaire, la sécurité de certains édifices publics ou des installations pétrolières à des miliciens qui ont revendiqué la paternité de la révolution. Ce fut une erreur fondamentale.

À Tripoli par exemple, la sécurité de la capitale a été tout d'abord remise entre les mains des milices de Abdelhakim Belhadj. Ce qui a provoqué une surenchère de la part des autres milices qui ont revendiqué elles aussi leur droit et des salaires pour assurer à leur tour la sécurité sur les autres édifices.

- Belhadj a donc occupé, et encore actuellement, par exemple, l'aéroport de Mitiga et la base navale de Tripoli.
- Les milices de Zentan (ville du nord-ouest de la Libye) ont occupé jusqu'en novembre 2013 l'autre aéroport de Tripoli.
- Quant aux milices de Misrata (ville située à 200 km à l'est de Tripoli), celles-ci ont occupé d'autres édifices et quartiers.

Jusqu'en novembre 2013, les milices avaient trouvé un consensus qui leur avait permis de respecter réciproquement leur territoire. Mais cela a fini par dégénérer.

Les milices de Misrata qui pourtant étaient les «alliées» des milices islamistes de Belhadj ont cassé leur alliance pour s'accaparer de la base navale de Tripoli qu'il contrôlait, faisant des morts et des dommages collatéraux au sein de la population civile.

À la suite de cet événement, la population civile a manifesté dans les rues pour demander le départ des milices. Cela s'est soldé par près de 50 morts et environ 500 blessés. Et par le départ des milices de Misrata et de Zentan hors de Tripoli.

Si la plupart des milices de Zentan qui occupaient Tripoli sont bien retournées dans leur ville, d'autres sont en fait restées aux abords de Tripoli attendant le moment propice pour récupérer l'aéroport de Tripoli qu'elles détenaient auparavant.

L'offensive du général Haftar à l'Est, qui combat actuellement les islamistes-djihadistes, leur en a donné l'occasion. Ces milices, qui soutiennent Haftar mais qui, pour l'instant, ne sont pas ralliées militairement à lui, ont profité du chaos pour se repositionner sur la route de l'aéroport afin de le récupérer.

Le président du Parlement a alors demandé, au nom de la défense de capitale, le retour à Tripoli des milices

de Misrata qui, rappelons-le, n'avaient pas hésité à tirer sur la foule.

L'ERREUR DES POLITIQUES LIBYENS

Autre erreur : les politiques ont utilisé depuis le début les milices, à défaut d'avoir une vraie armée, pour régler des foyers de tension.

Cela a commencé avec Beni Walid [ville du district de Misrata, l'un des derniers bastions kadhafistes, ndr]. Le gouvernement a ainsi utilisé les milices de Misrata pour aller combattre les supposés «pro-Kadhafistes» à Beni Walid. Résultat : les milices de Misrata ont été renforcées.

Les milices ont, par ailleurs, été utilisées contre monnaie sonnante et trébuchante dans le Sud, pour certains conflits tribaux, notamment entre la tribu des Ouled Souleiman et les Toubous.

Et par Ali Zeidane, Premier ministre jusqu'en mars dernier, et par l'ex-président du Parlement, Nouri Abousahmein, qui n'ont pas hésité à permettre la constitution d'une alliance de milices, durant l'été 2013, pour bouter la milice de Zentan hors de Tripoli. Ces milices ont été grassement payées pour cela.

Aujourd'hui, avec les combats de l'aéroport de Tripoli, on assiste à un remake. Les milices de Misrata sont revenues à Tripoli car on a fait appel à elles !

D'autres politiques ont par ailleurs leur propre milice ou sont soutenus

par des milices. Tout ceci a contribué à renforcer l'influence des milices.

Si différentes stratégies ont bien été mises en place pour que les milices intègrent normalement l'armée, elles ont hélas toutes échoué. Les milices qui ont intégré majoritairement l'armée l'ont fait en gardant leur propre chef et leurs armes ne voulant en aucun cas obéir à l'Etat-major.

QUE VEULENT CES MILICES ?

Elles veulent avoir une influence politique depuis le début. Comme elles gardent certains ministères, elles ont une emprise sur les politiques ou les députés.

Cela est d'autant plus facile que certains députés ont leur propre milice ou en connexion avec certains d'entre elles ! Lors du vote de la loi d'isolation, qui interdit - mais n'est pas encore véritablement appliquée - aux anciens membres du régime de Kadhafi d'occuper des fonctions, les milices islamistes et de Misrata n'ont pas ainsi hésité à faire pression sur les députés en utilisant la violence pour faire voter cette loi.

Dernièrement, elles ont interdit au Premier ministre, Al Thini, de prendre l'avion à l'aéroport de Mitiga, car elles pensaient que ce dernier voulait transférer le gouvernement à Tobrouk et proclamer son soutien à Haftar.

Les milices, en l'occurrence islamistes ont pénétré peu à peu les administrations mais aussi le système sécuritaire. Certaines, comme celles de Ibrahim Jadran, qui n'a que 33 ans, ont démontré leur capacité de nuisance dans le secteur pétrolier.

Durant des mois, il a occupé les installations pétrolières. Ce qui a eu pour conséquence de faire chuter la production. Les milices, composées majoritairement de jeunes sans emploi, sont également présentes dans les trafics en tout genre, plus lucratives que le salaire en usine.

LES TRIBUS

Autre élément qui a été sous-estimé : les tribus. Plusieurs conflits récurrents entre tribus ont lieu en Libye depuis la fin de la Révolution. Et depuis le mois de mai, des tribus se battent aux côtés de Haftar contre des djihadistes. Les chefs de tribus ne veulent pas se laisser ravir leur autorité par des islamistes et des djihadistes.

Aujourd'hui, compte tenu de ces conflits qui ne font en fait que radicaliser davantage une «somalisation» déjà en route depuis la fin de la Révolution, beaucoup de Libyens regrettent déjà l'ère Kadhafi, et certains commencent même à remettre en question l'initiative française.

Les femmes resteront interdites sur le mont Athos



Depuis une règle datant de 1046, les femmes sont interdites sur cette montagne à l'extrémité de la péninsule de Chalcidique (nord-est de la Grèce). Dix siècles plus tard, les moines ont confirmé la réglementation, la considérant comme un bouclier face à la tentation.

LE FIGARO

Une règle d'un autre temps...et pourtant toujours d'actualité. En novembre 2013, le Conseil Œcuménique des Eglises, qui compte quelque 350 Eglises protestantes, anglicanes, orthodoxes et autres du monde entier, avait pourtant demandé la suppression de la règle discriminatoire qui empêche les femmes de fouler le sol du Mont Athos, où sont établis une vingtaine de monastères orthodoxes, et qui possède un statut particulier dans la république grecque. Le conseil des moines et le gouverneur Aristos Kasmiroglou ont confirmé l'interdiction, rapporte l'hebdomadaire grec La presse orthodoxe, dans son édition du 2 août, une information relayée par Slate.fr.

EVITER LA TENTATION

«La montagne sacrée appartient aux moines et personne ne peut y entrer sans leur permission et encore moins changer les règles», a déclaré Aristos Kasmiroglou, un haut fonctionnaire nommé par le ministère grec des Affaires étrangères pour veiller à l'administration de la République semi-autonome. Et ce pour une raison très claire : éviter une quelconque tentation aux 3 000 moines des vingt monastères perchés sur le mont Athos,

à plus de 2 000 mètres d'altitude. Seuls les touristes et pèlerins (hommes) peuvent y poser un pied, à condition d'avoir une autorisation délivrée par une autorité à Salonique, à plus de cent kilomètres de là. Les femmes et les animaux femelles (sauf les chattes, qui chassent les rongeurs) ne sont pas les bienvenues.

Malgré des manifestations à l'entrée de la péninsule pour protester contre le règlement et une résolution du Parlement Européen votée en 2003, en faveur d'une ouverture du site aux femmes, les moines continuent d'invoquer leur vœu de célibat pour maintenir la discrimination.

À l'instar de la psychanalyste et écrivain française Maryse Choisy qui avait séjourné incognito sur le mont Athos dans les années 1920, donnant naissance à son livre Un mois chez les hommes, quelques femmes se sont aventurées sur la «montagne sainte» en se déguisant en hommes. La première Miss Europe grecque Alike Diplarakou avait elle aussi dans les années 1930, provoqué un tollé en violant l'interdiction. En 2008, quatre femmes d'un groupe d'immigrants moldaves, âgées de 27 à 32 ans et venant de Turquie s'étaient échouées par erreur au pied du mont Athos. Premières tentatrices à pénétrer la «montagne sainte» depuis 1 000 ans, elles ont été livrées à la police.

Une présence qui restera frappée d'interdit tant que le célibat des prêtres ne sera pas remis en question...

RÉALITÉS
TUNISIE

Enquête sur le mariage

La dernière blague à la mode en Tunisie et sur Facebook depuis quelques semaines consiste à s'adresser à une demoiselle en lui demandant : «t'es pas encore timbrée, toi ?» Allusion directe à la taxe de trente dinars mise en place récemment pour tous les candidats au mariage... Une taxe qui a fait beaucoup de bruit alors qu'elle ne représente rien par rapport aux dépenses du mariage ce projet a été finalement annulé.



Mais pourquoi se marie-t-on? Pour une écrasante majorité de ceux que nous avons interrogés, il s'agit de fonder une famille et d'avoir des enfants. D'ailleurs si l'institution du mariage résiste encore, c'est parce qu'elle est enracinée en nous dès l'enfance. C'est l'aboutissement d'une vie réussie pour les parents et la promesse de beaux jours pour les jeunes mariés.

L'amour, les sentiments, la tendresse sont placés en seconde place. En outre, de nombreux jeunes, garçons et filles, font passer leurs études avant tout engagement. Résultat : on se marie de plus en plus tard, on divorce plus souvent, avec, comme résultat, une monoparentalité qui fait beaucoup de mal aux enfants.

LE DIVORCE AU BOUT DU CHEMIN

Il y a dix ans, près de 17% des mariages finissaient par un divorce en Tunisie, soit un mariage sur six. Cette institution familiale garde cependant son importance dans la société tunisienne, chanté dans la tradition populaire dès la naissance de la fille ou du garçon. À titre de comparaison, en Suède, un mariage sur deux se termine par un divorce, tandis qu'en Angleterre et au Danemark, c'est un mariage sur trois qui échoue.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, plus de la moitié des divorces sont actuellement demandés par les femmes, contre moins de 6% en 1961. L'indépendance économique et l'évolution des mentalités sont passées par là. Les causes du divorce en Tunisie sont aussi variées que nombreuses : une situation financière difficile, l'incompatibilité d'humeur dans le couple, une vie sexuelle insatisfaisante, etc.

Et c'est un monsieur d'un âge certain qui tente d'apporter une réponse emprunte d'humour : «c'est normal qu'il y ait autant de problèmes dans le couple. Les filles choisissent leur mari selon sa marque de voiture et le garçon cherche l'âme sœur selon l'importance du salaire de la candidate ! Le manque d'amour au sein du couple est devenu flagrant ! L'amour ça se construit petit à petit après le mariage, c'est lui qui renforce la vie conjugale et garantit sa continuité!»

Son épouse professe une certaine sagesse populaire en proclamant : «ce qui manque aux jeunes couples d'aujourd'hui, c'est le respect de l'autre. Mon mari et moi, on se connaissait à peine quand on s'est marié, et chacun a fait des efforts pour s'adapter au caractère de l'autre. Je ne lui fais pas de reproches et il ne lève jamais la voix en ma présence. Or ces jeunes couples s'enflamment tout de suite et certains en viennent aux mains, et ça, ce n'est pas bien !»

Côté jeunes mariés, les avis diffèrent. Pour la plupart des jeunes hommes qui se sont mariés récemment, une union à long terme signifie la fin d'une vie de célibataire aussi libre que passionnante, avec de nombreuses partenaires sexuelles, peu d'obligations et des moyens entièrement consacrés à son propre plaisir.

Mounir, 36 ans, marié depuis deux ans, cadre de banque, amoureux de belles voitures et de jolies filles, se sent à l'étroit depuis son mariage, l'été dernier : «j'ai l'impression de vivre la même chose chaque jour, de manger les mêmes plats, de répéter les mêmes gestes sans passion quand on fait l'amour, de ne plus être indépendant, puisque chaque décision doit être discutée avec ma femme. Et puis, il y a ces dimanches chez ses parents qui me tuent d'ennui, alors qu'elle semble très à l'aise. Un enfer !»

Pour Myriam, 29 ans, mariée depuis quatre ans, «les problèmes sont essentiellement matériels ce qui influe directement sur la vie

conjugale. Il y a ensuite les problèmes liés à l'activité sexuelle du couple qui devient routinière. Il faut aussi parler des mauvaises habitudes du quotidien, le manque d'indépendance des deux partenaires dont les activités sont trop liées alors qu'il faudrait que chacun ait une certaine vie privée avec des sorties entre amis, une participation à la vie associative, aux activités culturelles afin que les retrouvailles soient passionnées.»

LE PLUS TARD POSSIBLE

Alors de nombreux jeunes choisissent de ne pas s'engager ou de le faire le plus tard possible. Nous avons d'ailleurs constaté qu'il y a plusieurs types de célibataires : ceux qui ont choisi de vivre seuls et qui l'assument, ceux qui le subissent, qu'ils soient divorcés, veufs ou déçus par les autres... De son côté, la jeune fille célibataire en est généralement stigmatisée et condamnée par son entourage. Cette situation fait augmenter la pression sociale et familiale sur les femmes célibataires. Une majorité écrasante de celles-ci reste soumise à un contrôle familial.

Mais de plus en plus, souvent, les tunisiennes ont désormais d'autres priorités que de convoler en justes noces car elles sont plus instruites, plus indépendantes financièrement. On constate une nette évolution du taux du célibat chez les filles âgées entre 20 et 24 ans qui atteint près de 90% ces dernières années, alors que c'est la période idéale pour procréer, selon les spécialistes. Il reste élevé à près de 65% dans la tranche d'âge 25 à 29 ans, pour retomber très vite à 37% au-delà de trente ans et il n'y a plus que 20% de filles célibataires au-delà de trente cinq ans...

Certaines jeunes filles voient dans le mariage une solution au manque d'indépendance imposé par leur famille, mais elles échappent à l'autorité du père pour se retrouver sous celle du mari. Pourtant le Code du Statut Personnel leur donne des droits qui font rêver les femmes sous d'autres latitudes, notamment l'interdiction de la polygamie, de la répudiation et le droit au travail. Mais, selon un avocat, «la loi ne libère pas les esprits, le poids des traditions sociales reste énorme, surtout dans les petits villages et à la campagne...»

Toutefois, il existe d'autres causes non négligeables de cette réti-

cence : l'élévation du coût de mariage, le chômage et souvent la difficulté de trouver un partenaire convenable tant au niveau social que culturel. Une situation qui a pour effet inattendu : la baisse du taux de fécondité avec à peine deux enfants par couple.

Un sujet n'a été que peu abordé par nos interlocuteurs : personne n'a évoqué la question de l'épanouissement sexuel des deux partenaires. Or d'après un sexologue, «c'est le principal problème qui se pose au couple. D'après mes estimations, plus de la moitié des couples ne sont pas satisfaits de leurs relations sexuelles, mais ils n'en parlent pas, ou si peu...»

On est loin de ces histoires d'amour entre un prince et une princesse au dénouement heureux et qui se terminaient invariablement avec le sempiternel «ils se marièrent, eurent beaucoup d'enfants et vécurent heureux jusqu'à la fin de leurs jours.» Dans le monde réel, les couples d'aujourd'hui vont rarement au bout du conte merveilleux et l'histoire se termine sur ces mots «ils se marièrent, eurent beaucoup de problèmes et vécurent tristement jusqu'à ce que la mort les sépare» !

Questions pour un champion du mariage

Qui a le droit d'écrire le contrat de mariage ?

Le contrat de mariage doit être rédigé par un notaire ou par l'officier public de la municipalité ou l'un de ses adjoints.

Qui doit payer le timbre de 30 Dinars ?

Ce sujet n'est encore qu'un projet, mais a priori, ce serait le mari...

La femme doit-elle contribuer aux dépenses du foyer ?

La femme doit contribuer aux charges du foyer lorsqu'elle dispose de ressources matérielles.

Les enfants peuvent-ils porter le nom de la mère ?

Les enfants ne peuvent pas porter le nom de leur mère, sauf si le père est inconnu.

La séparation de corps existe-t-elle en Tunisie ?

La séparation de corps n'existe pas. Soit il y a mariage avec les obligations indissociables pour les deux parties, y compris le devoir conjugal, soit c'est le divorce qui est la fin du mariage et ses obligations. Il n'y a pas de situation intermédiaire !

L'homme doit-il obligatoirement laisser sa maison à sa femme et ses enfants en cas de divorce ?

Oui la femme dispose d'un droit sur le domicile conjugal en cas de divorce, lorsqu'elle a la garde des enfants.

La non-consommation du mariage est-elle un motif de divorce ?

Il ya deux situations : soit il y a un refus de l'une des parties d'avoir des rapports conjugaux et c'est considéré comme un préjudice pouvant motiver le divorce, soit il ya ce qu'on appelle le divorce avant la consommation du mariage. C'est le cas où les deux partenaires ont signé un contrat de mariage, mais que celui-ci n'a pas été consommé. Dans ce cas la procédure du divorce est beaucoup plus simple et plus rapide.

COMBIEN COÛTE UN MARIAGE

On est tous d'accord : le coût du mariage est très élastique. Il varie entre quelques centaines de dinars à la campagne et un nombre impressionnant, voire scandaleux de millions dans les hautes sphères. Alors, nous allons prendre un couple moyen où le mari est cadre et la femme enseignante. Louer une maison, avec la caution et la badigeonner revient à plus de deux mille dinars.

Équiper cette maison avec une chambre à coucher, un salon, des rideaux, un frigo, une télé, un four à gaz, un climatiseur et le budget explose à plus de dix mille Dinars. Et on n'a pas compté un ordinateur avec son abonnement à Internet, un micro ondes, l'électroménager de petite dimension, car on dépasserait douze mille dinars...

Une fois la maison équipée, il faut penser aux festivités : l'Outia, qui est une fête organisée par la jeune fille, avec la Henna et le costume traditionnel. De son côté, le futur marié va organiser une fête pour enterrer sa vie de garçon. Cela peut atteindre deux à trois mille Dinars pour chacun, en restant simple et en l'organisant au domicile familial, ce qui est souvent le cas.

Pour les plus ambitieuses, il y a le Hammam avec les amies et proches parentes, la coiffure et le maquillage pour quelques centaines de Dinars. Vient ensuite la

garniture de la voiture du cortège avec des fleurs et c'est de plus en plus cher, la vidéo, la robe de mariée, la location de la salle des fêtes à partir de quatre mille Dinars, avec un orchestre qui joue plus ou moins juste et quelques chanteurs plus ou moins talentueux mais qui coûtent entre deux et dix mille dinars... Il faut aussi prévoir les boissons, les gâteaux et autres sucreries et à la fin des festivités les photos où toute la famille et les proches défilent et qui finit par coûter quelques centaines de dinars...

Dans certaines régions, les bijoux sont une nécessité absolue, une tradition ancestrale héritée du temps où la femme ne travaillait pas et dont les bijoux constituaient une réserve pour faire face aux aléas de la vie.

En général, les parents aident beaucoup le jeune couple, mais certains sont obligés de prendre un crédit pour se marier ! Mais après avoir flambé durant quelques heures, ils se retrouveront face à des problèmes inextricables de surendettement dont le couple sort rarement indemne... C'est beau l'amour !

LE DIVORCE EN CHIFFRES

Plus de 6 % des femmes étaient divorcées au début des années 2000 en Tunisie, près de 10% actuellement. Cette rupture intervient dans 50% des cas au cours des 4 premières années du mariage.

La Tunisie, occupe actuellement le quatrième rang mondial, pour ce qui est du taux de divorce. Le nombre de divorces prononcés a augmenté de 142% entre 1972 et 2005.

Le divorce par consentement mutuel est de 28% en Tunisie. En 2006, le taux de célibat chez les filles âgées de 20 à 24 ans est de 88,4%. Pour la tranche d'âge des 30 à 34 ans, ce taux est de 37,5%. Pour les hommes, les taux de célibat sont respectivement de 85% pour la tranche d'âge comprise entre 25 et 29 ans et de 50% pour celle de 30 à 34 ans.

Plusieurs études confirment que les «non mariés» sont désormais majoritaires en Tunisie. Dans l'ordre, les raisons du recul de l'âge du mariage sont le coût du mariage (34%), le chômage (22%) et la difficulté de trouver un logement (22%)*.

*Ces chiffres seront actualisés lorsque les résultats du recensement 2014 seront proclamés.

La chasse aux commerçants informels reprend

K. Assia

La chasse aux commerçants informels et la lutte contre le défaut d'hygiène est relancée. Après un silence de plusieurs mois, les pouvoirs publics ont décidé de prendre les devants pour éradiquer ce phénomène dont les proportions sont devenues alarmantes. Un arrêté de wilaya vient d'être adressé à tous les maires et les services de la sûreté de wilaya d'Oran, pour son application. Depuis lundi, les équipes de la police sont sur le terrain pour lutter contre cette anarchie et le commerce illicite. L'opération va cibler tous les commerçants dont les restaurants, les cafétérias, les vulcanisateurs, les crémeries et autres prestataires de services. L'arrêté interdit tout squat d'espaces publics, exposition de marchandises sur la voie publique et exer-

cice d'activité contraire au registre de commerce. Les commerçants sont contraints de respecter les nouvelles dispositions, faute de quoi ils seront mis en demeure. Ils doivent, également, présenter les documents attestant leur activité. L'exercice d'activité, sans registre de commerce, est sanctionné par une fermeture administrative et une poursuite judiciaire. Idem pour ceux qui abandonnent leurs débris sur la voie publique. La stratégie adoptée consiste à agir, progressivement, commençant par les axes et les voies les moins problématiques. Ainsi, l'ensemble des commerçants qui occupent, illégalement, des places publiques, des trottoirs et autres sites, sont concernés par cette mesure. L'objectif est aussi de préserver la santé du consommateur et répondre à ses besoins par la création de points de vente, répondant aux

normes d'hygiène. Aucun quartier n'est épargné par cette dégradation et ce laisser-aller, ne faisant qu'aggraver la situation. Cette campagne pourra, enfin, redonner une lueur d'espoir à une ville dont l'image a été ternie par l'incivisme de ses habitants et la négligence de ses responsables.

L'occupation illicite de l'espace public à, depuis des années, constitué un véritable casse-tête pour les autorités publiques. Différentes tentatives ont été initiées, sans aucun résultat. En effet, le dispositif mis en place, fin 2010, par les services de sécurité, pour la récupération des trottoirs squattés par les marchands illicites et les vendeurs à la sauvette, à Oran, a été gelé, suite aux émeutes de 2011. Depuis, rien n'a été fait, ce qui n'a fait qu'encourager les ambulants à squatter, de plus en plus, d'espaces.

Lancement des travaux de réalisation du futur siège de l'état civil, dans quelques jours

J. Boukraâ

Les travaux de réalisation du futur Service central de l'état civil de l'APC d'Oran, dans l'ancien siège de la division de l'Hygiène et de l'Assainissement sis à El Hamri, seront lancés, dans quelques jours, selon les dernières déclarations du responsable de la mise en route des procédures administratives d'application du code des marchés, à l'APC d'Oran. Le but du projet est de répondre aux besoins des administrés en matière de prestations pour améliorer le service public.

Une superficie de 10.000 m² servira à la réalisation des salles de travail, notamment pour les archives, les équipements informatiques et administratifs en connexion (fibre optique) avec les services de l'état civil, en activité, dans les douze secteurs urbains. Le lancement du projet, prévu durant l'année 2012, avait entraîné, en raison de la non-disponibilité des fonds nécessaires pour financer les travaux. L'esquisse du siège central de l'état civil sera composée de 2 niveaux seulement, au lieu de 7 prévus, initialement, pour des

raisons pratiques et financières, selon des sources de la commune d'Oran. La décision de transférer le siège de l'état civil central vers les locaux de la DHA avait été prise, lors du précédent mandat, par l'ex-maire au lendemain du transfert de la division de l'Hygiène vers les nouveaux locaux situés près du pont Asmidal, rappelle-t-on. Cette assiette offre de nombreux avantages, puisqu'elle se trouve à une centaine de mètres seulement de l'actuel siège provisoire de l'état civil au Palais des Expositions de M'dina J'dida.

Accueil des émigrés

28.000 voyageurs ont transité par le port d'Oran, en août

En ce mois d'août, les ports et aéroports du pays ont fait face aux ruschs saisonniers des émigrés, rentrant pour des vacances, après le mois de Ramadhan. Des facilités, en matière de transport, de sécurité et de délivrance des papiers identitaires ont été mises en place, par différents départements ministériels, pour faciliter la tâche aux Algériens résidant à l'étranger, voulant passer leurs vacances dans leur pays, notamment à Oran. L'entreprise portuaire d'Oran a connu, durant le mois d'août, une augmentation sensible du nombre d'estivants.

Durant cette période, près de 28.000 émigrés ont débarqué à Oran, via le port. Pour accueillir ce nombre impressionnant, l'établissement portuaire d'Oran a mis en place de nouvelles mesures de facilitation,

pour épargner à nos compatriotes émigrés, les tracasseries bureaucratiques auxquelles ils étaient confrontés jusqu'ici.

Le nombre d'arrivants étant considérable, le « grand retour » des émigrés préoccupe d'ores et déjà, les autorités portuaires qui redoutent le non-respect des réservations. L'ENTMV appelle ses clients à respecter les dates de réservation pour éviter les perturbations, lors de la phase retour, notamment au début de septembre. Des mesures d'assouplissement des formalités douanières pour faciliter les procédures de débarquement et d'embarquement de ces vacanciers sont, ainsi, annoncées, par nos sources. Outre l'aménagement d'aires de passage, destinées aux familles nombreuses, un couloir vert est réservé aux

vieilles personnes et aux malades. Pour réussir cette saison estivale, la direction de l'ENTMV avait mis le paquet pour assurer le transport des émigrés, ainsi que les vacanciers.

L'entreprise nationale de transport maritime, en plus des deux bateaux de la compagnie, a affrété un nouveau car-ferry. Il s'agit d'un navire grec « Kriti 2 ». Ce dernier, d'une capacité de 1.470 voyageurs et 600 véhicules, est entré en service, le 17 juillet.

Il vient ainsi compléter la liste des autres navires de transport de voyageurs appartenant à l'entreprise nationale qui sont mis en service pour la saison estivale 2014. Pour le « Kriti 2 », il a été programmé quelque 33 rotations à partir des 2 principaux ports de Marseille et d'Alicante.

J. B.

Abdelkrim Abada à Oran Les dissidents du FLN en conclave, samedi

Ziad Salah

Dans un communiqué, le premier de cette année (portant le n°1/2014) au nom du mouvement d'authentification, les militants de ce mouvement, en dissidence, depuis de longs mois, sont convoqués à une rencontre avec Abdelkrim Abada, tête de file de ce mouvement. La rencontre aura lieu, dans la matinée de samedi prochain, à la kasma 2. L'ordre du jour est clairement arrêté et se limite à deux points : la réunification des rangs du parti et la discussion des mécanismes de préparation du 10^{ème} congrès du parti FLN, prévu dans les 6 mois à venir.

Cette rencontre intervient après deux événements majeurs, dans la vie du parti qui vit des remous, depuis une dizaine d'années. Le premier, et le dernier en date, la mise à mort politique de Abdelaziz Belkhadem, l'ennemi juré de Abdelkrim Abada et de son mouvement. De ce point de vue, l'hôte d'Oran doit être satisfait, puisqu'il a assisté à l'achèvement politico-médiatique de son ennemi. Le second événement c'est le ralliement de Abada sur Ammar Saidani, le contesté SG du parti. Le 15 août dernier,

lors de son passage à Constantine, Abada avait annoncé ce ralliement, à la grande surprise de ses partisans, entre autres. Il a expliqué sa démarche par son souci de sauvegarder le parti, dont le 10^{ème} congrès constitue, à ses yeux, un tournant décisif. Mais les deux hommes, selon des informations rapportées par plus d'un média, se sont rencontrés en privé et Saidani a promis « des choses » à Abada, à l'issue du prochain congrès. Or, rien n'a filtré sur la nature de ses promesses.

Comme à Constantine, Abada aura du mal à convaincre ses partisans, à Oran, sur sa volte-face. Déjà, son mouvement s'est lézardé et il ne reste que l'annonce publique de cette dissension dans la dissidence. Reste à noter le choix du lieu. Lors de son dernier passage à Oran, quelques semaines avant la tenue des législatives, Abada, en compagnie de Kara, ont réuni leurs partisans dans la kasma 8. Cette fois-ci c'est à la kasma 2. Ce qui veut dire que le siège de la mouhafadha, dans un état piteux certes, leur est toujours interdit. Intervenant dans ce contexte, un passage (celui de Abada à Oran) qui n'aurait suscité aucun intérêt, excite, au moins, la curiosité.

Situation paradoxale dans une zone côtière Perturbations dans la collecte des déchets à Aïn El Turck

Rachid Boutlélis

La puanteur provenant des amas de déchets ménagers et autres débris, ainsi que le liquide visqueux, ruisselant des sachets éventrés, qui imbibent trottoirs et voies publiques, empestent l'air de la côte côtière de Aïn El Turck. Hier, c'était le deuxième jour du retard accusé par l'opération de collecte d'ordures ménagères, dans la plupart des zones du chef-lieu, voire plus dans certaines autres. Cette situation de pourrissement, au sens propre du terme, prévaut, en fait, depuis près de trois semaines, dans cette région côtière, avec la flagrante irrégularité dans le ramassage de déchets ménagers.

La chaleur caniculaire aidant, la fétidité a franchi, allégrement, la limite du paroxysme, dans les artères et les rues et ce, au grand dam des millions d'estivants venus, en force, en ce mois d'août, ironie du sort, pour respirer l'air iodé de la mer. Selon une source proche de l'APC, la criarde insuffisance en matière de disponibilité de camions-bennes pour la collecte des ordures est à l'origine de ce triste constat, qui vient, malheureusement, s'ajouter aux actes d'incivisme, s'identifiant à travers le dépôt de déblais, provenant des aménagements d'habitations, qui obstruent, également, la voie publique et les trottoirs. Les essaims de moustiques et toutes autres sortes d'insectes, bourdonnant

autour des ordures éparpillées par les chiens errants, ajoutent une touche noire supplémentaire sur ce peu reluisant tableau.

« Nous avons déboursé des millions pour un séjour au bord de la mer. On se retrouve cernés par des tas d'ordures, au point de nous pincer, à chaque fois le nez, pour éviter de respirer l'odeur nauséabonde qui agresse l'odorat du plus imperturbable. C'est aberrant ! Plus particulièrement pour une ville côtière, qui est confrontée à un considérable rush d'estivants, en ce mois d'août », a fait remarquer, en substance, un père de famille, vraisemblablement outré, au plus haut point, venu d'une ville de l'ouest du pays, pour des vacances sur ce littoral. « Que l'on nous parle surtout pas de tourisme et d'efforts consentis dans ce domaine », a ajouté notre interlocuteur.

Des déclarations, encore plus pertinentes, ont été formulées à ce sujet par des riverains dudit chef-lieu, qui ont, catégoriquement, rejeté l'argument de l'insuffisance d'engins de collecte des ordures.

Les gérants des établissements hôteliers et autres lieux de villégiature ainsi que ceux versés dans la restauration, qui s'estiment, durement, touchés, ne sont pas allés avec le dos de la cuillère pour qualifier cette malheureuse situation de « négligence manifeste et de laisser-aller flagrant, qui compromettent la réussite de la saison estivale ».

Un jeune de 14 ans se noie à St Roch

Le corps, sans vie, d'un adolescent a été repêché, hier, entre St Roch et le 'Rocher de la vieille', commune d'Aïn Turck. La victime, âgée de 14 ans, demeurant à Bir El Djir, s'est noyée, durant la soirée de mardi, dans une zone non autorisée à la

baignade. La dépouille a été repêchée, hier matin, vers 09h45, par les plongeurs de l'unité de la Protection civile de Bouisseville, assistés par les éléments de Trouville. Le corps du défunt a été déposé à la morgue et une enquête a été ouverte. J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Abed Mohamed, 92 ans, Victor Hugo
Righi Khadra, 68 ans, les Amandiers
Haddache Yacine, 37 ans, Mers El Hadjadj
Ibrir Aïcha, 37 ans, Aïn El Turck

Horaires des prières pour Oran et ses environs

2 dhou el qida 1435				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h01	13h03	16h45	19h39	21h01



Tranche de Vie

Par El-Guellil

Fichtata



tant c'est les deux que je veux voir, seulement voilà, faut faire un choix. Elle a des enfants et si je m'amusaï à permettre l'arrivée des enfants, c'est le poulailler. Il faut donc commencer par les couples, sans enfants, sinon les tables seront occupées par des enfants sans couple. Oui mais avant toute chose, il

faut choisir une salle propre qui pourrait contenir tous les convives sans qu'il y ait la pagaille. Faut pas qu'elle soit trop loin ni trop proche. Parce qu'il paraît que le mari va entrer à cheval sur ses principes. Donc faut pas que le lieu de la fête soit loin du café de la cérémonie. Et tout ce beau monde doit, bien entendu, manger. El hergma. Hri-rasaladefelflabourekpouletmechoui ou non.... tekme! berquouq. Limonade, eau minérale, fruit gâteaux, pièce montée démontée. On pose avec le couple. Belbaraka.

Quelques jours après, la vidéo qui avait filé le mariage est distribuée aux plus proches. C'est la guerre. Pourquoi les autres sont bien filmés alors que nous la seule fois où on y est, c'est autour de la bouffe, comme si on était venu juste pour la marmite... et vas-y les commentaires. Tu as beau leur expliquer que c'est le caméraman qui a filmé, sans la direction de quiconque, oualou ! C'est fait exprès ! Melbekri on savait qu'on nous a invités juste pour la forme.

Qui va marier qui ?
Quand ?
Qui épousera qui, avec qui ou contre qui se fera l'alliance ?
C'est réglé.

Les deux parties sont trouvées et c'est parti le début du commencement des cérémoniales dépenses. Les nécessaires et les facultatives. Faut faire ce qu'on peut avec ce qu'on a. Comme les autres. Un peu plus s'il y a du plus. Mieux, c'est tant mieux. Elle a fait bli, je fais bleu. Elle a feu vert, je brillerai de tout feu. Elle a karakou, je kara qui la fera rugir. Elle ksentiniera, je sarirai. Elle kaftanera grenat because l'autre a verdi son velours. Chedda face à chedda même fi oueqt echhedda. Elle a paruré or jaune, or je parurais or blanc. Le traditionnel se mélangera au moderne, le tunisien, le marocain, le pakistanais, l'indien et l'un doux. La dernière robe de soirée italienne spaghettiti pour éblouir les invités.

Au fait qui faut-il convier ? L'autre ne s'entend pas avec lokhra, pour-

SIDI BEL-ABBÈS

Un million de quintaux de céréales perdus

M. Delli

La campagne de moisson-battage qui a pris fin officiellement dans la wilaya le 3 août dernier a dévoilé une importante baisse dans les quantités de céréales récoltées. La Direction des services agricoles a mis cette régression sur le dos de la sécheresse qui a sévi cette saison dans la wilaya. Le ciel n'a pas été clément, a-t-on relevé dans le bilan de la DSA qui souligne « 403.5ml, soit un écart positif de 10.5 ml ». Cependant, « la raréfaction des précipitations durant la période cruciale a affecté sérieusement les

champs céréaliers ». La conséquence de la sécheresse a fait que « 30048 ha ont été reconvertis en fourrage ». Selon les chiffres communiqués, il a été enregistré une production totale, tous types de céréales confondus, estimée à 1 494 600 q. lors de la campagne qui vient de s'écouler. Durant les moissons-battages de 2013, on a enregistré la quantité de 2 500 250 q. soit un déficit qui avoisine 1 million de quintaux, a-t-on précisé. La pluviométrie a été avare cette saison; elle a atteint dans certaines régions 3 mm en comparaison avec la saison précédente où on a enregistré 78 mm. Les ré-

gions les plus fertiles à l'image des monts du Tessala ont donné un rendement de l'ordre de 37 quintaux à l'hectare. Dans les régions les plus affectées par la sécheresse, le rendement à été d'à peine 2 quintaux à l'hectare alors que ces terres peuvent atteindre un rendement de 40 à 50 quintaux à l'hectare. Cette baisse considérable de la production pourrait être atténuée si les agriculteurs avaient eu recours à l'irrigation complémentaire, a-t-on indiqué. A noter que ces données sont sanctionnées dans un bilan que la DSA a communiqué lors d'une récente réunion de l'exécutif de la wilaya.

AÏN-TEMOUCHENT

Fièvre aphteuse, 6.000 doses de vaccin supplémentaires

Mohamed Bensafi

Les services de la DSA (Direction des services agricoles) de la wilaya d'Aïn-Temouchent viennent de réceptionner un second quota de 6000 doses de vaccin contre la fièvre aphteuse, a-t-on appris auprès d'une source sûre. Cette dotation supplémentaire est destinée pour la prise en charge et la vaccination du cheptel bovin de la wilaya.

L'opération concernerait les communes situées autour du chef-lieu après que les zones excentrées de la wilaya ont été ci-

blées par une première action entamée le 16 du mois en cours. On a cité la plaine de Mlata avec Oran, Hassasna avec Sidi Bel-Abbès et Oulhaça avec Tlemcen, régions très connues pour l'élevage de bovins.

L'inspection vétérinaire a procédé aussitôt à la distribution de ces doses de vaccins aux éleveurs de bovins pour prévenir et même éventuellement juguler tout foyer naissant de cette maladie infectieuse. Pour mener à bien la vaccination, 35 vétérinaires agréés et 5 techniciens supérieurs de la santé animale sont mobilisés. Cette

campagne s'est déjà soldée par 5545 actes de vaccination sur le patrimoine animal de la wilaya. Les services locaux concernés avaient mis en place une série de mesures préventives portant essentiellement sur la fermeture de tous les marchés à bestiaux et la limitation au maximum du déplacement des animaux. Il est également recommandé de solliciter l'assistance du vétérinaire en cas de suspicion de la maladie et de s'abstenir d'introduire dans les enclos de nouveaux bovins non soumis au contrôle sanitaire.

CHLEF

Ouverture du guichet unique à la CCLS

Bencherki Otsmane

Afin d'épargner aux fellahs notamment les céréaliers les trasseries administratives, la CCLS a récemment ouvert un guichet unique (banque Badr et Caisse régionale de mutualité agricole CRMA) à son siège à Sid-Akkaça et un autre dans la daïra de Ouled-Farès dans la wilaya de Chlef. Bonne nouvelle, également, pour les agriculteurs affectés par des sinistres: ils seront indemnisés aussi rapidement que possible, et « de temps où les fellahs attendaient patiemment de longs mois pour être remboursés

des pertes générées par les catastrophes naturelles et bel et bien révolu », nous précise Mr Ali Robaine, directeur de la CRMA de Ténès. La priorité pour la CRMA, selon son responsable, est la réduction des délais de règlement des sinistres et, pour cela, un plan d'action a été établi pour entamer rapidement cette opération. Mr Lakhdar Rebah directeur de la CCLS, quant à lui, nous indique que « le guichet unique aura également pour fonction de procéder à toutes les opérations liées à la présente campagne labours-semences, notamment l'octroi de semences et d'intrants, les formal-

tés du financement à travers le crédit RFIG et le montage des dossiers d'assurance ». Au sujet du crédit RFIG, il faut savoir que c'est un crédit bonifié d'une durée de deux années, octroyé par la BADR, englobant les crédits de campagne, d'exploitation et de fédération. Le crédit « de campagne », lui, concerne l'acquisition d'intrants nécessaires à l'activité des exploitations agricoles (Semences, plants, engrais, produits phytosanitaires...). Selon le directeur de la CCLS, pour l'année 2013, 256 fellahs ont bénéficié du crédit RFIG (Crédit sans intérêt) d'un montant de 7.5 milliards de centimes.

EL-BAYADH

Une équipe de médecins cubains en renfort

Hadj Mostefaoui

Dans le cadre de la coopération entre Cuba et l'Algérie, une équipe de spécialistes composée de 15 médecins dont 4 pédiatres, 2 gynécologues, et 5 autres spécialistes des maladies infantiles, épaulés par 15 autres infirmières originaires de ce même pays, est venue renforcer

le personnel médical de l'hôpital Mohamed-Boudiaf du chef-lieu de wilaya. Il faut dire que le secteur de la santé dans cette wilaya enregistre un déficit criard en matière de spécialistes notamment en ce qui concerne la neurologie et la traumatologie puisque l'on assiste quotidiennement à des transferts de malades dont le cas est jugé très grave vers les secteurs sanitaires se Sidi Bel-

Abbès et d'Oran. Cette première vague de médecins spécialistes a été accueillie à bras ouverts par la population locale qui n'a eu de cesse de pointer du doigt le service de gynécologie grabataire, assuré par un seul médecin et qui plie sous le poids sans cesse croissant des admissions issues de la zone rurale, orientées vers ce secteur sanitaire.

MOSTAGANEM

Plus de 15.000 sachets d'eau distribués dans les plages

Djamel Ayache

Les 22 plages autorisées à la baignade du littoral de Mostaganem, qui ont accueilli plus de 10 millions de visiteurs à la période allant du premier juin jusqu'au 20 août ont été alimentées en eau potable distribuée dans des sachets par l'unité de Mostaganem de l'ADE sur orientation de sa Direction générale. Les estivants ont été agréablement surpris par l'initiative. L'eau potable conditionnée dans des sachets a été distribuée par les

employés de l'ADE réquisitionnés pour cette noble mission. Uniquement dans la grande plage des Sablettes, plus de 3.000 sachets d'eau confectionnés dans l'unité ont été distribués dimanche dernier, nous précise M.Kadda, responsable de l'opération. Ce mardi, c'était au tour de la plage de Sidi Mansour, située à 20 kilomètres à l'ouest de Mostaganem, d'accueillir deux véhicules tout-terrain remplis de 2.200 sachets d'eau de très bonne qualité. Des dizaines de bambins, sous une chaleur tapante, ont été aus-

sitôt servis. Une initiative qui mérite des encouragements, souligne un responsable d'une maison de handicapés à Sig, rencontré sur la plage de Sidi Mansour. A noter que la wilaya de Mostaganem, qui dispose de 124 kilomètres de littoral, est devenue au fil du temps une région incontournable dans le secteur du tourisme. Toutefois, le manque d'infrastructures hôtelières a poussé des milliers de visiteurs à louer des appartements dans les localités de Stidia, Ouréah et Mazagran à 6.000 dinars la nuitée.

TLEMCCEN

Des mariages en nombre animent la ville

Khaled Boumediene

On se marie de plus en plus dans la cité andalouse. Rien qu'à Tlemcen, près de 1.327 actes de mariage ont été établis par l'APC depuis le mois de janvier 2014 à ce jour. Les salles des fêtes ont été carrément prises d'assaut, si bien que certaines d'entre elles affichent complet au lendemain des fêtes de l'Aïd, pour tout le mois d'août et même jusqu'au mois de septembre. Cette année, à la différence des années précédentes où la plupart des célébrations des mariages se faisaient uniquement les week-ends, les noces se fêtent par les jeunes couples, durant tous les jours de la semaine. A Tlemcen, Mansourah et Chetouane (Grand Tlemcen), ces cérémonies battent leur plein créant une liesse populaire et une ambiance de joie sans égales. Dès 19h, une ambiance particulière règne dans les grandes artères de ces villes, qui sont envahies par les klaxons, youyous et cortèges de voitures sillonnant toute la ville. Pour de nombreuses familles qui peuvent se payer le service d'une limousine, une nouvelle tendance a vu le jour à Tlemcen pour leurs cortèges nuptiaux. La mariée est transportée à bord de cette voiture de luxe, entourée d'une dizaine de motos scooters toutes neuves. Les familles moins aisées se contentent de voitures plus ou moins luxueuses à « petits » budgets. Mais, c'est incontestablement l'authentique artère « kiswahili », qui attire une foule d'acheteurs tout au long de l'année. C'est véritablement dès la belle saison qu'elle bat son maximum de fréquentation, surtout pour les familles en quête de trousseaux pour leurs jeunes filles. Il faut dire que toutes les familles tlemceniennes ont coutume d'acheter les bijoux et différentes pièces de linge constituant le trousseau de leur jeune fille de cet endroit, qui a à la fois une valeur pratique et symbolique.

La kissaria est devenue un lieu de passage où les familles tlemceniennes et visiteurs se rendent forcément, pour faire de nombreux achats. Elle est même incontournable à leurs yeux, car elle dispose de tout le trousseau de la mariée et de commerces attractifs. Aux abords de la kissaria, des allées et venues des passants, le décor surprend d'emblée. Les magasins et boutiques sont jonchés de bijoux, vêtements et d'articles cosmétiques, étalés sur les devantures et léchés par les passants. Tous se pressent vers la kissaria. Les visiteurs, qu'ils soient du quartier, de la ville ou de la région, repartent char-

gés. « En été, la kissaria est une véritable fourmilière. Parfois jusqu'à 2.000 visiteurs sont enregistrés par jour pour cette artère emblématique, qui compte quelque 300 exposants dont des vendeurs de bijoux : ceinture en or, parure, cravache boulahya, zerrouf, bagues et bracelets, linge de maison et des vêtements tels que les draps, serviettes, torchons, chemises, mouchoirs, coussins, tapis, épingles, clous, anneaux de rideau, couvertures, des couvre-lits, des draps et tout el-farch, avoue un ancien commerçant de la kissaria. Dans les familles aisées comme dans les plus modestes, le trousseau est une véritable fierté qui s'expose dans le foyer le jour du mariage. Si dans les familles riches, les étoffes et les objets choisis sont plus précieux, dans les foyers plus modestes, le trousseau est confectionné au fil du temps par la mère et la jeune fille, bien souvent dès l'adolescence. Cette dernière économise sur ses fins de mois pour acheter au fur et à mesure les différentes pièces nécessaires à son trousseau. Ensuite, elle brode le linge lui appartenant. A la veille du mariage, le trousseau de la jeune fille (l'oiseau qui s'apprête à s'envoler du nid) est amené par un cortège tout à fait exceptionnel jusqu'au domicile du futur époux. La ravissante mariée étant vêtue de l'inconditionnelle chedda, emmitoufflée dans un haik de soie d'un blanc immaculé. La chedda tlemceniennne est composée d'une couronne en forme de cône brodé de fetla (fil d'or fabriqué à Tlemcen), appelé « tedj ». On couvre la partie basse de la couronne par une sorte de collier d'or avec des pierres précieuses qu'on appelle zerof. Plus haut, il y a le djbin.

Les grandes boucles d'oreilles sont appelées l'khorsa. Le vêtement est composé d'une longue robe en tissu fin et brillant qui s'appelle rda. Par-dessus ce vêtement, il y a le caftan court travaillé avec de la fetla, et les bijoux de perles viennent couvrir la poitrine de la mariée, appelés « johor ». Les traditions à Tlemcen sont non seulement spectaculaires et féériques, mais aussi pérennes. Le cortège nuptial du marié se fait dans tout le quartier à dos d'un cheval, au milieu de feux d'artifices et des fumigènes jusqu'à la maison. Vêtu d'un smoking noir et bumous blanc, le marié danse du haut de son cheval devant tous ses proches et amis qui l'accueillent. Les tambours frappent très fort. Les groupes musicaux (musique andalouse, chaabi, marocain, groupe folklorique, tebbaline, meddahates, cheikhates au bendir, et le DJ...) animent toute la soirée ne cessent de retentir jusqu'à l'aube.

MOSTAGANEM

Un plombier voleur de bijoux

La police de Mostaganem a arrêté un individu soupçonné d'être le voleur d'un lot de bijoux d'une villa à Mostaganem, selon des sources sécuritaires. L'opération est intervenue suite à un dépôt de plainte émanant du propriétaire de la villa au sujet du vol d'un important lot de bijoux estimé à des dizaines de millions de centimes dont il a été victime. Aussitôt, une enquête approfondie a été mise en branle par les services de police et a permis en peu de temps d'arrêter le principal suspect qui n'était autre que le plombier que la victime avait engagé pour des travaux de réparation dans les sanitaires. Après son arrestation, M.M., âgé de 28 ans, domicilié à Mostaganem est passé sans encombre aux aveux et dénonce un bijoutier receleur. Les deux ont été présentés à la justice. M.M. a été placé sous mandat de dépôt, le bijoutier a bénéficié de la citation directe.

Saisie de boissons alcoolisées et une arrestation

Les services de la police de la sûreté de wilaya de Mostaganem ont pu saisir une importante quantité de boissons alcoolisées, estimée à plus de 700 bouteilles de différents types et marques, sur le point d'être écoulées, suite à des informations qui leurs sont parvenues. La marchandise a été dissimulée au fond d'une cave d'un domicile sis au quartier « Djebli Mohamed ». B.A., âgé de 21 ans, a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem qui l'a placé sous mandat de dépôt pour détention et vente de boissons alcoolisées sans autorisation.

Des psychotropes et une arrestation

Z.M. âgé de 31 ans, de la ville de Mostaganem, a été appréhendé par la police judiciaire au quartier Djebli Mohamed pour détention de psychotropes. Les comprimés de marque « Tranxène » sous forme de plaquettes ont été découverts dans la voiture du mis en cause « une Alto » après une fouille minutieuse. Il a été présenté pour détention de psychotropes devant le procureur de la République près du tribunal de Mostaganem qui l'a placé sous mandat de dépôt. H.B.



مؤسسة التظاهرات الاقتصادية والثقافية
Entreprise des Manifestations Economiques et Culturelles

organise

du 14 au 30 septembre 2014

Confort 2014 معرض رفاهية

Ouvert tous les jours de
10h30 à 19h00

Bd Colonel LOTFI M'dina jedida -ORAN TEL: 041.34.22.78 /58.73.51
FAX: 041.34.32.77/34.32.72/52.73.50 emec_expo@yahoo.fr

SPA BAHIA Pharm distributeur de produits pharmaceutiques,
sise à la zone industrielle ES SENIA



**Recrute personnel qualifié
pour les services suivants :**

- COMMERCIAL
- ACHAT
- PREPARATION
- MOYENS ROULANTS
- COMPTABILITE
- RECOUVREMENT

Envoyer vos CV à seniaprive@gmail.com

Le MERIDIEN
ORAN HOTEL & CONVENTION CENTRE

Recrute

- * Pizzaiolo
- * Boulanger/ Viennois
- * Femmes de chambre
- * Agents de Nettoyage
- * Serveurs (es)

Profil :

- Bonne présentation, disponibilité et flexibilité.
- Expérience dans le domaine souhaitable.
- Apte à travailler de jour comme de nuit.
- Connaissance de la langue arabe et française.

Envoyez vos CV, en précisant le poste dans l'objet de l'email/Fax, à :
recrutement.oran@lemeridien.com / Fax : 041.984.024

Ou postulez directement sur notre site internet :
www.lemeridien.jobs

RESPONSABLE CONTROLE QUALITE
Contrat : CDI, recrutement immédiat
Localisation : Misserghin
Transport assuré
Transmettre CV (en précisant poste) à :
recrutement31oran@gmail.com

Etude de Me Mohamed DRIS
NOTAIRE
08, Bd EMIR Abdelkader
SIDI BEL-ABBES

CONSTITUTION

I.- Aux termes d'un acte dressé par Me DRIS, le 21/08/2014, enregistré, il a été constitué pour une durée de 99 années, sous la dénomination « LES MOULINS DE SIDI BEL-ABBES », filiale de l'ERAD-S.B.A., une société par actions au capital de 1.000.000,00 DA, avec siège social à Sidi Bel-Abbès, Cité BOUMLIK, ayant pour objet :

- 1°) La recherche et le développement industriels, la production, la transformation, le conditionnement, la promotion, la commercialisation et la distribution à tous les stades et stockage des produits des industries alimentaires.
- 2°) L'approvisionnement, la distribution à tous les stades et la maintenance de matériels et d'équipements des industries alimentaires.
- 3°) L'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de développement industriel, technologique, commercial et de valorisation des produits des industries alimentaires y compris par la prise de participation dans d'autres sociétés et/ou la création de filiales.
- 4°) D'une façon générale, l'exercice de toutes activités industrielles, commerciales et financières y compris les activités de commerce extérieur et d'acquisition, location cessions de brevets, marques, licences touchant directement le domaine des produits des industries alimentaires et susceptibles de faciliter la croissance et le développement optimal de l'Entreprise.

Par le même acte :
Mr BEN TAHAR Ali,
Mr HADJ EL MERABET Ahmed,
Mr DERKAOUI Benyoucef
Mr SEKINA Nasr Eddine,

Ont été nommés administrateurs de la société pour une durée de six (06) années ; lesquels ont accepté ces fonctions.
Quant à Mr BOUTAOUS Ibrahim Boualem, il a été nommé commissaire aux comptes ; lequel a accepté cette mission.

II.- Et aux termes d'un acte dressé en l'Etude, Par Me DRIS, le même jour, contenant délibération du Conseil d'Administration, Mr BEN TAHAR Ali a été désigné Président du Conseil d'Administration pour la durée de son mandat d'administrateur et Mr ZOUGGAR Mohamed a été nommé Directeur Général.
Deux expéditions desdits actes seront déposées au Centre National du Registre de Commerce de la wilaya de SIDI BEL ABBES.

POUR AVIS
Le Notaire

API
Avis de présélection d'entreprises

Devant lancer son programme de réalisation de logements dans la wilaya d'Oran, API invite les entreprises de réalisation intéressées à s'approcher de sa Direction pour retirer le cahier de charges dans un délai de 15 jours à partir de la parution du présent appel.

Contacts :
- N° 25 Cité Militaire lot 110 Bir El-Djir – Oran
- 041.42.84.22 – Mob : 0555.00.90.54
- tarikapi@yahoo.fr

Grande surface de Meubles
et d'accessoires
pour maison
Es-Sénia

recherche

* **Décorateur / trice**

- Diplômé (e) des Beaux-Arts
- Expérience dans le domaine souhaitée

Pour postuler :
transmettre CV + photo
récente à :
algero.dz31@gmail.com

COURS D'ESPAGNOL



**Session
Septembre
2014**

**Cours seulement le Samedi
Début des cours : 13/09/2014**

**Cours 3 fois par semaine
Début des cours : 20/09/2014**

ORAN 13, Rue Beni Soulem (ex rue Léonie) Tél. : 041.24.96.61 Mobil : 0697.13.21.27	MOSTAGANEM Faculté des Lettres et des Langues (ex ITA) Tél. / Mobil : 0772.20.53.27
---	--

APARTEMENTS

■Tlemcen. Vends F3 à Chetouane acté, 2^e étage, bon voisinage, toutes commodités, derrière fac. technologie voir photo internet : tinyURL.com/F3chetouane. Tél. 0551.56.74.97

■Vends F3 à Oran 70 m² en centre-ville - Tél : 0797.92.36.13

■A vendre appart F5 Mobilart avec un box. -A vendre F3 St-Pierre 1er étage. -Loue F3 haï Sabah, 1er étage. -Loue magasin à Bel-Air. Tél. 0770.31.31.77 - 0555.78.07.39

■Tlemcen. Loue appt F3 à Chetouane 1^{er} étage toutes commodités. Tél. 0555.64.96.78

■Tlemcen. Cherche à acheter ou à louer F2 à usage de bureau bien situé, facile à repérer, propre et bien fini, au RDC ou 1^{er} étage. Tél. 0555.05.90.10/ 0771.62.33.47

■Des immobilier bien situés, bien aménagés et actés : des F3, des terrains et des locaux commerciaux à vendre, Oran, Akid Lotfi, Millénium, Bir El-Djir et St-Eugène. 0665.56.08.52 / 0549.23.55.06

■Tlemcen : vends appartement F4 modifié en F3, 2^{ème} étage cité Pasteur, bien agencé, libre de suite. Tél. 0555.79.37.42

■Particulier loue appartement F3 (1^{er}) étage USTO, 1500 logs, libre à partir de septembre. Tél. : 0556.79.37.42

■Oran Centre. Loue un F3 meublé et équipé, libre de suite (parking gardé). -Vend un F2 aménagé en F3 + débarras + livret foncier. Tél. 0667.41.75.91

■Oran : Location d'un studio meublé centre-ville Bd Tripoli. Tél. 0552.08.95.75

■Vend 3 apparts en R+3 D. F 160 m² avec garage chacun. reste finition Haï Yaghmoracen Coop. Chouhada. 0553.14.84.45 / 0790.42.10.96

■Vend duplex F4 Yasmine 2 en face café Dubaï, 103 m², 1^{er} étage. Tél. 0550.05.90.14

■A vendre appart F3 68.10 m² au 3^{ème} étage, bien aménagé, belle vue (procuration au notaire) situé à la corniche oranaise, côté complexe EDEN et le nouveau commissariat, pas loin de la plage. Tél. 0556.57.22.69

■VD F3 74 m², immeuble de deux étages deux voisins par palier, situé à Karma dernière concessionnaires autos, Sénia, PD 780 U nég. Tél.0776.67.19.25

■Av F3 Mimosas (cité Petit) -Av villa 240 m (Courbet) -Vd petite MM (Brunie) -A louer F2 Haï El Yasmine, 2^{ème} étage -A louer studio (Saint-Charles). Tél. 0790.68.38.67 / 0552.92.22.08

■Loue F3 (refait à neuf) cuisine semi équipée, toutes commodités, 4^{ème} étage, bon voisinage, immeuble bien situé à la Place des Victoires Oran. Tél. 0696.45.66.19

■Vds F3 aménagé F4 2 faç. 7^{ème}, 168 m², 2 WC, ascens. Résidence Président 2 cuis. équipée, caméra interphone, caméra surv. H24, immeuble neuf, rue général Nivelle, Boulanger Oran. Tél. 0772.94.81.89

■Av appart 3 pièces cuisine, SDB top au 1^{er} étage, toutes commodités, avec acte LF, 2 façades, ensoleillé. Prix après visite. Cité Sahada (ex-Protin) Oran. Tél. 0672.54.46.38

■Vend appartement F3 LSP en face Eden (Aïn El-Turck). Bon prix. Tél. 0554.35.79.09

■A louer appart F2, F3, immeuble neuf, interphone, chauffage central, à Les Castors Oran côté Mosquée Maghrawa. Prix après visite. Tél. 0555.11.55.49

■Vend superbe F4 Mostaganem environ 100 m² cité Chemouma, Zaghoul 1.4 milliard négociable (à voir) tél. 0549.85.10.64 / 0559.01.79.19

■A louer joli F4 avec salon double, cité des Enseignants USTO. Contactez de 11h à 19h le 0774.77.13.34. Curieux et courtier s'abstenir SVP

■A louer F2, 2^{ème} étage centre Oran entre rue de la Bastille et rue Larbi Ben M'hidi, disponible. Tél. 0793.71.32.99

■Vends appartement (acté) Aïn El-Turck en face (nouvelle दौर) F3 au 1^{er} étage (en plein centre-ville).Tél. 0771.13.16.44

■Loue appart F3 uniquement pour couple 1^{er} étage très bon état Plateau, Arzew. Tél. 0771.67.11.40

■Vends appartement 1^{er} étage acté 125 m² à Plaza Immobilier Les Camélias F3 + cuisine équipée + 3 pressing + 2 SDB + 1 place de garage en sous-sol. Pour info tél. 055563.08.94

■A vendre appartement F3 1^{er} étage 86 m² à Akid Lotfi Bator. 0770.42.16.17

■A vendre F3 luxe refait à neuf 3^{ème} étage à Akid. Prix après visite. A contacter 0791.58.97.50

■Vends appart F4 80 m² Akid Lotfi Bd Dubaï 4^{ème} chauffé, climatisé, Internet, parking 24h. Tél. 0560.25.24.83 / 0558.05.87.20 prix 12.5

■Vends F2, 1^{er} étage cité la Glacière Oran. Tél. 0666.69.25.82

■Vend F2 fini à Hay El Yasmine 2 Oran, LSP 3^{ème} étage, dalle de sol, faïence, barreaudage, Mishler, chauffe-bain, climatiseur, placards, eau h/24, gaz de ville. 0550.33.06.79 / 0774.76.17.14

■Vente ou location appartement F4 en bon état à côté Pépinière à Oran, 1^{er} étage, 92 m², avec deux façades parallèles - Tél. 0540.33.82.22 ou 0775.60.39.85

■Oran loue appart 5^{ème} & dernier étage Akid Lotfi, 4 pcs, meublées dont une transformée en dressing plasma, Internet H. Débit, M. à laver, douche, eau h/24, parabole, tél. etc. Contact 0559.36.21.77

■Mobile 0561.33.18.77 - www.agence-assala.com - Locat. F3 Plateau + F4, 3^{ème} Les Pyramides + villa La Lofa + F5 AADL + F5 pour bureau Maraval + F5 meublé Maraval.

■Mobile 0561.33.18.77 - www.agence-assala.com - Vends F5, 2^{ème} Les Pyramides bien fini -F5, 3^{ème} étage Piazza bien fini -F5, Gd Bd Front de Mer -F4, 10^{ème} Résidence En-Nour + parking -Appart 140 m² bien fini Maraval.

■A vendre un appart F3 au 2^{ème} étage 75 m² à Haï Yasmine. Prix après visite. Tél. 0773.26.73.17 - 0555.82.40.67-0661.21.48.38

■Vends appartement F3 bien aménagé F4 RDC double façade 100 m² à Millénium Bir El-Djir refait à neuf meublé ou sans. Tél : 0559.34.81.64

■Vends F4, 2^{ème} étage, 2 façades, refait à neuf, cité des Enseignants immeuble sécurisé, parking, crèche + école Maraval, 5 cité 156 logs bât 1 et 1/5 Othmania. Tél : 0772.37.30.09

■Vends appartement F3 cité 790 logs USTO bien ensoleillé, 2^e étage. Tél. 0777.44.78.58

■Tlemcen médecin cherche pour échange F2 4^e étage contre F2 au RDC ou 1^{er} + complément. Etudie toutes propositions. Tél. 0551.32.12.32

■Vends appart RDC, F4 acté, carnet foncier, conviendrait habitation et fonction libérale, dans cité fermée, gardée h/24 cité Lamur Avenue Sidi-Chahmi, El Bahia, Oran. Libre de suite. 0556.55.10.54 avant 21 heures

■L F2 +F3 Canastel +F3 El Yasmine + F3 à Aïn El-Turck équipé+ bungatow Bousfer Plage courte durée. Ag immo Canastel 0554.58.86.89

■A vendre ou à louer un bel F4 2^{ème} étage, très calme, deux façades, au 2^{ème} étage, Résidence Chourouk à El Akid Lotfi Oran. Contacter le 0550.54.02.28

■Loue F2 3^{ème} étage sur 5 (60 m²) Hay Yasmine, Résidence Nassim El Bahr. -Vends 207 HDI 2007 + Clio 3 essence. Tél. 0773.80.36.30

■Cause de santé vends ou échange F3 + très ensoleillé et spacieux de 75 m², acté + livret foncier au 4^{ème} étage à Grande Terre, contre similaire au 1^{er} ou 2^{ème} étage à Oran ou environs. Tél. 0553.09.90.50 / 041.75.74.98

■A vendre F3 bien ensoleillé refait à neuf 2 façades, acté 2^{ème} étage. Accepte promesse de vente, prix après visite - Hay Chouhada (Sabbah) - 0794.01.19.55

■Sidi Bel-Abbès- Vends bel appart F5, 124 m² cité (promotionnel) 2^{ème} étage, toutes commodités (eau h/24 chauffage, chaudière, téléphone) ADSL, parking surveillé ilibre, situé Bd Abbane Ramdane. Tél : 0560.00.08.86

■A vendre appartement F3 Sémiramis Rue Mostaganem - ORAN - 1^{er} étage - Tél : 0797.99.16.13 - Appeler à partir de 17 H

■A louer des appartements F2 - F3 bien équipés à PORT-SAY - MERSAT BEN M'HIDI - Coin tranquille - à bon prix - Tél : 0771.31.95.17

■Loue Appart F2 et F3 très bien équipé, garage, terrasses avec vue sur mer, près de la plage de Cap Falcon (Aïn El Turck - ORAN) - Possibilité location courte durée - Tél : 0774.42.78.56 / 041.26.52.15 / 0773.84.67.39

■A vendre des Apparts F3 - Actés - à GDYEL - 5.000.000,00 DA - Tél : 041.53.37.42

VILLAS

■Affaire à saisir : V/E M.M. deux étages 126 m² acte + LF centre Oran. Prix 2.0 U. Tél. 041.74.61.43 / 0772.76.38.39

■Vends villa R+2, N.Const. à Oued Tiélat Oran. -RDC : 2 garages, 2 p, cuis, hall, SDB, W.C, cour. -1er : 3 p, hall, Gd salon, cuis, SDB, débarras, terrasse. -2e : 5 p, SDB, débarras, terrasse. Prix 3M500 nég. Tél. 0668.69.14.09

■Location d'une villa à Gdyl pour célébration de fête de mariage. Contacter nous au 0550.56.30.50

■A.V villa 392 m² R+1, 260 m² bâti. -R : salon de 35 m², 225 m² local commercial. -1^{er} : 5P salon, SDB, C. Hall, H.B. Aïn -Témouchent -0777.04.10.53

■A vendre une maison RDS, 260 m², bâti 160 m² avec 2 pcs, salon, cuisine, gaz, eau, électricité, finie. Près de l'hôpital pédiatrie, route de Casnos. Tél. 0773.24.27.34

■A vendre MM à Fleurus loti. 510 (RAH) grand bd 118 m²+2. RC : g pour 2v, 2p, cour, b/eau, SDB -1^{er} : salle + 1p + cuis + SDB. -2^{ème} : 2 P + terrasse. Tél. 0540.31.30.71 / 0666.86.20.07

■Oran Centre vend 2 maisons vieux bâti, 350 m² + terrain 550 m², 3 façades, surface valable 900 m², acté. Promotion. 0554.61.96.16

■Vends villa R+2, acte + LF, 175 m², bâti 143 m², très bien située à Maraval avec façade de 15 m et 2 locaux. Construction nouvelle avec toutes les commodités (B. d'eau, clim, chaudière)Prix après visite. Tél. 0795.35.47.22

■Vends M.M. R+1, 160 m², actée, double façade, composée de 2 grands salons, 5 chambres, cuisine, 2 SDB, 2 sanitaires, cour, bache d'eau, garage, sis à Tiélat (Mahdia). Tél. 0772.08.85.16

■Tlemcen. Vends villa R+2, 200 m², boulevard de Kiffane en face hôtel IBIS, 2 façades commerciales & très bien aménagée. Tél. 0775.96.92.17

■Tlemcen. Vends villa R+2, 200 m², boulevard de Kiffane en face hôtel IBIS, 2 façades commerciales & très bien aménagée. Tél. 0775.96.92.17

■Tlemcen. Vends à Brya carcasse de 111 m², 2 façades actée + livret foncier + permis de construire. Prix après visite. Tél. 0771.56.48.47

■A louer immeuble double façade avec mur rideau de 4 étages, comprend sur chaque étage une grande salle, 1 appart au 4^{ème} étage conviendrait (bureau, banque, siège, d'assurance, groupe médical, laboratoire, école, magasin ...etc.) Tél. 0797.22.33.39

■Vds maison de maître 267 m² R+1, façade 10m, G. 2 entrées, gde cour, 3 ch, salon, cuis, SDB. -1^{er} :F2 + cuis + SDB + G. terrasse. Résidentiel, Savignon, dernière brasserie. Tél. 0779.14.97.24

■A vendre villa R+1 sur 500 m² à Belgaid, bâti 200 m² + villa R+1 2 façades, sur 400 m², bâti 300 m², avec 3 locaux en activité, pharmacie, pâtisserie, alimentation. Tél. 0661.29.56.83 / 0553.62.80.21

■Vends très belle villa avec piscine (actée) de 500 m², façade de 19 m (R+1) belle construction, récente, et très bien située au vieux Canastel. Vue sur mer. Oran. Tél. 0560.966.211

■Vends maison 216 m², Oued Tiélat, actée, R+2. -RDC : 2 garages, 2 pièces, cuisine, salle de bain, WC. -1^{er} : cour, salon, 3 chambres, salle de bain, WC, cuisine + terrasse. Tél. 0782.12.08.39 / 0549.69.22.93

■Vends habitation 221 m², vue sur mer, actée à Coralès Bousfer, Oran. Tél. 0672.41.85.93

■Location d'une villa à Gdyl pour célébration des fêtes de mariage. Contacter 0550.56.30.50

■Part. vend à Choupôt niveau de villa 2 façades sup 17x12.5 S habitable 170 m², 6 pièces 2 grandes terrasses, climatisé, 2 SDB, toutes les pièces avec balcon. Prix après visite. Tél. 0773.63.98.70

■A vendre villa 208 m² R+2 +grande terrasse Bd Millénium Coop. El Wiffek, Oran. 0771.38.31.91

■Vds belle villa 2 faç, avec jardin RDC gd local, 1^{er} hall, 3 ch, sal avec véranda, 2^{ème} tch + gd terrasse, puits, b/eau, réservoir, citerne gaz GPL, 100%, à El Ançor côté Les Andalouses. Tél. 0549.23.19.00 / 0772.78.25.06

■A la daïra d'Es-Sénia, cité des 200 logs, se trouve une très belle villa avec toutes comm. Pour tout renseignement tél. 0550.52.83.63 - 0771.39.41.32

■Sidi Bel-Abbès une grande maison de 385 m² située à la cité Sidi Yacine en face de la mosquée « Fatima Zahra ». Pour d'amples renseignements tél. 0771.39.41.32 - 0550.52.83.63

■Tlemcen : A vendre maison 190 m² 2 façades, 3 p + salon, c. SDB, rue Lt Rabah Naimi, Beauséjour. Tél. 0555.27.14.96

■V. Villa splendide, moderne meublée, face mer, cuis. Equipée, piscine et cour. idéale entrep. ou société étrangère. Tél. 0796.99.55.87 - labocca91@gmail.com

■A.V carcasse 70% R+2 avec soupete, 100 m², 2 façades + livret foncier, El Hamri. Tél. 0552.50.71.21

■Vds villa R+1 ttes commodités, à Bousfer-Plage. Prix après visite. Tél : 0661.60.44.52

■Loue immeuble H/stand. de 4 appts + studio équipé clim + chauffage/ garage 150 m² convient Sté, clinique. à Hassi Benokba. P.A.Vis. 0791.90.96.41. Curieux s'abstenir

■Vends belle villa 350 m² Gambetta R+1, 02 locaux. 0553.74.90.97. Intermédiaire s'abstenir.

■A vendre maison par désistement à Béthioua (Phœnix) Camp Sonatrach. 6 pièces, grand hall, cuisine, 2 cours, garage. Tél. 0793.99.58.77

■A vendre villa 2 étages actée 108 m², luxueuse, quartier résidentiel, Boujdjemaâ (Chahid Mahmoud). Tél. 0771.31.90.58

■A vendre belle villa 250 m² à Misserghine R+1 -RC : 2 ch, cuisine, garage, jardin, piscine, avant cour, SDB et hammam + hall. -1^{er} : hall +2 ch, salon, cuisine, 2 SDB. Prix après visite SVP. Tél. 0559.55.43.41

■Loue Oran à la LOFA niveau de villa composée 2 appts F3 et F4 mitoyens 150 m² chacun, 2^e étage, état neuf + garage 2 voitures, toutes commodités. 0778.39.85.12

■Sidi Bel-Abbès échange maison de maître 170 m² Mont-plaisir + Local sur Gde avenue 55 m² contre villa ou M de maître plus grande, quartier résidentiel. Contacter le 0555.05.90.10/ 0771.62.33.47

■A vendre une grande villa à Aïn El-Turck, Oran, de 352 m², 2 façades, une façade commerciale R+2, possédée 5 locaux et 4 appartements. Niveau de la construction 80%. Tél. 0553.99.70.40

■A vendre maison de maître vieux bâti 140 m², situé rue de Batna, Victor-Hugo (Oran) 02 façades RC+1 étage. Intermédiaire s'abstenir. Tél. 0553.11.07.20

■Vends villa RDC + 2 étages + terrasse + sous-sol garage pour 3 voitures +5 g ch +3 g salon + 2 SDB +3 WC + deux vérandas + 3 halls + cuis + hammam + jardin + gde cour (sup. 272 m²) à Boutlélis Oran. Tél. 0776.54.88.41 - 0776.85.77.46

■Vends villa 2 façades 210 m² bâti, R+1 avec un grand jardin + cave et un grand garage, contient 6 P + 2 cuisines cité haï Essaleh citée Béné-Saf. 0773.83.48.67 - 0558.42.63.49

■Vds villa R+3, N C 207 m² avec S/sol à 40 m du gd Bd Rte Bekgaïd Coop. Panorama/S/Sol : 207 m² R : 170 m² /1^{er}/F5 167 m² + Terr./2^{ème} : F5, 3^e F3 80 m² + terr. Tél. 0561.69.87.75 - Prix après visite

■URGENT : A louer villa R+1 + garage haut standing complète ou juste RDC pour profession libérale à Canastel 100 m du nouveau boulevard 15U/mois nég. 1 an à l'avance. 0672.54.38.20

■A vendre maison individuelle (genre chalet) à Cité Petit, Oran, actée, plus livret foncier, 300 m², 15 mètres de façade, bien ensoleillée. Tél. 0772.18.20.70

■Vends au Camp 5 (Béthioua) une habitation constituée d'un bungalow 5 pcs, cuis, SDB cour et d'une villa R+1 garage, salon, cuis, hammam, 1^{er} 3 pcs, 1 salon, situé à 30 km d'Oran. Tél. 0790.44.01.47

■Part. vend villa meublée dans nouveau quartier résidentiel « St Hubert » HT ST R+3, 2 apparts, 8 ch, 3 salons, Hammam + SDB jacuzzi, 4 cuis. Intermédiaire s'abstenir SVP. Tél. 0664.77.52.62 / 041.24.97.27

■A vendre villa R+1 (1 façade 18m) 260 m² actée + LF, La Lofa (Oran). Prix après visite. Tél. 0555.42.13.97

■A vendre villa R+1 actée 178 m², direction Belgaid 2^{ème} ruelle Salle Cristal, finie. Prix après visite. Pas de curieux SVP. Tél. 0772.74.35.01 / 0772.38.69.56

■OUED TLILAT - ORAN - Vend MM très bien située, 340 m². -RC 2 locaux + logt 2P + cuis, jardin. -1^{er} : logt 3 hall, cuis, AV travaux 80% acté + permis. Prix après visite. Tél. 0561.41.90.39

■Particulier vends à Oran maison de maître de 243 m², à Haï Bouamama (Ex- Rocher) à 150 m de la route nationale. Prix offert 1.8 M - Tél : 0660.80.62.43

■Vends villa 437 m² à Boutlélis R+2 - RDC : Cour, salon, chambre. 1^{er} étage : 4 chambres, SDB - 2^{ème} étage : 4 chambres, cuisine, SDB - Tél : 0778.55.42.97

■A vendre villa RDC + 2 étages Coopérative Immobilière Benzerga El-Houari Aïn Turck Tél. 0550.12.80.18 - 0550.56.30.72

■A vendre villa à MASCARA. 2 façades. RC : 2 salons + séjour + cuisine équipée. Garage 1 voiture - 1er étage : 4 chambres + hall + terrasse 60 m² - 2ème étage : salon 135 m² équipé - 3ème étage : véranda + Gde terrasse, Chauffage central + climatisation - 0661.83.19.00

TERRAINS

■Vend matériel de charcuterie et fromagerie+chambre froide presque neuve. Tél. 0770.83.07.52

■Vente d'une pompe à béton neuve. Tél. 0780.69.43.64

■Entreprise T.B.Z. met à votre disposition chargeur 3m3 à 16.000 DA/j. -Plate-forme suspendue électrique à 3500 DA/j. -Echafaudage à 250 DA/j. Tél. 0661.73.85.07

■Vends un terrain de 5400 m² acté situé à Hassi Bounif (Chahid Mahmoud) Tél. 0561.41.47.18 ou 0772.94.85.64

■Tlemcen Immo : Vds 02 lots 220 m² Bliouana 9U/m² + 300 m² Bréa 4.5U/m² + 200 m² Habak 4.5U/m² + 320 m² Mansourah 5.5 U/m². Tél. 0662.38.35.10 / 0552.30.21.19

■A vendre un lot de terrain de 151 m² situé à Béné-Saf, acte + livret foncier. Tél. 0776.13.01.66

■Vend terrain 1265 m², faç. 25m pour équipement Haï Makam Chahid, Sidi Bel-Abbès à côté de la DLEP. Tél : 0663.88.47.08

■Particulier cherche un terrain de plus de 5000 m² (à vocation industrielle) à Oran dans les régions de Sidi Maârouf, Sidi-Chahmi, Hassi Ben Okba, Pas d'intermédiaire. Tél. 0560.006.655 / 0560.006.644

■Vend terrain, 200 m², 1 façade, Chérif Lahocén, Bethioua. + Vd terrain agricole sup 1ha 15 ares, route de Sig / Alamia. Tél. 0556.98.67.69

■A vendre une ferme à Aïn-Safra w. de Naâma au bord de la route avec une maison, un hangar pour l'élevage, des arbres fruitiers et un puits. Le tout est de 4 hectares. Tél. 0555.93.45.87

■A vendre terrain 128 m² coopérative 24 Février El-Barki. Tél. 0557.42.56.62

■A vendre lots de terrain de 100 m², à 220 m², actés et viabilisés totalement à Boufatis, prix intéressant. Tél. 0555.91.58.42 de 09h à 18h

■A vendre lot de terrain 1000 m² à Hassi Ameur, zone industrielle, acté + livret foncier + P.C. Pas d'intermédiaire SVP. Tél. 0550.76.27.94

■Vd superbe lot terrain 1 façade en face autoroute situé à Brédeah daïra

■Pharmacie à haï el Sabah cherche vendeuse en pharmacie. Expérience exigée d'au moins 2 ans. Tél : 0555.02.10.04

■Call-Action recrute des commerciaux sédentaires pour sa filiale France Assurance, maîtrise parfaite du français, salaire (30 à 70 mille DA) cadre de travail jeune et moderne, formation d'un mois rémunérée CV + photo à : recrutement@call-action.fr

■BELUX recrute gestionnaires de stock, magasiniers TS maintenance, TS hygiène sécurité. Tél : 040.22.37.62 - 040.22.32.43

■BBELUX recrute peintres industriels thermolaquage chalumistes, oxycoupage, manœuvres. Tél : 040.22.37.62 - 040.22.32.43

■BELUX recrute chauffeurs véhicules léger/lourd/commun. Gardiens, soudeurs, meulseurs. Tél : 040.22.37.62 - 040.22.32.43

■En urgence, société privée sise à Oran cherche deux (2) agents de transit hommes, expérience 2 ans minimum sur terrain, permis de conduite obligatoire. Envoyer CV : oran-transit@outlook.com ou 0540.39.55.72

■Sté d'import ch. magasinier exp. exigée dans la gest / stock + bon français. Env. CV à Saïdi Ahmed 08, rue Messabih Mekki Gambetta (31013) Oran ou emploi@magasinier@yahoo.fr

■I.S.P. à TLEMENEC recrute son Responsable de Maintenance - Maîtrise la maintenance des machines - Expérience dans l'organisation administrative du poste maintenance - Expérience exigée - N° Fax : 043.27.70.82

■I.S.P. à TLEMENEC recrute son Magasinier - Maîtrise la gestion des stocks par PC, Excel, Word - Expérience dans l'organisation du magasin, matières, fournitures - Expérience exigée - N° Fax : 043.27.70.82

■BELUX recrute Licenciés (ées) sciences économiques, commerciales, marketing - Résider obligatoirement à Ain El Bya - Bethioua - Envoyer CV : rhoran@beluxclairage.com

■SARL B.M.C. : Si vous voulez être un Chauffeur de taxi avec une voiture neuve à demi-prix avec beaucoup d'avantages, vous être les bienvenus à l'adresse : 11, Rue Lahmar Djelloul - EL BRAYA (entre Tiélat et Sidi Chahmi) - 0661.21.21.21

■Recrute Secrétaire, sérieuse, présente, qui maîtrise l'outil informatique avec expérience et vendeuse présenteable ; Clarckistes qualifiés et Manutentionnaires sérieux et dynamiques - Veuillez nous contacter au : 0549.85.76.56

LOCAUX

■Loue à Tiaret sur principale avenue plein centre-ville cafétéria 02 façades, équipement neuf + terrasse en face université, lycée, direction académie - PTT - école - CEG-Institut agronomie. Tél. 0557.74.60.91

■Loue locaux avec arrière-boutique et sanitaires à Maraval, Oran. Tél. 041.32.71.76 / 0557.20.88.62

■Local à louer pour tout type de commerce. Environ 58 m², bien située à Ain El-Turk. Tél. 0797.08.45.06 de 9h à 12h et de 15h à 20h

■Vends local commercial avec sanitaires de 221 m² situé à Bel-Air Bd Froment Coste, Oran. Tél. 0561.74.54.74

■A louer local 55 m² bien aménagé, rideau électrique, Maraval en face mosquée, cité douanière. Tél. 0540.12.33.67

■A louer un très bon magasin de vêtements femmes de 20 m² bien aménagé et très bien situé à Rue de (6) Choupot. Tél. 0555.33.54.73

■A louer local comm. double façade de 120 m², 4.90 m de hauteur, avec sanitaires, F.M. dalle de sol + sous-sol de 220 m² situé à la rue Soufi Zoubida, Haï Othmania à Maraval. Tél. 0774.12.79.01

■A louer à Akid Lotfi magasin de 43 m², sanitaires, vitrine en verre, soupente, rideau élect. - A vendre à Khessibia Mascara, carcasse de 338 m², double façade. Tél. 0560.82.53.34 / 0778.11.54.21

■Local commercial à vendre en plein centre-ville de Mostaganem. Superficie 191 m² + soupente (hauteur 1m80) 2 accès. Tél. 0552.33.80.01

■A vendre propriété de 10.000 m² à Oran dont un complexe de froid, 3 bâtiments de stockage, un parc de 1000 m². Pour rendez-vous et visite appeler le : 0770.86.59.93

■Loue local (dépot) 60 m² environ + soupente à côté V. Nouvelle. Port : 0663.30.61.53

■Loue 3 hangars 200 m² chacun, enfermant une cour de 200 m² avec électricité (380V) et eau, situé à 5 minutes de l'autoroute en face de l'aéroport de Tafraoui. Tél. 0799.24.64.97

■Vends un très beau magasin avec toutes commodités (clim., sanitaires, douches, arrière-boutique) en plein centre-ville d'Oran, 40 m². PD 950 négociable. Acte notarié. Mob. 0699.14.67.41

■A vendre local commercial acté 32.10 m² + la cave avec sous-sol, 31.81 m² avec WC, dalle de sol et plafond à part la cave. Adresse : Arcoprim Akid Lotfi, Oran. Tél. 0797.38.18.80

■Tlemcen. Vend usine pour conservation d'olives avec matériel, 300 m² - Tél : 0770.83.68.33

■A vendre un local à Akid Lotfi bien situé convient bureau, superficie 25 m². Tél. 0772.48.96.66

■Vends des locaux commerciaux à Gdyl Oran. Tél. 0560.96.36.20 - 0770.88.22.92

■A louer un magasin au centre commercial ANIK, bien situé, surface 50 m². Veuillez contacter 0661.20.26.66 / 0661.20.65.29

■Echange local B. Situé 55 m² avec S/Sol à Sidi Bel-Abbès conv. Bureau ou commerce contre F2 à usage de bureau ou local sur Gde avenue à Tlemcen ou Mostaganem. Tél : 0555.05.90.10 / 0771.62.33.47 / 048.65.29.94

■Local grande surface 360 m² situé cité Djamel en face Sonatrach double façade, convient à espace d'exposition ou administration. Tél : 0776.29.80.62

■02 chambres froides négatives positives chez un privé avec registre de commerce, une de 200 m3 et l'autre de 130 m3 localisé à Ain El-Turck, Oran. Cherche un locataire ou un partenaire associé qualifié. Etudie toutes propos. Contactez 0553.99.70.40

■A louer local 30 m² bien situé gd Bd haï Yasmine conv. bureau, pharmacie ou autre. Tél : 0555.46.36.55

■Vend 2 locaux commerciaux jumelés à El Akid Lotfi 100 m² au sol + 30 m² en étage, très bien aménagés conviennent toutes activités, grande arriere, parking. Prix après visite. Contact : 0560.03.73.87

■La SARL Sidi Attallah et Boulouaouar, société de promotion immobilière, met en vente un local commercial avec une façade de 4 rideaux d'une surface de 252 m² sis à la résidence Les Alpes, Bel-Air, Oran. Tél. 0555.78.75.09

■A louer local, 54 rue Larbi Ben M'hidi, double façade, ex-Geox. Tél. 0770.31.19.31

■Tlemcen vend magasin acté 12m2 + soupente, 2 façades, en face de l'ANSEJ d'Imma. Tél.0551.99.00.66

■Pour investir vend local 25 m², rue Khemisti -Local 28 m² Maraval (Bd) -Local 32 m² très bien aménagé Haï El Yasmine 2 (041)33.46.68 / 0772.22.86.92 louni-immobilier.com

■PORT-SAY - MARSABEN M'HIDI - Vends lot de terrain. Acte notarié. Magnifique emplacement. Vue imprenable. Toutes commodités - Eau. Gaz. Elect. - 0554.05.04.30

■A vendre des locaux commerciaux - Actés - à Haï Yasmine - Tél : 041.53.37.42

■ORAN - Bel Air - A vendre local commercial 40 m² + soupente de 20 m² - Prix offert 500 Unités - Tél : 0661.404.403

DIVERS

■Vend matériel de charcuterie et fromagerie-chambre froide presque neuve. Tél. 0770.83.07.52

■OFFSET KORS : 250 UNITE - Platine Gtp à chaud : 150 u.-Châssis polygraphe : 45 u. - Piqueuse (Rapidex) 40 u. - Machine à relief A3 : 15 u. - Emballeuse : 25 u. - Perforeuse (Mercury) 20 u. Tél. 0550.21.98.09

■Vente d'une pompe à béton neuve. Tél. 0780.69.43.64

■Entreprise T.B.Z. met à votre disposition chargeur 3m3 à 16.000 DAJ. -Plate-forme suspendue électrique à 3500 DAJ. -Echafaudage à 250 DAJ. Tél. 0661.73.85.07

■Import Médical vend : Echographies couleur Doppler 2D-4D-UD. -Echo N/B portable, bon prix. -Fauteuil dentaire -Compresseurs. -Autoclaves. -Radiographe 100 MA-300 MA - ECG - Laser chirurgie - Laser épilation...etc. Tél. 0771.63.32.73 -035.73.80.49

■Vends chaîne complète de boisson gazeuse. Tél. 0772.93.29.96

■Pour tous vos projet ANSEJ, CNAC.. Cosmeopro vous propose tous types de matériels. Tél. 0556.54.22.88 / 0553.80.68.40

■SARL Olivert met en vente poudre de lait écrémé SPRAY (38% protéine) pays d'origine France (Montaigu). Pour plus d'informations veuillez nous contacter au 0552.45.07.47.

■Vend -Tour EP 1mm. -Scis. mécanique diam. 250. -Perceuse sur colonne. - 0779.90.81.66

■Béchar loue citerne à carburant 27000 L, année juin 2010. Tél. 0556.93.61.85 / 0774.51.38.34

■Père de famille cherche numéro de taxi. Tél. 0549.62.33.54

■Av cuves en inox différentes capacités. Tél. 0551.89.07.65

■A vendre broyeur plastique puissance 120 ch. de marque Priviera italienne, modèle MU 508 M3. Tél. 0555.69.66.69

■Vends 4 serres tunnel 8m x 50m, une citerne pour tracteur. Tél. 0560.03.00.38

■Sté privée située à Mosta propose pour Sté de recyclage : -Fûts métalliques, fûts en plastique bleu, déchets en plastique souple, déchets en carton. Tél : 0560.999.740/0550.566.041

■A vendre : Pelle KOMATSU PC 450. - Porte engins 54 tonnes. -Remorque à benne 16 m3. -Marteau brise-roche MB 2200 Atlas Copco. -Marteau brise-roche G90 SANDVIK. -Marteau brise-roche G88 SANDVIK. -Marteau brise-roche HM 960 KRUPP. Veuillez contacter 0661.20.26.66/ 0661.20.65.29

■Vends Tour 1M + fraiseuse PMO 1.5 + affûteuse universelle. Le tout en état presque neuf. Tél : 0555.49.08.11

■A vendre matériel de cafétéria machine 4 bras (Conti) des tables et des chaises, 3 frigos, Mostaganem. 0771.29.03.68

■Producteur vend 10 quintaux miel pur d'abeille de montagne qualité supérieure année 2014. Tél : 0699.87.97.60

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Mach. « Mouchoirs. Serviette. Gobelet » - « Conditionneuse » - Tél. 036.65.33.34.35/36 - 0555.62.34.91/92

■Vd matériel complet de fromagerie machine DELTA portions et machine Chemnie portions + fourgon Sprinter frigo, année 2000. Tél. 0779.74.89.40

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Mach. « Impression G. Format - Gravure Num. sur Bois » - Tél. 036.51.47.14 - 0555.62.34.93/94/95/96

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Machines Transformation » Plastique - Papier - Carton » - Tél. 036.51.47.14 - 0555.62.34.97/98/99

VEHICULES

■Voitures de location (état neuf) pour particuliers et sociétés. Contacter : 0770.30.12.41 / 0773.01.62.49

■Vends Volkswagen Amarok pick-up 2011. 110.000 km. Tél. 0777.04.10.53

■Vente voiture 4x4 Mitsubishi L200, année 2008 + 01 camion à benne 6x4, année 2010, marque, Maz + un lot de pneumatiques (650x10) (500x9). Tél : 0550.56.30.50

■Vend Duster Diesel 4x4 boîte 06 vitesses, couleur noire, 55000 km. An 2011, ttes options + cuir, xenon. PO 139 U. Tél. 0557.71.93.69

■Sidi Bel-Abbès. Deux camions mis en location, tonnage 2,5T à benne basculant de marque GMC, pour les entreprises privés ou étatiques. Joindre le numéro suivant : 0772.30.83.16

Société privée de conditionnement, sise à Es-Sénia Oran recrute :

- 02 Chefs d'atelier électrotechnicien
- 02 Opérateurs de machine (conditionneuse), demeurant à Oran.

Veuillez contacter :
Tél. : 0560.51.43.58
Fax : 041.51.52.00
E-mail : ets.cond@hotmail.com

ECOLE DE FORMATION

Recherche enseignants du secondaire pour cours de soutien en :

- * Mathématiques
- * Philosophie
- * Physique
- * Langues
- * Sciences

Lieu : Oran, Haï Khemisti
Contact : 0559.30.20.41

الحج 1435

رحلات الذهاب من وهران إلى المدينة مباشرة
رحلات العودة من جدة إلى وهران
فنادق قريبة من الحرم في مكة والمدينة + خدمات
(خاص بحجاج القرعة)

مكتبة أسفار GFAF VOYAGES

وكالة معتمدة من طرف الديوان الوطني للحج والمعرة

وكالة وهران: 36, شارع مبروشو ☎ 041 400 400
وكالة مغتية: 52, شارع ع. التيسى ☎ 42 95
043 27 60 60 وكالة تلمسان: المشور ☎ 043 30
www.gfafvoyages.com

A vendre

Concasseur Mobile

- Marque EXTEC C10

- Année 2001

- Nombre d'heures 6000 H

- Capacité 250 T/H

- Produit réglage 0/40 à 200

Contact : 0558.38.14.83

Vends villa coloniale actée 201 m²

3 gdes chambres, cuisine, WC, douches, 1 gde cour, 1 gd. garage, terrasse à côté de la mosquée OKBA BEN NAFAEA en face l'école BEN KALT MED »

15 Rue Frs GHABRINI Cité Coopérative Belvédère MOSTAGANEM

P. Visite : 0770.24.44.85 / P.Vente : 0770.62.02.02

La Sté CEGELEC, Etablissement d'Oran

Le chef de projet et l'ensemble de son personnel, profondément attristés par le décès du fils de **M. LAKHOUA M'henni Essaid**, présentent à ce dernier et à sa famille leurs sincères condoléances.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

PENSÉE

Pas de mots, il n'y en aura jamais assez pour exprimer ma douleur suite à ton départ pour un monde meilleur. Toi mon fils adoré : **Mustapha GRINE**, décédé le 13.08.2014. Mon enfant, mon aîné, tu étais charmant, si chaleureux, attentionné et affectueux.

Allah Yerhmk Hbibi
Ina Lillah Wa Ina Ilayhi Rajioun.

Ta maman



PENSÉE

A la mémoire de notre cher père et grand-père **ABED Hamid** le 28/08/2013

1 an est passé sans toi papa, laissant derrière toi un grand vide que nul et personne ne pourra combler. Tu nous manques terriblement et tu demeures toujours dans nos cœurs, grâce à ta gentillesse, ta bonté et ton amour pour nous.

Sa femme, ses enfants et ses petits-enfants

Vous prient d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

Que Dieu l'accueille en Son Vaste Paradis

Ta fille Amina



PENSÉE

Moudjahid HEMCH Mohamed Seghir

En ce triste jour du 28 août 2012 nous a quittés notre cher et regretté père, laissant un vide immense. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

Ton épouse, tes enfants et petits-enfants qui ne t'oublieront jamais.

Repose en paix, et que Dieu te reçoive dans son Vaste Paradis.

Incha Allah.



DÉCÈS

Les familles **BELBEY, OSMANI, CHAABANE, BENHOURA** de Mazouna W. de Relizane, ont l'immense douleur de vous faire part du décès de leur chère et regrettée mère et grand-mère, **Mme BELBEY Kheira**, à l'âge de 69 ans. Sa famille demande à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.

Ton fils Mohamed

إنا لله وإنا إليه راجعون



PENSÉE

Mr KADDOURI BOUAMRANE 28/08/2014

Cinq années déjà et ton souvenir demeure toujours vivace, nul ne peut oublier ton humour, ta générosité et ton franc-parler. A tous ceux qui l'ont connu et aimé je leur demande d'avoir une pieuse pensée.

Allah Yarhamak

Ton frère Adda



REMERCIEMENTS ET PENSÉE

La famille **BELHABICH**, parents et alliés, remercient tous ceux qui ont compati à la douleur de la perte de leur mère **MALIKA** et saisisent cette occasion, 40^{ème} jour, pour demander à ceux et celles qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée pour elle.

إنا لله وإنا إليه راجعون



40ÈME JOUR REMERCIEMENTS

Les familles **BENABBAS** et **ZATOUT**, très touchées par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de leur cher et regretté fils, **BENABBAS Redouane**, survenu le 21.07.2014 en France, adressent leurs vifs remerciements à tous ceux qui ont compati à leur douleur et demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

Puisse Dieu le Tout-Puissant l'accueillir en son Vaste Paradis.

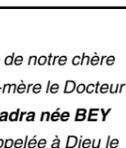
Inna Lillah Oua Inna Ilayhi Radjioun.



PENSÉE

A la mémoire de notre chère mère et grand-mère le Docteur **BELARBI Badra née BEY IBRAHIM**, rappelée à Dieu le 28.08.2005, sa famille demande à tous ceux et celles qui l'ont connue et appréciée d'honorer sa mémoire par des prières, et que le Tout-Puissant lui accorde sa Miséricorde et l'accueille dans son Vaste Paradis.

Son mari, ses filles et ses petits-enfants



REMERCIEMENTS

Le 18 août 2014, notre cher frère, père et grand-père, **ALLOUANE Mohamed Tayeb** a été rappelé à Dieu. Le choc si violent nous a ébranlés et plongés dans une douleur et chagrin très profonds. Grâce à Dieu, nos proches familles et amis qui nous ont soutenus en nous rappelant la générosité et la sagesse de notre défunt, nos cœurs se sont apaisés. Son fils, le Dr Med Elhadi tient à remercier vivement au nom de la famille tous les sympathisants pour leur soutien. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.



PENSÉE

Le 28 août 2008 nous quittait à jamais notre cher et regretté père et grand-père **Monsieur CHIBANI Mohamed**. En ce triste souvenir, sa femme, ses enfants et ses petits-enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.

A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons.



PENSÉE

1 an est passé, depuis la disparition du regretté **BENYAMINA Abdalkader**, le 26 août 2013, sa famille et ses proches demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Puisse Dieu le Tout-Puissant l'accueillir en son Vaste Paradis.

Allah Yarhamak.



PENSÉE

Une pensée pleine d'amour et de souffrance pour notre chère mère **Mme MERABTI née GUERMOUCHE Zohra** Rappelée à Dieu le 29.08.2010, le 20^{ème} jour du mois sacré de ramadhan 2010. Les familles **MERABTI** demandent à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

Allah Yarhmk.

Ton fils Med et Nour Eddine



TÉBESSA

Les ânes à la rescousse des contrebandiers

Ali Chabana

Si l'état se resserre sur les contrebandiers, notamment ceux activant dans la filière du carburant, force est de constater, que les trafiquants sont contraints d'agir autrement, en fonction de la conjoncture. Ainsi, les principaux accès routiers deviennent de plus en plus difficiles à emprunter, les services de sécurité tous corps confondus y sont trop fortement présents, les barrages fixes de contrôle ou les patrouilles pédestres et motorisées. Conséquence, la contrebande observe un certain recul, mais elle continue tout de même de sévir et tous les moyens sont les bienvenus.

Cela se confirme, concernant par exemple le transport du carburant destiné au réseau de la contrebande, avec l'utilisation de bêtes de somme devenues les plus indiquées pour accomplir à la perfection cette tâche, ils sont dociles, peu encombrantes et faciles à diriger par les pistes escarpées, dans les méandres des massifs montagneux. Seulement, les services de sécurité sont aux aguets, des dizaines de baudets sont interceptés et mis en fourrière.

D'après les chiffres de la Gendarmerie nationale, rien que pour l'année 2013 ce sont plus de 900 ânes qui ont été saisis. Pour la petite histoire, pourquoi cet animal si discret a-t-il été choisi pour exécuter ce la-

neur de longue haleine ? Sachez qu'une de ces bêtes peut porter par voyage 4 à 6 jerricans de 20 litres de carburant, soit entre 80 à 120 litres, multipliez toute cette quantité par le nombre de baudets que peut compter un convoi, une moyenne 10 bêtes. De nos jours, notre ami « l'âne » voit son statut revalorisé et son prix.

D'El Houijbet à Negine, en passant par Oum Ali ou encore Bir El Ater, localités frontalières confrontées au phénomène de contrebande de tout acabit, les gentilles bêtes ne rechignent pas au boulot, souvent maltraitées par leur propriétaires, elles sont toujours là, prêtes à tenter l'aventure, sans savoir ce qui les attendra de l'autre côté.

EL-TARF

A.Ouelâa

C'est parti depuis mardi et durant quatre jours pour la fête du miel à laquelle ont pris part 30 producteurs de la wilaya d'El-Tarf qui ont élu domicile au parc animalier de Brabtia dans la commune d'El-Kala. Organisée con-

La fête du miel

jointement par la chambre de l'agriculture et la DSA, cette manifestation, la première du genre, se veut un espace pour vulgariser cette activité au grand public et un cadre de concertation entre les professionnels de la filière.

Pour ce faire, et au regard des difficultés et autres aléas auxquels sont con-

frontés les apiculteurs, il a été décidé de créer une coopérative qui constituera un cadre de réflexion et d'action pour les producteurs de miel.

Enfin, la production de miel pour cette année a été de 1650 quintaux, soit une production record, selon le président de la chambre de l'agriculture.

SOUK-AHRAS

Une station d'énergie solaire

Le chantier de réalisation d'une station d'énergie solaire vient d'être installé dans la commune d'Oued el Kebrit (70 km au sud de Souk-Ahras), a-t-on appris mardi auprès du directeur de l'énergie et des mines (DEM).

Le projet est inscrit dans le programme national visant la diversification des sources d'énergie, a pré-

cisé Boumediene Seghiri. Erigée sur une superficie estimée à 30 ha, cette station première du genre dans la wilaya, disposera de cellules solaires d'une capacité de 15 mégawatts. La réalisation a été confiée à une entreprise chinoise spécialisée, ajoute le responsable.

Le projet, qui sera lancé avant la fin de l'année 2014, permettra de

soutenir le réseau électrique et de lutter contre les coupures électriques, souvent enregistrées durant la période estivale, a-t-il affirmé.

L'opération contribuera également à générer de nouveaux postes d'emploi notamment dans les spécialités techniques liées à ce domaine à l'instar des filières d'énergies renouvelables, ajoute la même source.

OUM EL BOUAGHI

Un nouveau forage d'eau

Un nouveau forage de 30 litres/seconde vient d'entrer en service dans la commune d'Ain Fakroun (26 km à l'ouest d'Oum El Bouaghi) pour alimenter en eau potable une population de 15.000 âmes sur les 60.000 que compte cette collectivité, a-t-on appris mardi d'un cadre de la Direction des ressources en eau (DRE).

Cette nouvelle infrastructure hydrau-

lique a permis d'augmenter la dotation quotidienne en eau potable, passant de 90 litres/habitant à 130 litres/habitant, a précisé M. Nessreddine Boudebouza, le chef du service alimentation en eau potable (AEP) à la DRE. L'ouvrage, dont la réalisation et l'équipement ont nécessité 50 millions de dinars, contribuera à répondre aux besoins d'une population estimée à 15.000 âmes, se-

lon le même responsable. L'amélioration de la distribution de l'eau potable dans les grandes villes de la wilaya d'Oum El Bouaghi à l'instar des communes d'Ain Beida et d'Ain M'lila reste tributaire du parachèvement des travaux de réalisation du projet de transfert des eaux du barrage de Beni Haroun (Mila), a déclaré récemment le wali, Mohamed Salah Manaâ.

OUARGLA

Hadj 2014 : 9 vols de départ programmés

Neuf (9) vols sont programmés par Air Algérie depuis l'aéroport de Ain El-Beida (Ouargla) pour le transport des hadjis (saison 2014) de la région sud-est du pays vers les Lieux Saints de l'Islam, en Arabie Saoudite, a appris l'APS mardi auprès de la Direction régionale d'Air Algérie. Un nombre global estimé à 2.250 pèlerins des wilayas de Ouargla, El-Oued, Illizi, Tamanrasset et Ghardaïa, seront transportés à destination des Lieux Saints à raison de 250 passagers par vol, selon

la même source. Les vols de départ seront effectués durant la période allant du 9 au 18 septembre prochain par des appareils Boeing 767, dont 8 vols sont prévus à destination de Médine et un autre vers Djedda, tandis que les vols retour seront effectués entre les 11 et 20 octobre prochain, a-t-on ajouté de même source. Dans le cadre de cette saison du hadj, trois (3) agences touristiques agréées ont été retenues pour la prise en charge et l'accompagnement des hadjis, a-t-on signalé. Des rencon-

tres de sensibilisation et d'orientation sur les modalités (théoriques et pratiques) d'accomplissement des rites de ce cinquième pilier de l'Islam ont été initiées par les Directions des Affaires religieuses et des Wakfs, dans les mosquées de la région du sud-est du pays au profit des hadjis. Tous les moyens requis sont réunis, en collaboration avec les divers secteurs, pour aider les futurs pèlerins à accomplir leur devoir dans de bonnes conditions et à assurer la réussite de la saison du hadj 2014.

BISKRA

Nouveaux établissements pour la rentrée scolaire

De nouvelles infrastructures éducatives seront réceptionnées dans la wilaya de Biskra, au titre de la rentrée scolaire 2014-2015, a-t-on appris, auprès des services de la wilaya. Il s'agit de 3 lycées prévus dans les communes de M'lili, d'El Ghrous et Biskra, de 2 CEM, en réalisation, dans les localités de Doucen et Mekhadma et de 33 classes d'extension pour les paliers du primaire et du secondaire, a précisé la même source. Ces structures d'enseignement éducatif permettront d'aug-

menter les capacités d'accueil des élèves et de prévenir le problème de surcharge des classes, selon la même source. Des efforts sont, actuellement, consentis par la commission de wilaya, chargée des préparatifs de la rentrée scolaire, avec la collaboration des services techniques pour le raccordement de ces infrastructures aux réseaux

d'électricité, d'eau potable et d'assainissement, ajoute la même source, faisant savoir que 18 autres lycées sont en cours de réalisation.

La wilaya de Biskra dispose, actuellement, de 450 établissements scolaires répartis sur l'ensemble des communes de la wilaya dont 42 lycées, a-t-on souligné de même source.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

29 chouel 1435				
El Fedjr 04h41	Dohr 12h50	Assar 16h32	Maghreb 19h29	Icha 20h53



BOUIRA

Plus de 1240 habitations raccordées au gaz naturel

Farid Haddouche

Les 5 localités de la wilaya de Bouira, à savoir Taourirt Omar, Oued Ben Ayad, Ahl Reguab, Bordj O'Khriiss, et Ridane, ont été raccordées avant-hier au réseau du gaz naturel. A travers les 5 agglomérations citées, il s'agit en tout de 1245 habitations qui en ont bénéficié. Ces projets importants s'inscrivent dans le programme quinquennal 2010-2014. Dans le village de Taourirt Omar qui se situe à l'est de Bouira il a été procédé à la mise en service du gaz naturel au profit de 219 foyers. Au village d'Ahl Reguab, commune d'El Hachimia au sud, le raccordement

au gaz naturel a été effectué pour 105 foyers. Dans la commune de Bordj Okhris, qui se situe à une soixantaine de kilomètres à l'extrême sud de la wilaya de Bouira, se sont 190 demeures qui ont été raccordées au gaz naturel. Dirah et Ridane sont 2 autres communes qui ont vu 731 habitants bénéficier de cette énergie très utile à l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment rurales. Il est à faire connaître que la mise en service du gaz naturel a été effectuée en présence des responsables des secteurs des mines et de l'industrie (DMI), de la distribution de l'électricité et du gaz (SDC) et des autorités locales.

LAGHOuat

Transport urbain : un diagnostic du réseau de la ville

Un diagnostic de la situation actuelle du réseau de transport urbain de la ville de Laghouat sera lancé prochainement, a-t-on appris auprès des responsables de la Direction des transports (DT). Cette opération qui sera menée en étroite collaboration avec les secteurs concernés, s'inscrit dans le cadre d'un programme visant l'actualisation du plan du transport urbain de la commune du chef-lieu, dans l'objectif d'améliorer ces prestations, a-t-on précisé. Ce diagnostic général du réseau de transport urbain permettra la détection du déficit ou de saturation au niveau de chaque ligne, a indiqué la même source. Il est prévu dans ce cadre une dotation en bus pour chaque ligne exploitée en vue d'assurer un équilibre entre les quartiers de cette agglomération en matière de transport urbain, a-t-on révélé.

Cette action vise non seulement la prise en charge des préoccupations des citoyens notamment les résidents des nouveaux centres urbains, mais aussi de mettre ces moyens de transport au diapason de l'expansion urbaine et la croissance démographique que connaît la ville de Laghouat. Le transport urbain de cette ville vient d'être renforcé récemment par la création d'un établissement public doté d'un parc roulant constitué d'une quinzaine de bus ayant permis la couverture de différentes dessertes du chef-lieu et également la création de nouveaux postes d'emploi permanents au profit des jeunes.

Le parc de la wilaya de Laghouat dispose actuellement de 256 bus de différentes catégories assurant les dessertes intercommunales, en plus de 170 et 204 véhicules assurant les lignes de transport rural et urbain.

JIJEL

Les eaux de Boussiaba à la rescousse des communes

Les travaux de réalisation du projet de transfert des eaux du barrage de Boussiaba (El Milia, sud-est de Jijel) ont atteint un taux d'avancement global de près de 75%, a-t-on appris auprès du directeur en charge du projet, précisant que les travaux de la pose de conduites ont, pour leur part, atteint un taux de 55%. Les ouvrages constituant le transfert sont situés dans la commune d'El Milia, entre le barrage de Boussiaba, au nord et le barrage de Beni Haroun (Mila), au sud. Les travaux consistent en la réalisation d'une station de traitement d'une capacité de 80.000 m³/jour, de 6 stations de pompage, de 9 réservoirs et la pose

de 30.216 m de conduites de différents diamètres.

Le transfert des eaux du barrage de Boussiaba vers celui de Beni Haroun est dimensionné pour un débit de 3,3 m³/seconde. Le volume moyen annuel transféré sera de 80 hm³ répartis sur la retenue de Beni Haroun avec 40 hm³, 22 hm³ pour l'AEP d'El Milia et 18 hm³ pour la zone industrielle de Bellara.

Ce projet dont l'achèvement des travaux est prévu pour le mois de juin 2015, permettra l'alimentation en eau potable de plus de 120.000 habitants répartis dans 6 communes à savoir : El Milia, Ouled Yahia, Settara, Ghebala, Sidi Maarouf et Ouled Rabah.

Commerce
**Petite monnaie,
gros tracas !**

Abdelkrim Zerzouri

Très recherchée sur la place commerciale, la petite monnaie se fait de plus en plus invisible. «Vous n'avez pas 10 ou 20 dinars pour me permettre d'arrondir la monnaie», peut-on entendre à longueur de journée en prenant le tramway, le bus, le taxi, ou chez l'épicier et le pharmacien. La petite monnaie se fait désirer partout où l'on passe. Des commerçants et autres prestataires de services avouent toute leur gêne devant cette sempiternelle pénurie des petites pièces de monnaie. Parfois, on a recours à des arrangements entre clients et commerçants, pour mettre la petite monnaie sur le chapitre débit-crédit. Au moment de rendre la monnaie, on entend souvent des formules du genre, «je m'excuse pour 5 dinars, tu me le rappelles au prochain passage», et lorsque le prix qu'on doit verser à la caisse dépasse le chiffre rond de 10, 20 ou 25 dinars, le commerçant vous demandera automatiquement de les avancer, en sus du billet que vous lui tendez, afin de faire d'une pierre deux coups, remplir sa caisse de petite monnaie avec le soutien des poches de la clientèle. Bien sûr, cette situation pousse beaucoup à acheter la petite monnaie (un billet de 1.000 contre 1.100 dinars en pièces) auprès de mendiants et autres petits vendeurs, mais le problème est épuisant à la longue. La Banque d'Algérie, vers laquelle se tournent tous les regards,

a bien essayé il y a quelques mois de faire baisser la tension, mettant en circulation de grosses sommes en petite monnaie, mais rien à faire. L'action n'aura été qu'un coup d'épée dans l'eau. Selon des spécialistes en la matière, le problème relève au premier plan d'une gestion mal appropriée de la monnaie fiduciaire, mais il y a aussi d'autres facteurs liés aux opérations commerciales, dominées par le paiement en liquide, ainsi que le retrait de billets de 200 dinars dont les effets ont accentué la pression sur la petite monnaie. La Banque d'Algérie a indiqué dans ce contexte qu'elle remplace progressivement les billets retirés par l'injection de pièces de 200 dinars sur le marché, mais peut-être que l'écart entre les billets retirés et les pièces de remplacement est assez grand pour prétendre combler rapidement le déficit. «Cela nécessite un peu de temps pour atteindre l'équilibre ou l'équivalence entre les billets de 200 dinars retirés et les pièces de même valeur mises en circulation», relève à ce propos des banquiers. Et puis, les billets de 200 ou 500 dinars retirés du marché ne sont pas forcément remplacés par de la petite monnaie, car on injecte en lieu et place des billets de 2.000 dinars, ajoute-t-on. La crise de la petite monnaie, qui se fait sentir avec acuité au mois de Ramadhan ou lors de la rentrée scolaire (pointant du nez), semble ainsi avoir de beaux jours devant elle.

Circulation
Aïn Abid étouffe

Bien que sa situation géographique ne la place nullement sur un quelconque axe routier névralgique, desservant directement les villes du littoral en débouchant sur la mer, la ville d'Aïn Abid souffre énormément de l'encombrement de la circulation automobile en cette période de l'été finissant. «Le centre de la ville étouffe, d'autant plus qu'il n'y a pas tellement de voies pour dévier la circulation des poids lourds venant ou allant en direction de Guelma, Constantine et les wilayas du Sud-Est. Aïn-si, et contrairement à de nombreuses villes, il n'existe pas de voies d'évitement de la ville et la circulation sur la RN 20 doit passer obligatoirement par le boulevard principal qui traverse son centre», nous ont expliqué d'emblée des citoyens qui nous ont contactés hier. Ces derniers nous ont affirmé que «le problème de l'encombrement est devenu le souci n°1 des riverains», surtout après que celui-ci a été accentué par les travaux du chantier de dédoublement du tronçon de la route situé entre leur ville et celle d'El-Khroub, ainsi que par les travaux de la trémie en réalisation à la sortie de la ville d'Aïn Abid en allant vers Guelma. «Par conséquent, le passage des flots des véhicules, particulièrement les poids lourds, se fait par le centre de la ville et accentue l'encombrement à cause du stationnement anarchique des véhicules des citoyens,

camions de livraison des marchandises et des approvisionnements en denrées alimentaires; tout y est», ont souligné nos interlocuteurs. Des élus de l'APC que nous avons consultés ont abondé dans le même sens en signalant que ce problème revêtira un autre aspect, d'ordre sécuritaire sur la voie publique compte tenu du danger qu'il va constituer dès la rentrée scolaire, lorsque les élèves commenceront à affluer vers les établissements scolaires situés de part et d'autre du boulevard principal. «Il n'y a pas de plaques de signalisation, ni de limitation de vitesse, et les ralentisseurs placés sur la voie ne sont pas nombreux», ajoutent-ils en relevant qu'il n'y a pas, non plus, de barrières de protection ou de passages protégés pour préserver l'intégrité physique des enfants et des citoyens face au flot ininterrompu des véhicules transitant, de jour comme de nuit, par le centre de la ville. Et pour terminer, notons que la ville d'Aïn Abid est traversée par la route nationale n°20 qui relie Constantine et Guelma, tout près de la frontière qui sépare ces deux wilayas. Et de ce fait, elle constitue un passage obligé pour les véhicules de tout tonnage qui circulent entre ces deux grandes agglomérations de la région et allant aussi bien en direction de Annaba et Taf, au nord, qu'en direction de la wilaya de Souk-Ahras, à l'extrême est du pays.

A. M.

30 hectares ravagés par les flammes

Une collision entre un véhicule et un tracteur qui arrosait des espaces verts à la cité de Boudjanana, survenue dans la nuit d'avant-hier, a entraîné deux blessés graves, pendant que deux incendies de forêt ont été enregistrés dans l'après-midi de la même journée et qui ont causé la destruction de 30 hectares. Selon la cellule de communication de la protection civile, une collision s'est produite aux environs de 21 heures 20 minutes mardi entre un véhicule léger et un tracteur, qui s'occupait de l'arrosage d'un espace vert au niveau de la cité de Boudjanana, a fait deux blessés. Les victimes âgées de 23 et 19 ans

sont respectivement le chauffeur et un autre passager du véhicule léger, dont l'un avait pour blessure le bras droit cassé et l'autre des fractures aux deux pieds. Après avoir bénéficié des premiers secours de l'équipe des sapeurs-pompiers, les deux blessés ont été transportés au centre hospitalier universitaire (CHU) Benbadis de Constantine pour des soins complémentaires.

Selon la même source de la protection civile, on enregistre une autre intervention, opérée un peu plus tôt dans l'après-midi du même jour, pour éteindre deux incendies de forêt qui se sont déclarés à travers le territoire de la wilaya et qui ont

Les commerces font leur rentrée scolaire !
Au cours de cette semaine, le passage commercial dans la ville des ponts a changé du tout au tout en se mettant au diapason de la rentrée scolaire. Si depuis déjà quelques semaines, ce sont les articles d'habillement, principalement les tabliers pour les différents âges et les sexes, aujourd'hui ce sont les articles de librairie (cahiers, crayons, gommes, etc.) qui ont envahi les étals des magasins et des vendeurs informels qui prolifèrent sur les trottoirs et les quartiers de la ville. En attendant l'arrivée des sacs à dos et des cartables qui ne sauraient tarder car la rentrée est prévue pour dans une dizaine de jours, plus exactement le dimanche 7 septembre prochain.

Tentative de suicide sur le « 8e » pont
Le 8e pont de Constantine, en l'occurrence le pont Salah Bey, qui a été inauguré le 26 juillet dernier par le Premier ministre, a failli connaître, mardi soir, son premier cas de suicide. Heureusement, la tentative faite par une femme âgée de 37 ans a été stoppée juste à temps par l'intervention de citoyens de passage sur le pont, lesquels, s'étant aperçus du manège, sont intervenus in extremis pour empêcher la malheureuse de mettre fin à ses jours en se lançant dans le vide d'une hauteur de 35 mètres environ. Appelés aussitôt, des agents de la Protection civile sont intervenus. La femme, qui se trouvait dans un état hystérique, a été évacuée au CHU de Constantine.

Visite de Tahmi
Le ministre des Sports, M. Mohamed Tahmi, est annoncé aujourd'hui à Constantine où il effectuera une visite d'inspection et de travail dans le secteur relevant de son département. Il profitera de son passage pour inaugurer le village de loisirs réalisé récemment au niveau de la commune d'El-Khroub, indique un communiqué de la wilaya.

Mouvement associatif
L'association «Le Flambeau Vert» a lancé hier la mise en application du dernier volet de son projet de «conférences sur l'éducation environnementale». Cette initiative va se traduire aujourd'hui par une session de formation de deux journées et se déroulera dans l'enceinte de la maison des jeunes Ahmed Saadi de la cité Filali de Constantine, avec la collaboration d'une association française de l'environnement basée dans la ville de Grenoble. Elle vise, entre autres objectifs, l'établissement de relations de coopération entre les associations des deux pays pour l'échange d'informations et d'expérience dans le domaine des activités tendant à la protection de l'environnement.

A. Mallem

Daksi
Des habitants privés d'eau

A. Mallem

Manquer d'eau en ces journées caniculaires du mois d'août est difficilement supportable, estiment de nombreux habitants de la cité Daksi Abdesselem, notamment ceux résidant dans le voisinage du nouveau siège de la wilaya, ainsi que d'autres citoyens qui résident au quartier mitoyen de Oued el Had. Ces derniers souffrent d'une pénurie de ce liquide depuis 5 jours. «Pas une goutte d'eau n'a coulé dans nos robinets depuis bientôt une semaine», nous ont affirmé hier des représentants de ces quartiers qui ont pris contact avec notre bureau. Et de poursuivre, en expliquant que la dernière fois où ils ont vu l'eau couler dans leurs robinets, c'était vendredi dernier 22 août. Aussi, en protestant contre la situation, qualifiée d'inhumaine, qui leur est faite pendant ces journées de grosses chaleurs, «car la distribution d'eau potable est devenue tout à fait aléatoire», disent-ils. Ils ont appelé à plusieurs reprises les services de la Seaco pour leur demander de rétablir la situation. «Nous avons appelé à plusieurs reprises sur le numéro vert pour signaler les pannes et demander des interventions pour les rétablir. Mais pour toute réponse, les

agents préposés au centre de relation clientèle de cette entreprise nous répondent étrangement que «nos fiches techniques n'affichent aucun problème dans votre secteur», qu'il n'y a donc aucune perturbation dans la distribution de l'eau signalée à notre niveau. Ce qui nous laisse perplexes chaque fois», ont expliqué nos interlocuteurs. Et d'avertir que la question sensible du manque d'eau risque de provoquer d'autres perturbations, d'ordre public celles-là, car les habitants sont vraiment à bout de nerfs. Nous avons tenté de contacter la direction de la Seaco mais en vain. La préposée à la réception des appels des clients au numéro vert nous a répondu qu'elle était au courant de ce problème. «Les habitants de Daksi 2, des 1.250 et des 243 logements nous ont appelé ce matin et nous avons contacté à notre tour nos services techniques qui se sont rendus sur les lieux pour vérifier s'il ne s'agit pas d'un manque de pression qui fait que l'eau n'arrive pas aux étages supérieurs des bâtiments, ou d'un bouchon quelque part», nous a-t-elle expliqué, en ajoutant que sa structure attend les réponses des services techniques et les mesures prises pour répondre à l'attente des clients concernés.

Fièvre aphteuse 1,2 milliard pour les indemnisations

A. El Abci

L'enveloppe financière consacrée à l'indemnisation des agriculteurs et éleveurs de la wilaya de Constantine, qui ont perdu certains de leurs animaux, abattus pour cause de l'épidémie de la fièvre aphteuse, «dépassera selon les premières estimations un milliard 200 millions de centimes», apprend-on du directeur des services agricoles, Yassine Ghediri. Et celui-ci de poursuivre que cette somme correspond à l'aide décidée par les pouvoirs publics, pour compenser les pertes des éleveurs de la wilaya, et qui se montent à 181 vaches qui ont contracté la maladie et qui en sont mortes ou qui ont fait l'objet d'abattage. Les décisions de financement qui sont en cours de finalisation seront déposées dimanche prochain à la banque BADR de Constantine et ce, pour le paiement des 24 éleveurs concernés par l'indemnisation, dira-t-il. Notre interlocuteur souligne, dans ce cadre, que l'opération de paiement des éleveurs se fera au niveau de la wilaya et donc de façon décentralisée et ce, en vertu d'une décision prise par le ministère

de l'Agriculture et du Développement rural, qui institue ce mode de règlement à l'effet de faciliter les opérations d'indemnisation. Concernant la procédure d'indemnisation en elle-même, elle se fera selon un référentiel qui a été établi par la même tutelle ministérielle qui consiste à compenser les agriculteurs et éleveurs concernés selon trois taux, notera-t-il. D'abord à 80% pour les animaux abattus, détruits ou morts suite à une contamination par le virus de la fièvre aphteuse, ensuite, au taux de 50% pour les animaux abattus et dont la viande a été destinée à la consommation et, enfin, à 20% pour les veaux. Notre vis-à-vis précise, dans ce sillage, que ces taux d'indemnisation correspondent à la valeur de l'animal sur pied et à son prix sur le marché. Toujours en rapport avec l'épidémie de la fièvre aphteuse, il fera remarquer que la situation sanitaire au niveau de la wilaya est en nette amélioration depuis plus d'une semaine maintenant, à telle enseigne qu'aucun cas de bovin portant le virus, ou de simple cas suspect, n'a été détecté ou signalé.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

02 dhou el qida 1435

El Fedjr 04h31	Dohr 12h35	Assar 16h16	Maghreb 19h11	Icha 20h34
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



A. E. A.

CAN 2017

Le Ghana, l'Éthiopie et le Kenya intéressés par l'organisation

Le Ghana, l'Éthiopie et le Kenya ont annoncé leur intérêt pour l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2017 après le désistement de la Libye en raison de sa situation sécuritaire. L'Éthiopie qui a accueilli la Coupe d'Afrique des Nations en 1962, 1968 et 1976 va déposer sa candidature dans les prochains jours, selon la fédération éthiopienne de football. «Nous avons déjà deux stades prêts : ceux d'Addis Abeba et Bahir Da. Deux autres stades sont en construction et les travaux ont bien avancé» a déclaré le président de la Fédération éthiopienne Junedin Basha. «Notre gouvernement est prêt et intéressé à faire tout son possible pour accueillir le tournoi en Éthiopie» a-t-il ajouté. De son côté, la Fédération

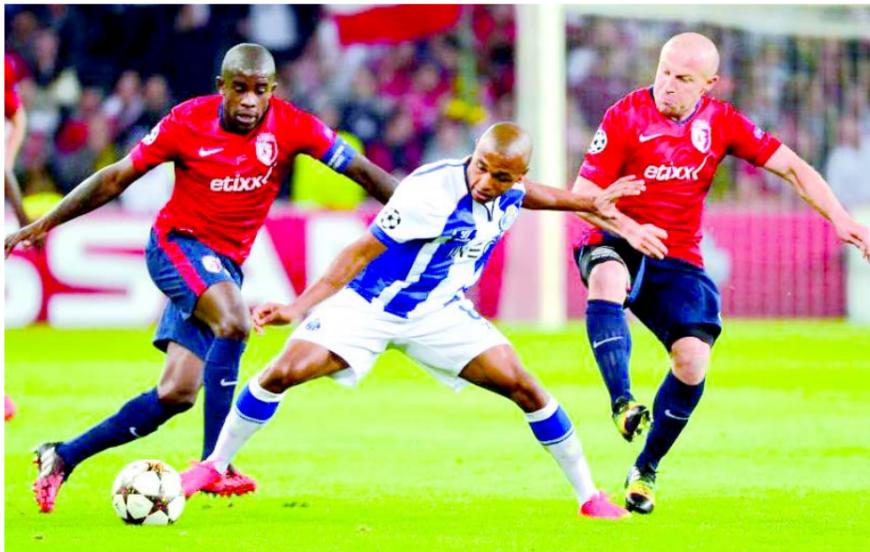
kenyane de football envisage de présenter une candidature conjointe avec la Tanzanie, l'Ouganda ou le Rwanda. Pour sa part, le ministre ghanéenne des sports a annoncé sur son compte twitter la candidature de son pays pour l'organisation de la CAN-2017. «Je suis heureux d'annoncer que le Ghana est candidat pour accueillir la Coupe D'Afrique des Nations CAN-2017» a-t-il écrit sur son compte. Le Ghana a organisé la CAN-2008.

La compétition s'est déroulée dans quatre villes: Accra, Kumasi, Tamale et Takoradi. La Libye a renoncé samedi dernier à organiser la coupe d'Afrique des nations 2017 (CAN-2017) de football en raison de la situation sécuritaire instable que traverse le pays. Le président de la Fédération

algérienne de football (FAF), Mohamed Raouraoua, avait affirmé récemment que «l'Algérie est prête à organiser la CAN-2017 en cas de désistement de la Libye. Nous avons les capacités et les ressources nécessaires». La CAF a adressé le 23 août 2014 une circulaire aux 54 associations membres avec pour objet «ouverture des candidatures pour l'organisation de la coupe d'Afrique des nations 2017». Les candidatures seront reçues jusqu'au plus tard le 30 septembre 2014 au siège de la CAF au Caire (Égypte). La désignation du pays hôte sera effectuée lors d'une session du Comité exécutif au cours de l'année 2015. La CAN-2015 se déroulera au Maroc du 17 janvier au 8 février prochains dans quatre villes marocaines.

Ligue des champions d'Europe

Yacine Brahimi offre la qualification à Porto



L'international algérien du FC Porto, Yacine Brahimi, a été l'un des principaux artisans de la qualification de son équipe pour la phase de poules de la Ligue des champions européenne, en ayant contribué à sa victoire (2-0) face à Lille, mardi soir, en match retour des barrages.

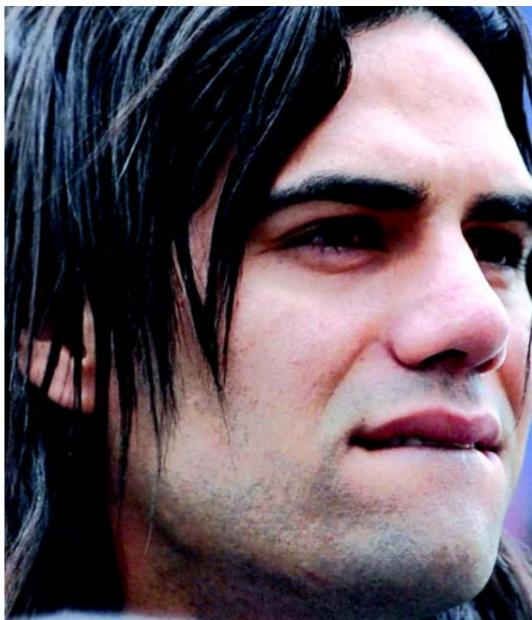
L'ancien Rennais avait commencé par débloquent la situation à la 49', d'un coup franc direct, avant d'offrir une passe décisive à son coéquipier, Martinez, pour le 2e but à la 69'.

Un succès qui qualifie le FC Porto, déjà vainqueur au match aller (0-1) à Lille. L'international algérien a, cependant, refusé de tirer la couverture sur lui, affirmant que cette belle victoire était celle de tout le groupe. «Je reconnais avoir fait un bon match dans l'ensemble, mais ce que je retiens surtout, c'est le bon rendement collectif.

Toute l'équipe a bien joué et j'espère que cela permettra de bien nous lancer dans la compétition», a-t-il souhaité. A la

fin du match, l'entraîneur du FC Porto, Julien Lopetegui, n'a pas tari d'éloges sur son international algérien, affirmant que c'est lui qui a sorti l'équipe d'une mauvaise passe, en ouvrant le score à la 49e minute. «Grâce à Yacine, on fait désormais partie des quatre équipes qui se sont qualifiées 19 fois pour la phase de groupes de l'UEFA Champions' League et nous en sommes très heureux», s'est réjoui l'entraîneur du FC Porto.

Arsenal offre 25 millions d'euros pour Radamel Falcao



Le club d'Arsenal (Premier League anglaise de football) aurait offert 25 millions d'euros à l'AS Monaco (Ligue 1 française) pour bénéficier à titre de prêt de son attaquant colombien, Radamel Falcao, a rapporté mercredi le journal britannique, The Telegraph. Déplorant l'absence de plusieurs pièces maîtresses dans sa composante, le manager des Gunners, Arsène Wenger, dont l'équipe est engagée sur plusieurs fronts, a considéré «utile d'engager un bon attaquant» pour aspirer à relever tous ces défis. Le technicien français aurait tablé, selon la même source, sur les bonnes relations qu'il entretient avec la direction de l'AS Monaco, club qu'il a déjà dirigé par le passé, pour concrétiser le transfert de Falcao. La presse anglaise avait évoqué d'autres pistes pour le renforcement du compartiment offensif des Gunners, notamment, après la grave blessure de l'avant-centre français Olivier Giroud.

USM Bel-Abbès

Le problème de l'hébergement résolu

Kadiri M.

C'est avant-hier que les dirigeants de l'USMBA ont réceptionné l'hôtel dont les travaux ont débuté en 2008 après son inscription dans le programme complémentaire sectoriel en 2006. On signalera que les travaux ont connu un arrêt en 2010 avant leur reprise il y a quelques mois, suite aux injonc-

tions du wali de Sidi Bel-Abbès. Cette structure d'hébergement a l'immense avantage d'être multifonctionnelle, en ce sens qu'elle englobe tous les volets liés à un séjour des plus confortables, avec des parties réservées à l'hébergement, mais également aux soins et à l'administration. Sur deux étages, cette structure comprend 19 chambres équi-

pées et dépend directement de l'OPOW. Le club de la Mekerra doit signer un bail de location avec l'Opow ce qui aura pour effet d'atténuer dans une large proportion les charges farineuses du passé dans les luxueux hôtels de la ville. Enfin, l'aspect pratique est à relever, du fait que cet hôtel est situé dans le périmètre de l'Opow.

RC Relizane

Une entame sans complexes

M. Zeggai

Le Rapid de Relizane, qui a réussi la saison écoulée une accession historique en Ligue 2, commence à défrayer la chronique en ce début de championnat. Même s'il est encore prématuré de se prononcer, il semble que les Relizanais sont bien disposés à jouer les troubles-fête lors de cet exercice. Avec cette bonne entame de compétition, le Rapid a surpris plus d'un même si le club n'a pas été gâté par le calendrier avec deux déplacements consécutifs dès le départ. Un nul à Tlemcen face au WAT et une victoire à Khroub devant l'ASK sur le score sans appel de 3 à 1.

Les «Lions de la Mina» donnent l'impression de jouer sans le moindre complexe et ce, grâce au travail psychologique de l'entraîneur en chef Benyellès qui n'est plus à présenter. Ce dernier, en homme averti, évite de brûler les étapes et a sensibilisé ses joueurs des conséquences d'un éventuel excès de confiance. «Notre objectif est de réussir le maintien et construire une équipe performante ce qui

permettra au club de revoir dans un proche avenir ses ambitions à la hausse», a-t-il affirmé bien avant la reprise du championnat tout en précisant qu'il est conscient des difficultés de la tâche puisque le RCR risque de ne plus bénéficier de l'effet surprise. En tous cas à Relizane, les fans du Rapid, qui ne s'attendaient nullement à cette entrée en matière, commencent à y croire mais doivent, comme l'ont souligné les dirigeants, éviter de mettre la pression sur cette équipe.

Le mérite revient aux joueurs et au staff technique qui ont consenti de gros efforts pour combler le déficit en raison du début tardif de la préparation, après que le club ait connu des turbulences au niveau de la présidence. Faute de temps, l'équipe s'est contentée de deux stages sur place à Bel-lacel et à Yellel avec la programmation de quelques joutes amicales contre des formations de différentes divisions. Cette phase préparatoire a permis au coach d'axer son travail sur la cohésion et fortifier l'état d'esprit du groupe.

La nouvelle équipe diri-

geante travaille d'arrache pied pour mettre les joueurs dans les meilleures conditions possibles, mais comme l'a clairement souligné le coach Benyellès.

Avec un peu plus de moyens, le RCR aura son mot à dire d'autant qu'il renferme en son sein de joueurs capables de créer la surprise. Même s'il a été entamé en retard, le recrutement a été réussi si l'on tient compte de la valeur individuelle des nouveaux éléments. Un renfort qui a commencé déjà donner satisfaction tant par les qualités technique que morale des recrues. Pour la barre technique, le Rapid s'est attaché les services du coach Benyellès Abdelkrim et son adjoint Benyekhlef Sidi Mohamed.

A noter que la direction des «Lions de la Mina» a résilié les contrats des Youcef Abdelkader et de Haoue qui a opté pour le RCBOR, tout comme Benmeghit. Enfin à souligner que la direction du Rapid a choisi comme domiciliation l'OPOW de Oued Rhoui en attendant la fin des travaux de rénovation du stade Zouggar et de la pose de la nouvelle pelouse.

Cyclisme - Tour d'Espagne Degenkolb s'impose au terme d'une étape animée



L'Allemand John Degenkolb (Giant-Shimano) a remporté mardi au terme d'un sprint massif la 4e étape (164,7) du Tour d'Espagne, entre Mairena del Alcor et Cordoue (Andalousie), qui a vu les leaders commencer les grandes manoeuvres. L'Australien Michael Matthews (Orica-GreenEdge), 3e de l'étape derrière l'Espagnol Vicente Reynes, conserve la tête du classement général. Les coureurs ont souffert avec la chaleur (40 degrés) et surtout des deux difficultés répertoriées dans les derniers 60 kilomètres. De nombreux sprinteurs, dont le Français Nacer Bouhanni, ont lâché prise avant le final.

L'Espagnol Alejandro Valverde, qui avait perdu sept

secondes et le maillot rouge la veille, a lancé une offensive dans une descente (Alto de catorze Por ciento, Col des 14%) à une vingtaine de km de l'arrivée, mais ses rivaux pour la victoire finale n'ont pas laissé l'initiative du Murcien prospérer.

Valverde voulait sans doute plus se rassurer lui-même sur sa condition que porter une réelle estocade, mais son attaque a eu le mérite de réveiller la course.

Dans le final éprouvant, Degenkolb a fait parler sa force dans la dernière ligne droite, pour remporter devant un peloton groupé sa sixième victoire d'étape dans la Vuelta, un an après avoir signé un quintuple remarqué. «J'adore la Vuelta et l'Espagne.

J'adore être ici. Hier (victoire de Matthews), c'était décevant de ne pas avoir pu suivre... J'avais besoin d'un ou deux jours pour m'adapter à la chaleur.

Mes coéquipiers étaient là pour m'aider et me soutenir! C'est génial de gagner à nouveau une étape sur la Vuelta», a affirmé l'Allemand de 25 ans. Grâce aux bonifications, Matthews, 3e, accentue son avance de 4 à 8 secondes sur le Colombien Nairo Quintana. Valverde reste 3e, à 11 secondes. L'ensemble des favoris, dont Alberto Contador et Chris Froome, sont arrivés dans le même temps que Degenkolb et restent donc en embuscade pour la victoire finale à Madrid, le 14 septembre.

www.renault.dz

Nouvelle RENAULT
MEGANE GTLine
PERFORMANCE ET SÉCURITÉ,
L'ÉQUILIBRE PARFAIT

VISIO SYSTÈME
ÉCRAN TACTILE 7"
RADAR AVANT ET ARRIÈRE
CAMÉRA DE REcul

À PARTIR DE
2 138 000 DA*



RenaultAlgerie



DISPONIBLE DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT ALGÉRIE.
(* PRIX EN TTC TAXE VÉHICULES NEUFS INCLUSE. DANS LA LIMITE DU STOCK DISPONIBLE.
PEINTURE MÉTALLISÉE NON INCLUSE.
Pour plus d'informations : 0770 90 50 00 / contact.client@renault.dz

CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE



MOBICAM

Fabricant de tous types de meubles

Promotion Chambre à coucher **Été 2014**



~~75000 Da~~
72000 Da!
Les bonnes affaires de l'été **2014**



~~107000 Da~~
95000 Da!
Garantie - Garantie
2 ans
Garantie - Garantie
Pour chaque chambre achetée un cadeau surprise vous attend...
vous de choisir...!
La qualité au meilleur prix.

OPHTHALMOLOGIE: CORRECTION DE LA MYOPIE



Un Laser pour la myopie, de toute dernière génération de ZEISS, Germany combine pour la première fois dans le monde 2 Femtosecond Lasers utilisant la technique du RELEX pour créer le capot cornéen et le lenticule cornéen en même temps afin de corriger la Myopie et l'Astigmatisme. Aujourd'hui, il est à votre disposition à la

CLINIQUE DE LA VISION
63, Blvd les Castors, ORAN.

Contactez le Secrétariat du Dr CHIALI
041 46 51 33 / 0559 22 99 98
0777 87 49 91

KITEAL

Meubles et Décoration

Grande surface de Meubles
Et assortiments
En phase d'ouverture

Recrute dans l'immédiat

- 1- Chefs de départements
Ventes – achats – marketing – merchandising
- 2- Ingénieur en informatique
- 3- Superviseur en sécurité interne
- 4- Conseillères de vente
- 5- Vendeuses
- 6- Caissières

Il est exigé
- Qualifications dans la filière
- Expérience minimum de 3 ans dans un poste similaire pour les postes 1, 2 et 3
- Bonne présentation et élocution pour les postes 4, 5 et 6
- Résidents à Oran de préférence et environs immédiats
Transmettre CV+photo à algero.dz31@gmail.com



- 08.00 Sabah el khir
- 10.00 Khadimat el qaoum (feuilleton)
- 10.45 Chourtat zoula
- 11.10 Abtal kung fu
- 11.35 Blazing teens
- 12.00 Résumé jeux olympiques de la jeunesse 2014
- 13.00 Journal télévisé 2eme edition
- 13.20 Selma (feuilleton)
- 14.20 El wadjeh el akhar lil hadhara
- 15.15 Beethoven (film)
- 17.00 Qahar el bihar
- 17.30 lbhar
- 18.00 Journal télévisé (amazight)
- 18.20 El Faïda Aala maïda
- 19.00 Tahoun el char (feuilleton)
- 20.00 Journal télévisé
- 20.50 Les coulisse oume bahrek
- 20.50 Film sauvez willy 3
- 22.10 Qitar el chaouq el sarie
- 23.00 Nahwa charq
- 23.15 Le Festival international de musique actuelle



19.45 : Meurtre parfait

Avec Michael Douglas, Gwyneth Paltrow

Steven Taylor, magnat de la finance, autoritaire et jaloux, découvre que sa ravissante épouse, Emily, entretient depuis quelques mois une liaison amoureuse avec David Shaw, un artiste-peintre. L'homme d'affaires fouille dans le passé de son rival et trouve des éléments troublants. Steven ordonne à David de supprimer Emily, en mettant en scène un cambriolage ayant échoué. Mais tout ne se passe comme prévu.



JEUDI

19.55 : Profilage



Saison : 4 - Episode : 1

Le corps d'une femme de quarante ans est retrouvé dans une ruelle située derrière un club de jazz. Il s'agit de Julie Garland, une chanteuse qui se produisait depuis quelques semaines dans l'établissement. Chloé et Rocher, à qui est confiée l'enquête, découvrent rapidement que ce n'était qu'un des nombreux pseudonymes de la victime. D'autre part, le pianiste qui l'accompagnait demeure introuvable...



19.50 : Superman 3



Le journaliste Clark Kent, alias Superman, est envoyé en reportage à Smallville, la petite ville où il a grandi. Là, il retrouve son camarade de classe Gus Gorman. Au chômage depuis des mois, ce dernier va suivre un stage de traitement de l'information à la "Webco", une multinationale. Son directeur Ross Webster, un mégalomane machiavélique, va tenter d'utiliser son don de l'informatique pour conquérir le monde.



19.45 : Carnet de voyage d'Envoyé spécial



Présenté par Guilaine Chenu Françoise Joly

«Les jeunes pousses du tourisme». En France, le secteur du tourisme inspire de jeunes créateurs d'entreprise aux idées originales, comme Florent, dont la société fait visiter Paris en 2 CV, ou encore Joseph qui propose de camper dans le jardin de particuliers • «A la recherche de la pierre précieuse». Acheter des saphirs ou des rubis sur le lieu de ses vacances motive de plus en plus de touristes.



19.50 : Body of Proof



-Saison : 2, Episode : 3 : L'enfant perdu
Un enfant de 6 ans a été enlevé alors qu'il jouait dans un parc en présence de sa nourrice. Celle-ci est tuée par l'agresseur après avoir tenté de s'interposer. Grâce à son autopsie, les enquêteurs se lancent sur la trace d'un suspect et parviennent à l'interpeller. Mais au cours de son interrogatoire, Bud perd le contrôle de lui-même et le suspect décède ! Joan propose son aide à sa fille de l'aider dans le cadre de cette enquête.



19.35 : Banshee

Saison : 2 - Episode : 7
- Les façons d'enterrer un homme



Lucas se lance sur les traces de Proctor après avoir découvert son implication dans la disparition de Jason. Rebecca assume difficilement le rôle que son oncle lui a demandé de jouer et a des pulsions suicidaires. Georges Hunter lance une campagne auprès du conseil pour destituer Alex Longshadow de son rôle de chef à travers un vote de défiance. Max est victime d'un malaise à la suite d'une violente crise d'asthme.



19.45 : Mon pire cauchemar



Avec Isabelle Huppert, Benoît Poelvoorde, André Dussollier

Bourgeoise rigide et très active, Agathe vit avec François, son mari, et son fils dans un appartement en travaux. A une réunion de parents d'élèves, elle rencontre Patrick, le père d'un ami de son fils, qui est son opposé en tout. Prolétaire sans gêne, il détonne dans l'univers d'Agathe. Un jour, Patrick croise François dans la rue. Ils boivent un verre ensemble. François lui propose de s'occuper de leurs travaux.



- 09.00 Bonjour d'algerie week-end (direct)
- 10.30 Le soleil de la vérité (feuilleton alg)
- 12.00 Journal en français
- 12.25 Massadjid oua tarikh
- 13.20 Prière du vendredi
- 13.45 Association el fen el assile "oran"
- 14.15 Réflexions
- 15.00 Une médaille pour hassan (film alg)
- 16.45 ALGERIRE N°08 (spectacle)
- 17.35 Oulama'e el djazair (documentaire)
- 18.00 Journal (en amazigh)
- 18.30 Le soleil de la vérité (feuilleton)
- 19.00 Journal (en français)
- 19.30 Point culturel (magazine)
- 20.00 Journal en arabe
- 20.45 Festival djemila 2014 (concert)
- 22.00 Cartouna fi bouna (film alg)



19.45 : Les gens du fleuve - Le Colorado



Le Colorado est le troisième fleuve le plus long du monde. Mais aujourd'hui, ce cours d'eau nord-américain est en grand péril. Depuis 1998, il n'atteint plus la mer de Cortez. Agriculture intensive, demande en électricité toujours croissante... ce fleuve au départ tumultueux n'est plus qu'un mince filet d'eau quand il rejoint le golfe de Californie. C'est tout un écosystème qui est en danger.



VENDREDI



19.55 Le grand concours des animateurs



Présenté par Carole Rousseau

L'animatrice, maîtresse de cérémonie, accueille sur le plateau des personnalités de la télévision et de la radio pour participer à un grand quiz de culture générale. Les questions concernent des domaines aussi variés que l'histoire, la gastronomie, la musique, le cinéma, le sport ou encore la littérature.



19.47 : Les années bonheur en vacances



Ce soir, on retrouve les meilleurs moments de la saison que Patrick Sébastien a proposée tout au long de l'année. Chansons, humour et hommages ponctuent cette émission égayée par le charme et l'abattage de ses invités. Des «Années bonheur» toujours festives où l'animateur, entouré de vedettes populaires, joue la carte de la nostalgie et de la bonne humeur.



19.45 : Teen Wolf



Saison : 2 - Episode : 5 - Meute contre meute
Tout le monde cherche à savoir qui est le kanima. Erica conduit de force Jackson auprès de Derek, qui teste l'adolescent. Bientôt, les soupçons de la meute de Derek se tournent vers Lydia. Mais Scott, Stiles et Allison comptent défendre leur amie coûte que coûte...



19.55 Eyjafjallajökull



Alain et Valérie, divorcés, ne se supportent plus. Ils doivent pourtant se côtoyer lors du vol qui les emmène en Grèce, pour le mariage de leur fille. Mais l'éruption du volcan islandais Eyjafjallajökull les force à atterrir bien avant leur destination. Pour Alain et Valérie c'est le drame, car ils vont devoir faire plus de 2000 kilomètres ensemble en voiture. Le début du voyage est catastrophique : les deux anciens époux multiplient les insultes et les humiliations.



19.50 : Vampire Diaries

Saison : 5 - Episode : 1

Après avoir passé l'été aux côtés de Damon, Elena s'apprête à le quitter pour emménager à l'internat de l'université avec Caroline. Sur place, elles rencontrent Megan, une étudiante censée partager leur chambre. Resté à Mystic Falls pour veiller sur Jeremy, Damon, de son côté, reçoit la visite de Katherine. Redevenue humaine, celle-ci se sent vulnérable et lui demande de l'aide. Silas, qui ressemble trait pour trait à Stefan, débarque en ville.

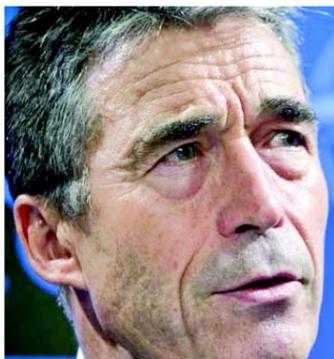


Un policier égyptien tué à la frontière avec Israël

Un garde-frontière égyptien a été tué mercredi dans des échanges de tirs avec des passeurs qui faisaient traverser la frontière avec Israël à des migrants africains clandestins, selon des responsables de la sécurité.

La région désertique s'étendant de l'est du Soudan à travers l'Égypte jusqu'à la péninsule du Sinaï est un des axes principaux du trafic organisé par des bandes pour le passage de réfugiés africains en Israël. Le policier tué était affecté à la surveillance de la frontière entre l'Égypte et l'État hébreu dans le centre de la péninsule du Sinaï, ont indiqué les responsables sans autres précisions. Actuellement, la clôture électronique construite par Israël le long des 230 km de frontière avec l'Égypte a réduit pratiquement à néant le nombre d'entrées illégales à partir de la péninsule du Sinaï. Des milliers d'Erythréens fuient chaque année en direction d'Israël, tandis que d'autres cherchent à gagner l'Europe en traversant la Méditerranée.

L'Otan va renforcer sa présence dans l'est de l'Europe



L'Otan, défiée par l'attitude de la Russie dans la crise ukrainienne, veut pouvoir déployer en quelques jours des troupes et des armements d'envergure dans l'est de l'Europe, a indiqué son secrétaire général Anders Fogh Rasmussen dans un entretien publié mercredi par plusieurs journaux européens. Les 28 membres de l'Alliance atlantique devraient se doter de la semaine prochaine lors de leur sommet au Pays de Galles d'un plan visant à renforcer la réactivité de leurs troupes, notamment au sein de la force de réaction rapide qui, à ce jour, a besoin de plusieurs semaines pour se mettre en place. Ce plan a pour objectif d'être capable d'agir rapidement dans cet environnement complètement nouveau en Europe», a expliqué M. Rasmussen au Guardian, alors que «les Russes (...) peuvent, en un laps de temps très très court, transformer un exercice militaire majeur en une offensive militaire». Plusieurs exercices militaires de grande envergure ont été menés par l'armée russe ces derniers mois, inquiétant l'Ukraine mais aussi les pays baltes et la Pologne, qui réclament l'installation de bases permanentes de l'Otan sur leur sol. Cette demande divise fortement les Alliés, d'autant plus que cela est perçu par Moscou comme une provocation.

La directrice du FMI inculpée en France

La directrice du FMI Christine Lagarde, inculpée par la justice française pour «négligence» dans une enquête sur un arbitrage controversé, a exclu mercredi de démissionner mais voit sa position à la tête de l'institution économique internationale extrêmement fragilisée. Christine Lagarde, dont le sort dépend désormais du Conseil d'administration du Fonds monétaire international, a annoncé elle-même à l'AFP sa mise en examen (inculpation), survenue la veille à Paris. Alors qu'elle était ministre de l'Économie française, elle avait rendu un arbitrage entre l'homme d'affaires Bernard Tapie et la banque Crédit Lyonnais, sujet aujourd'hui à polémique et à enquête judiciaire.

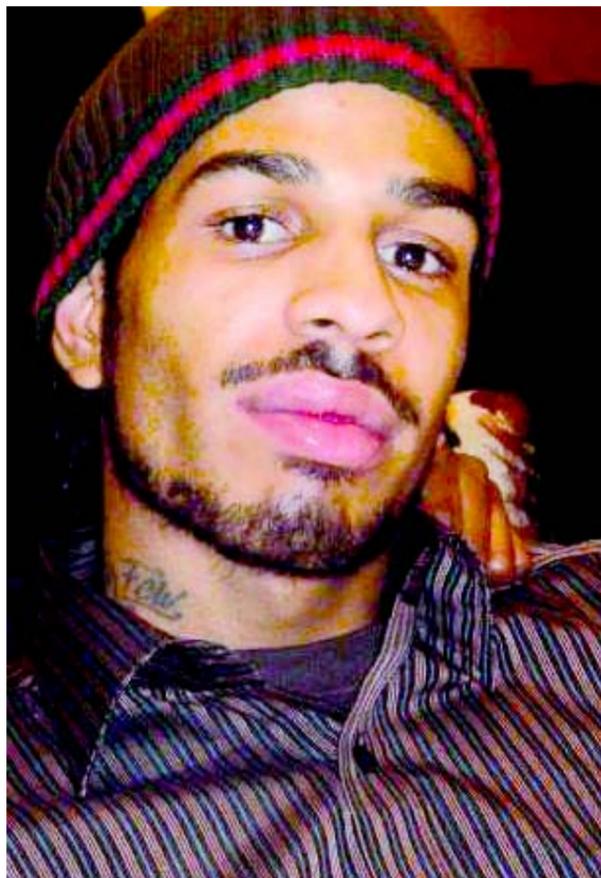
Mme Lagarde a été entendue mardi pendant plus de 15 heures par les magistrats de la Cour de justice de la République (CJR), seule instance judiciaire en France à enquêter et juger les membres du gouvernement pour des faits commis dans l'exercice de leurs fonctions. «La commission d'instruction de la CJR a décidé ma mise en examen sur le fondement d'une simple négligence», a-t-elle expliqué à l'AFP lors d'un entretien



au cabinet de son avocat, Me Yves Repiquet. La sentence arbitrale de 2008 avait octroyé quelque 400 millions d'euros à Bernard Tapie - dont 45 millions d'euros au titre du

préjudice moral - pour clore un très long litige qui opposait l'homme d'affaires au Crédit Lyonnais sur la revente du groupe d'équipements sportifs Adidas.

Un djihadiste américain tué en Syrie



Un Américain, soupçonné d'être un jihadiste des ultra-radicaux de l'État islamique, a été tué dans des combats en Syrie, a indiqué mardi soir la Maison Blanche, confirmant une information de télévisions américaines. «Nous étions au courant de la présence en Syrie du ressortissant américain Douglas McArthur McCain et nous pouvons confirmer sa mort», a dit dans un très bref communiqué la porte-parole du Conseil de sécurité nationale (NSC) Caitlin Hayden, le cabinet de politique étrangère de la présidence américaine. Mme Hayden réagissait à des informations des chaînes NBC et CNN qui avaient révélé que M. McCain avait perdu la vie le weekend dernier lors d'affrontements armés entre groupes rebelles syriens rivaux.

NBC a cité comme source l'opposition armée de l'Armée syrienne libre, ainsi que des photos du corps et du passeport du ressortissant américain.

CNN s'est appuyé sur le témoignage de l'oncle de M. McCain.

D'après NBC, l'Américain faisait partie d'un groupe de trois combattants djihadistes étrangers des rangs de l'État islamique et qui furent tués ce jour-là.

Selon le département d'État, quelque 12.000 djihadistes étrangers venant de 50 pays différents se sont rendus en Syrie depuis le début du conflit il y a plus de trois ans, dont un «petit nombre d'Américains».

La rentrée des classes retardée d'un mois au Nigeria à cause d'Ebola



La rentrée des classes est retardée d'un mois au Nigeria pour mettre en place «des mesures préventives» contre la diffusion du virus Ebola, a annoncé le ministre de l'Éducation Ibrahim Shekarau. «Toutes les écoles primaires et secondaires des secteurs privé et public doivent rester fermées jusqu'au 13 octobre», afin que «des mesures de prévention appropriées soient mises en place avant que les élèves ne reprennent les cours», a déclaré le ministre au cours d'une rencontre mardi soir avec des professeurs, sans donner davantage d'explications.

Les cours devaient normalement reprendre le 15 septembre. Cette annonce est relativement inattendue dans la mesure où l'épidémie semble contenue au Nigeria. Seulement cinq personnes sont mortes sur 13 cas confirmés et une seule reste encore en soins actuellement, selon le dernier bilan de mardi. Sept personnes ont été guéries.

Le Nigeria est très nettement moins touché que le Liberia, la Sierra Leone et la Guinée où l'épidémie a tué plus de 1.400 personnes.

18 personnes condamnées pour terrorisme en Arabie saoudite



Un tribunal saoudien a condamné à des peines allant jusqu'à 20 ans de prison 18 personnes jugées dans deux procès distincts pour notamment planification d'actes ou de projets «terroristes», a rapporté la presse mercredi. Les 12 membres d'un premier groupe, dont 6 Saoudiens, 5 Yéménites et un Palestinien, ont écopé mardi de peines de 18 mois à 20 ans de prison sous les accusations de planification d'attaques contre des consulats étrangers dans le royaume, désobéissance aux autorités, soutien à des djihadistes à l'étranger, financement du «terrorisme» et détention d'armes notamment. Le même tribunal spécialisé dans les affaires de terrorisme a condamné mardi à des peines de 3 à 20 ans de prison 5 Saoudiens et un Omanais, jugés dans une autre affaire et poursuivis notamment pour avoir projeté l'assassinat d'officiers de police en Arabie saoudite et la création d'un camp d'entraînement au maniement des armes au Soudan. Les tribunaux spécialisés dans les affaires de terrorisme ont commencé en 2011 à juger des dizaines de Saoudiens et d'étrangers accusés d'appartenance à Al-Qaïda ou impliqués dans la vague d'attentats menés par le réseau islamiste dans le royaume entre 2003 et 2006.

EDITORIAL

Par M. Abdou BENABBOU

L'ENIGME BELKHADÉM

te dans une relative discrétion.

Il est d'abord constaté que cette remarquable mise à l'écart coïncide avec une pénible rentrée sociale et le jour même de la réunion du Conseil des ministres. Elle serait donc de facto la signature sonore et forte de la présence effective d'un président capable de prendre de grandes décisions. Mais il est difficile cependant de déduire que l'enfermement dans le placard d'un homme de l'envergure de Belkhadem, potentielle réserve présidentielle avec des prétentions nationales avérées, ait été seulement une histoire de grande crise de colère d'un chef d'État désemparé. On ne peut créditer

Abdelaziz Bouteflika d'une telle manœuvre grossière, contre-productive pour lui et attesterait la perte de toute sa raison. Le pouvoir en place n'a aucun intérêt à présenter de lui une image versatile et imprévisible à l'opinion dans une conjoncture mondiale qui laisse la porte grande ouverte à tous les bouleversements.

On connaît les accointances et les amitiés étrangères de l'ancien homme fort du FLN qui vient d'être remercié. On sait aussi les allégies et les inimitiés qu'il suscite. Se convaincre que seule sa rencontre avec des anciens chefs de gouvernement aujourd'hui dans l'opposition constituerait un solide grief, serait simpliste. La seule certitude que l'on gardera de cette énigme est que Belkhadem a été un pion corvéable.

L'événement est exceptionnel pour qu'on ne s'y attarde pas. La recette et la méthode avec lesquelles a été enterré politiquement Abdelaziz Belkhadem ne sont pas conformes à la culture ancestrale de l'excommunication des hommes politiques algériens gênants. Toutes les supputations et rumeurs sur les raisons qui ont poussé le président de la République à écartier avec fracas Belkhadem tiennent la route mais on est tenté de penser que c'est plutôt de leur addition que le solde de tout compte a résulté.

L'Histoire algérienne n'est pas riche de semblables mises à l'écart. Trois ou quatre cas en tout et pour tout quand les conjonctures n'étaient pas particulières et permettaient les retraites anticipées accordées avec contrain-